

1. Servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont instituées par des lois ou règlements particuliers. Le code de l'urbanisme, dans ses articles L.151-43 et R.126-1, ne retient juridiquement que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, c'est-à-dire celles susceptibles d'avoir une incidence sur la constructibilité et plus largement sur l'occupation des sols.

La liste de ces servitudes, dressée par décret en conseil d'Etat et annexée au code de l'urbanisme, classe les servitudes d'utilité publique en quatre catégories :

- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine
- les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
- les servitudes relatives à la défense nationale
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation ou l'occupation du sol, en tant que protectrices des intérêts généraux portés par d'autres collectivités, s'imposent au document d'urbanisme et s'ajoutent aux règles propres de la carte communale.

Le territoire de la commune d'Auberive est concerné par les servitudes suivantes :

♦ **AC1 : Servitudes attachées à la protection des monuments historiques**

(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

- **Ancienne abbaye cistercienne :**

- grille en fer forgé du XVIII^{ème} siècle de la porte du parc, avec son encadrement de pierre et murs circulaires situés de part et d'autre du portail (Cl. MH : 16 octobre 1956) ;
- façade du bâtiment principal, galeries, façades sur l'aire du cloître des bâtiments contenant ces galeries et porte du XIII^{ème} siècle dans la galerie sud (IMH : 3 octobre 1929 et 12 juin 1942),
- les ailes ouest, nord et est des anciens bâtiments conventuels y compris la parcelle où se trouvait l'ancienne église et la galerie sud du cloître (cad. C 357), l'ancien chœur de l'église et les vestiges des murs est et sud du bras sud du transept, les pavillons d'entrée, les deux ponts, l'ancien moulin, le colombier et le mur d'enceinte (CL.MH : 4 octobre 2006) ;
- les sols à l'intérieur de l'enclos de l'ancienne abbaye, le bief avec ses aménagements y compris les maçonneries bordant le bief et l'Aube, l'église néogothique et le quartier disciplinaire de l'ancienne colonie agricole pénitentiaire (IMH : 4 octobre 2006) ;
- l'ancien hôtel abbatial de l'abbaye d'Auberive : la façade principale sud, la toiture correspondante et l'escalier en vis intérieur (IMH : 30 juillet 2004).

Service gestionnaire : Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine
5 rue Bouchardon
52000 CHAUMONT

◆ **AC2 : Servitudes relatives à la protection des sites et monuments naturels**

(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

Promenade dite « Entre deux eaux » (site classé par arrêté du 11 octobre 1963)

Service gestionnaire : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
40 boulevard Anatole France - BP 80556
51022 Châlons-en-Champagne Cedex

◆ **AC3 : Servitudes relatives aux réserves naturelles**

(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

Réserve biologique intégrale du Bois des Roncés (arrêté ministériel du 4 novembre 2004)

Service gestionnaire : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
40 boulevard Anatole France - BP 80556
51022 Châlons-en-Champagne Cedex

Établissement à contacter :

Office national des forêts
Agence départementale de Haute-Marne
19 avenue d'Ashton under Lyne
52008 CHAUMONT Cedex

◆ **AS1 : Servitudes relatives aux périmètres de protection des captages d'eau**

(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

La commune est concernée par les captages suivants, dont les périmètres de protection s'étendent en partie sur Auberive :

- sources du Val Saint-Martin, protégées par arrêté préfectoral n° 1207 du 5 avril 2011 (périmètre de protection sur Auberive et Colmier le Haut) ;
- source du Gorgeot, protégée par arrêté préfectoral n° 1036 du 29 mars 1982 (périmètre de protection sur Auberive et Vivey).

Ce deuxième captage alimente Auberive.

Service gestionnaire : Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS)
Service Santé Environnement
82 rue du Commandant Huguény
52000 CHAUMONT

♦ **EL7 : Servitudes attachées à l'alignement des voies nationales, départementales ou communales**

(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

La commune est dotée de servitudes d'alignement sur les voies suivantes :

- route départementale n° 428 (alignement homologué le 21 octobre 1894)
- route départementale n° 150 (alignement homologué le 11 avril 1893)

Il est nécessaire de solliciter le service gestionnaire lors de la :

- construction d'un bâtiment ou d'une clôture en limite du domaine public départemental (délivrance de l'alignement individuel)
- création d'un accès ou modification d'un accès existant sur le domaine public départemental (permission de voirie)

Si la commune le souhaite et après une demande préalable auprès du service gestionnaire, elle a la possibilité d'abroger ce plan d'alignement dans le cadre d'une enquête publique conjointe à celle du PLU.

Service gestionnaire :

Conseil Départemental
Direction des Routes départementales
1 rue du Commandant Huguény – BP 509
52011 CHAUMONT Cedex

♦ **I4 : Servitudes relatives aux lignes aériennes et souterraines de transport d'électricité HT A**

Service gestionnaire :

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de
Champagne-Ardenne
Service climat, énergie, construction et transports
40 boulevard Anatole France – BP 80556
51022 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

Établissement à contacter :

E.R.D.F., division Meuse - Haute-Marne

Rue Alfred Kastler
Zone de référence
52115 SAINT-DIZIER

♦ **PT1 : SERVITUDES RELATIVES AUX TRANSMISSIONS RADIO-ELECTRIQUES CONCERNANT LA PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTRO-MAGNETIQUES**
(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

- Centre de Perrogney/le Haut du Sec : décret du 20 octobre 1995.

Service gestionnaire : Direction inter-armées
des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de Metz
Quartier de Lattre de Tassigny – CS 30001
57044 METZ Cedex 1

♦ **PT2 : Servitudes relatives à la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception des transmissions radioélectriques**
(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

- Centre de Perrogney/le Haut du Sec : décret du 30 octobre 1995.

Service gestionnaire : Direction inter-armées
des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de Metz
Quartier de Lattre de Tassigny – BP 70023
57044 METZ Cedex 1

- Faisceau hertzien Perrogney/le Haut du Sec – Vaillant/Côte Malin : décret du 21 mai 1984.

Service gestionnaire : ORANGE
Direction Régionale Champagne Ardenne
50 avenue Patton
51021 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

- Faisceau hertzien Perrogney/le Haut du Sec – les Riceys : décret du 15 juin 1982.

Service gestionnaire : TELE-DIFFUSION DE FRANCE.
Direction opérationnelle de Dijon
7 rue Aristide Briand BP 34
21700 NUITS SAINT GEORGES

♦ **PT3 : Servitudes relatives aux réseaux de télécommunication**
(cf. plan de localisation des servitudes d'utilité publique joint en annexe)

Elles concernent les artères principales du réseau de télécommunication.

Textes de référence : articles L.47 et L.48, L.54 à L.56-1, L.57 à L.62-1 du code des postes et des communications électroniques.

Service gestionnaire : ORANGE
Direction Régionale Champagne Ardenne
50 avenue Patton
51021 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

Sur le domaine privé, la présence d'artères entraînent une servitude non aedificandi de 3 mètres à raison de 1,50 mètres de part et d'autre de l'axe de l'artère.

Sur le domaine public, tous travaux de constructions, de plantation d'arbres ou de tranchées à moins de 1,50 mètres du câble, doivent faire l'objet d'une demande de renseignement (DR) ou demande d'intention de commencement de travaux (DICT) (décret n°91-1147 du 14 octobre 1991) auprès de :

FRANCE TELECOM – UI Nord Pas de Calais
Rue Paul Sion - SP1 – 62307 LENS CEDEX

♦ **T7 : Servitude aéronautique de dégagement**

(servitude s'appliquant à l'intégralité du territoire national, non reportée sur la carte des servitudes)

Arrêté interministériel du 25 juillet 1990

La construction de pylônes, cheminées ou autres structures d'une hauteur supérieure à 50 mètres et la mise en place de câbles aériens à une hauteur supérieure à 25 mètres sont soumises à autorisation du Ministère chargé de l'aviation civile et du Ministère de la Défense.

Services gestionnaires : Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Département Ingénierie Opérationnelle et Patrimoine Centre-Est
210, Rue d'Allemagne - BP 606
69125 LYON SAINT-EXUPERY AEROPORT

Ministère de la Défense
Commandement de la région Terre Nord-Est
État Major
Division soutien
Bureau stationnement – infrastructure
57044 METZ Cedex 1

MONUMENTS HISTORIQUES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.

Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifiée par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. 11), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L. 422-1, L. 422-2, L. 422-4, L. 430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38, R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R. 430-4, R. 430-5, R. 430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R. 442-13, R. 443-9, R. 443-10, R. 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, article R. 11-15 et article 11 de la loi du 31 décembre 1913.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des plans d'occupation des sols, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de la culture et de la communication (direction du patrimoine).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) Classement

(Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés :

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques ;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire :

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'article 2 de la loi de 1913) ;
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1^{er} du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des « abords » dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1^{er} et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

B. - INDEMNISATION

a) *Classement*

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 : JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1^{er}, modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, article 1^{er} à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Aucune indemnisation n'est prévue.

(1) L'expression « périmètre de 500 mètres » employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.F. « La Charmille de Monsoult » : rec. p. 87, et 15 janvier 1982, Société de construction « Résidence Val Saint-Jacques » : DA 1982 n° 112).

C. - PUBLICITÉ

a) *Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques*

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

b) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° *Prérogatives exercées directement par la puissance publique*

a) *Classement*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guetre Jean : rec., p. 100).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Classement

(Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 b du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'instruction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 b du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 12 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire d'avertir le Directeur régional des affaires culturelles quatre mois avant d'entreprendre les travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Ces travaux sont obligatoirement soumis à permis de construire dès qu'ils entrent dans son champ d'application (art. L. 422-4 du code de l'urbanisme).

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212).

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [1°] du code de l'urbanisme).

c) Abords des monuments classés ou inscrits
(Art. 1^{er}, 13 et 13bis de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire « immeuble menaçant ruine », sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1^o Obligations passives

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (art. 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (art. 17 de ladite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3^o de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2^o Droits résiduels du propriétaire

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

LOI DU 31 DÉCEMBRE 1913
sur les monuments historiques
(Journal officiel du 4 janvier 1914)

CHAPITRE I^{er}

DES IMMEUBLES

« Art. 1^{er}. - Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins du ministre chargé des affaires culturelles selon les distinctions établies par les articles ci-après.

(Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 1^{er}.) « Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi :

« 1^o Les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques ;

« 2^o Les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement ;

« 3^o D'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement. Est considéré, pour l'application de la présente loi, comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement, tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui, et situé dans un périmètre n'excédant pas 500 mètres. » (Loi n° 62-824 du 21 juillet 1962.) « A titre exceptionnel, ce périmètre peut être étendu à plus de 500 mètres. Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la commission supérieure des monuments historiques, déterminera les monuments auxquels s'applique cette extension et délimitera le périmètre de protection propre à chacun d'eux. »

A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire sa proposition de classement, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les « douze mois » (1) de cette notification.

(Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 15-1.) « Tout arrêté ou décret qui prononcera un classement après la promulgation de la présente loi sera publié, par les soins de l'administration des affaires culturelles, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

« Cette publication, qui ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor, sera faite dans les formes et de la manière prescrites par les lois et règlements concernant la publicité foncière. »

Art. 2. - Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la présente loi :

1^o Les immeubles inscrits sur la liste générale des monuments classés, publiée officiellement en 1900 par la direction des beaux-arts ;

2^o Les immeubles compris ou non dans cette liste, ayant fait l'objet d'arrêtés ou de décrets de classement, conformément aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Dans un délai de trois mois, la liste des immeubles considérés comme classés avant la promulgation de la présente loi sera publiée au *Journal officiel*. Il sera dressé, pour chacun desdits immeubles, un extrait de la liste reproduisant tout ce qui le concerne ; cet extrait sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble, par les soins de l'administration des affaires culturelles. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

La liste des immeubles classés sera tenue à jour et rééditée au moins tous les dix ans.

(Décret n° 61-428 du 18 avril 1961.) « Les immeubles ou parties d'immeubles publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation, pourront, à toute époque, être inscrits, (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 5.) « par arrêté du commissaire de la République de région », sur un inventaire supplémentaire. » (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 2.) « Peut être également inscrit dans les mêmes conditions tout immeuble nu ou bâti situé dans le champ de visibilité d'un immeuble déjà classé ou inscrit. »

(Loi du 23 juillet 1927, art. 1^{er}, modifié par la loi du 27 août 1941, art. 2.) « L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble ou partie de l'immeuble inscrit sans avoir, quatre mois auparavant, avisé le ministre chargé des affaires culturelles de leur intention et indiqué les travaux qu'ils se proposent d'effectuer. »

(Loi du 23 juillet 1927, art. 1^{er}.) « Le ministre ne pourra s'opposer auxdits travaux qu'en engageant la procédure de classement telle qu'elle est prévue par la présente loi.

« Toutefois, si lesdits travaux avaient pour dessein ou pour effet d'opérer le morcellement ou le dépeçage de l'édifice ou de la partie d'édifice inscrit à l'inventaire dans le seul but de vendre en totalité ou en partie les matériaux ainsi détachés, le ministre aurait un délai de cinq années pour procéder au classement et pourrait, en attendant, surseoir aux travaux dont il s'agit. »

(1) Délais fixés par l'article 1^{er} de la loi du 27 août 1941.

(Loi n° 51-630 du 24 mai 1951, art. 10.) « Les préfets de région sont autorisés à subventionner, dans la limite de 40 p. 100 de la dépense effective, les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation des immeubles ou parties d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Les travaux s'exécutent sous le contrôle du service des monuments historiques. » (1)

Art. 3. - L'immeuble appartenant à l'Etat est classé par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel ledit immeuble se trouve placé.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 4. - L'immeuble appartenant à un département, à une commune ou à un établissement public est classé par un arrêté du ministre chargé des affaires culturelles, s'il y a consentement du propriétaire et avis conforme du ministre sous l'autorité duquel il est placé.

En cas de désaccord, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 5 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 1^{er}). - L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 3 et 4 est classé par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat qui détermine les conditions de classement et notamment les servitudes et obligations qui en découlent. Le classement peut alors donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il résulte, des servitudes et obligations dont il s'agit, une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande de l'indemnité devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Le Gouvernement peut ne pas donner suite au classement d'office dans les conditions ainsi fixées. Il doit alors, dans un délai de trois mois à compter de la notification du jugement, soit abroger le décret de classement, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble.

Art. 6. - Le ministre chargé des affaires culturelles peut toujours, en se conformant aux prescriptions de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, poursuivre au nom de l'Etat l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Les départements et les communes ont la même faculté.

(Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 3.) « La même faculté est ouverte à l'égard des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé pour le classement, ou qui se trouvent situés dans le champ de visibilité d'un tel immeuble. »

(Alinéa 3 abrogé par l'article 56 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958.)

Art. 7. - A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire d'un immeuble non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les « douze mois » (2) de cette notification.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles. A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si, dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique, l'administration ne poursuit pas l'obtention du jugement d'expropriation.

Art. 8. - Les effets du classement suivent l'immeuble classé, en quelque main qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre chargé des affaires culturelles par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à l'Etat, à un département, à une commune, à un établissement public, ne peut être aliéné qu'après que le ministre chargé des affaires culturelles a été appelé à présenter ses observations ; il devra les présenter dans le délai de quinze jours après la notification. Le ministre pourra, dans le délai de cinq ans, faire prononcer la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. - L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le ministre chargé des affaires culturelles n'y a donné son consentement.

Les travaux autorisés par le ministre s'exécutent sous la surveillance de son administration.

Le ministre chargé des affaires culturelles peut toujours faire exécuter, par les soins de son administration et aux frais de l'Etat, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'Etat.

(Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, art. 20-11.) « L'Etat peut, par voie de convention, confier le soin de faire exécuter ces travaux au propriétaire ou à l'affectataire. »

(1) Décret n° 69-131 du 6 février 1969, article 1^{er} : « Le dernier alinéa de l'article 2 de la loi susvisée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est abrogé en tant qu'il est relatif à la compétence du ministère de l'éducation nationale. »

(2) Délais fixés par l'article 1^{er} de la loi du 27 août 1941.

Art. 9-1 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 2). - Indépendamment des dispositions de l'article 9, troisième alinéa ci-dessus, lorsque la conservation d'un immeuble classé est gravement compromise par l'inexécution de travaux de réparation ou d'entretien, le ministre chargé des affaires culturelles peut mettre en demeure le propriétaire de faire procéder auxdits travaux, en lui indiquant le délai dans lequel ceux-ci devront être entrepris et la part de la dépense qui sera supportée par l'Etat, laquelle ne pourra être inférieure à 50 p. 100. La mise en demeure précisera les modalités de versement de la part de l'Etat.

L'arrêté de mise en demeure est notifié au propriétaire. Si ce dernier en conteste le bien-fondé, le tribunal administratif statue sur le litige et peut, le cas échéant, après expertise, ordonner l'exécution de tout ou partie des travaux prescrits par l'administration.

Le recours au tribunal administratif est suspensif.

Sans préjudice de l'application de l'article 10 ci-dessous, faute par le propriétaire de se conformer, soit à l'arrêté de mise en demeure s'il ne l'a pas contesté, soit à la décision de la juridiction administrative, le ministre chargé des affaires culturelles peut, soit faire exécuter d'office les travaux par son administration, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat. Si les travaux sont exécutés d'office, le propriétaire peut solliciter l'Etat d'engager la procédure d'expropriation ; l'Etat fait connaître sa décision sur cette requête, qui ne suspend pas l'exécution des travaux, dans un délai de six mois au plus et au terme d'une procédure fixée par décret en Conseil d'Etat. Si le ministre chargé des affaires culturelles a décidé de poursuivre l'expropriation, l'Etat peut, avec leur consentement, se substituer à une collectivité publique locale ou un établissement public.

En cas d'exécution d'office, le propriétaire est tenu de rembourser à l'Etat le coût des travaux exécutés par celui-ci, dans la limite de la moitié de son montant. La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée suivant la procédure applicable aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et aux domaines, aux échéances fixées par le ministre chargé des affaires culturelles qui pourra les échelonner sur une durée de quinze ans au plus (Loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977, art. 87.), « les sommes dues portant intérêt au taux légal à compter de la notification de leur montant au propriétaire. » Eventuellement saisi par le propriétaire et compte tenu de ses moyens financiers, le tribunal administratif pourra modifier, dans la même limite maximale, l'échelonnement des paiements. Toutefois, en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux, la totalité des sommes restant dues devient immédiatement exigible à moins que le ministre chargé des affaires culturelles n'ait accepté la substitution de l'acquéreur de l'immeuble dans les obligations du vendeur. Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale inscrite sur l'immeuble à la diligence de l'Etat. Le propriétaire peut toujours s'exonérer de sa dette en faisant abandon de son immeuble à l'Etat.

Art. 9-2 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 2). - Les immeubles classés, expropriés par application des dispositions de la présente loi, peuvent être cédés de gré à gré à des personnes publiques ou privées. Les acquéreurs s'engagent à les utiliser aux fins et dans les conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. Des cahiers des charges types sont approuvés par décret en Conseil d'Etat. En cas de cession à une personne privée, le principe et les conditions de la cession sont approuvés par décret en Conseil d'Etat, l'ancien propriétaire ayant été mis en demeure de présenter ses observations.

Les dispositions de l'article 8 (4^e alinéa) restent applicables aux cessions faites à des personnes publiques en vertu des dispositions du premier alinéa du présent article.

Art. 10 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 3). - « Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés ou des travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation des immeubles serait compromise, l'administration des affaires culturelles, à défaut d'accord avec les propriétaires, peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles ou des immeubles voisins.

« Cette occupation est ordonnée par un arrêté préfectoral préalablement notifié au propriétaire et sa durée ne peut en aucun cas excéder six mois.

« En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1982. »

Art. 11. - Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'après que le ministre chargé des affaires culturelles aura été appelé à présenter ses observations.

Art. 12. - Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation spéciale du ministre chargé des affaires culturelles.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales qui peuvent causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du ministre chargé des affaires culturelles.

Art. 13 (Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 15-2). - Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par un décret en Conseil d'Etat, soit sur la proposition du ministre chargé des affaires culturelles, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et publié au bureau des hypothèques de la situation des biens dans les mêmes conditions que le classement.

Art. 13 bis (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 4). - « Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable. »

(Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 4.) « Le permis de construire délivré en vertu des lois et règlements sur l'alignement et sur les plans communaux et régionaux d'aménagement et d'urbanisme tient lieu de l'autorisation prévue à l'alinéa précédent s'il est revêtu du visa de l'architecte départemental des monuments historiques. »

Art. 13 ter (Décret n° 77-759 du 7 juillet 1977, art. 8). - « Lorsqu'elle ne concerne pas des travaux pour lesquels le permis de construire, le permis de démolir ou l'autorisation mentionnée à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme est nécessaire, la demande d'autorisation prévue à l'article 13 bis est adressée au préfet ; » (Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, art. 12.) « ce dernier statue après avoir recueilli l'avis de l'architecte des bâtiments de France ou de l'architecte départemental des monuments historiques. »

(Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 4.) « Si le préfet n'a pas notifié sa réponse aux intéressés dans le délai de quarante jours à dater du dépôt de leur demande, ou si cette réponse ne leur donne pas satisfaction, ils peuvent saisir le ministre chargé des affaires culturelles, dans les deux mois suivant la notification de la réponse du préfet ou l'expiration du délai de quarante jours imparti au préfet pour effectuer ladite notification.

« Le ministre statue. Si sa décision n'a pas été notifiée aux intéressés dans le délai de trois mois à partir de la réception de leur demande, celle-ci est considérée comme rejetée.

« Les auteurs de la demande sont tenus de se conformer aux prescriptions qui leur sont imposées pour la protection de l'immeuble classé ou inscrit soit par l'architecte départemental des monuments historiques dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 13 bis, soit par le préfet ou le ministre chargé des affaires culturelles dans les cas visés aux premier, deuxième et troisième alinéas du présent article. »

CHAPITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 29 (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 5). - Toute infraction aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 (modification sans avis préalable d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 (aliénation d'un immeuble classé), des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 (aliénation d'un objet mobilier classé), du paragraphe 2 de l'article 23 (représentation des objets mobiliers classés) (Loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970, art. 3.) « du paragraphe 3 de l'article 24 bis (transfert, cession, modification, sans avis préalable d'un objet mobilier inscrit à l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés) », sera punie d'une amende de cent cinquante à quinze mille francs (150 à 15 000 francs).

Art. 30 (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 5). - Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 1^{er} (effets de la proposition de classement d'un immeuble), de l'article 7 (effet de la notification d'une demande d'expropriation), des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 9 (modification d'un immeuble classé), de l'article 12 (constructions neuves, servitudes) ou de l'article 22 (modification d'un objet mobilier classé) de la présente loi, sera punie d'une amende de cent cinquante à quinze mille francs (150 à 15 000 francs), sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures en violation desdits articles.

En outre, le ministre chargé des affaires culturelles peut prescrire la remise en état des lieux aux frais des délinquants. Il peut également demander de prescrire ladite remise en état à la juridiction compétente, laquelle peut éventuellement soit fixer une astreinte, soit ordonner l'exécution d'office par l'administration aux frais des délinquants.

Art. 30 bis (Loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976, art. 50). - Est punie des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme toute infraction aux dispositions des articles 13 bis et 13 ter de la présente loi.

Les dispositions des articles L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-9 du code de l'urbanisme sont applicables aux dispositions visées au précédent alinéa, sous la seule réserve des conditions suivantes :

- les infractions sont constatées en outre par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé des monuments historiques et assermentés ;

- pour l'application de l'article L. 480-5, le tribunal statue soit sur la mise en conformité des lieux avec les prescriptions formulées par le ministre chargé des monuments historiques, soit sur leur rétablissement dans l'état antérieur ;

- le droit de visite prévu à l'article L. 460-1 du code de l'urbanisme est ouvert aux représentants du ministre chargé des monuments historiques ; l'article L. 480-12 est applicable.

Art. 31 (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 5). - Quiconque aura aliéné, sciemment acquis ou exporté un objet mobilier classé, en violation de l'article 18 ou de l'article 21 de la présente loi, sera puni d'une amende de trois cents à quarante mille francs (300 à 40 000 francs) (1), et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées en l'article 20 (§ 1^{er}).

Art. 32 (Abrogé par l'article 6 de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980).

Art. 33. - Les infractions prévues dans les quatre articles précédents seront constatées à la diligence du ministre chargé des affaires culturelles. Elles pourront l'être par des procès-verbaux dressés par les conservateurs ou les gardiens d'immeubles ou objets mobiliers classés dûment assermentés à cet effet.

Art. 34 (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 5). - Tout conservateur ou gardien qui, par suite de négligence grave, aura laissé détruire, abattre, mutiler, dégrader ou soustraire soit un immeuble, soit un objet mobilier classé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cent cinquante à quinze mille francs (150 à 15 000 francs) (1) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 34 bis (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 6). - Le minimum et le maximum des amendes prévues aux articles 29, 30, 31 et 34 précédents sont portés au double dans le cas de récidive.

Art. 35. - L'article 463 du code pénal est applicable dans les cas prévus au présent chapitre.

Article additionnel (Loi du 23 juillet 1927, art. 2). - Quand un immeuble ou une partie d'immeuble aura été morcelé ou dépecé en violation de la présente loi, le ministre chargé des affaires culturelles pourra faire rechercher, partout où ils se trouvent, l'édifice ou les parties de l'édifice détachées et en ordonner la remise en place, sous la direction et la surveillance de son administration, aux frais des délinquants vendeurs et acheteurs pris solidairement.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 36 (Implicitement abrogé depuis l'accession des anciennes colonies et de l'Algérie à l'indépendance).

Art. 37 (Loi n° 86-13 du 6 janvier 1986, art. 5). - « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la présente loi. Il définit notamment les conditions dans lesquelles est dressé de manière périodique, dans chaque région, un état de l'avancement de l'instruction des demandes d'autorisation prévues à l'article 9.

« Ce décret est rendu après avis de la commission supérieure des monuments historiques. »

Cette commission sera également consultée par le ministre chargé des affaires culturelles pour toutes les décisions prises en exécution de la présente loi.

Art. 38. - Les dispositions de la présente loi sont applicables à tous les immeubles et objets mobiliers régulièrement classés avant sa promulgation.

Art. 39. - Sont abrogées les lois du 30 mars 1887, du 19 juillet 1909 et du 16 février 1912 sur la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, les paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat et généralement toutes dispositions contraires à la présente loi.

(1) Loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977.

DÉCRET DU 18 MARS 1924
portant règlement d'administration publique
pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques
(Journal officiel du 29 mars 1924)

TITRE I^{er}

DES IMMEUBLES

Art. 1^{er}. (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 1^{er}). - Les immeubles visés, d'une part, à l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 et, d'autre part, au quatrième alinéa de son article 2 sont, les premiers, classés à l'initiative du ministre chargé de la culture, les seconds, inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques à l'initiative du commissaire de la République de région.

Une demande de classement ou d'inscription peut être également présentée par le propriétaire d'un immeuble ainsi que par toute personne physique ou morale y ayant intérêt.

Dans le cas d'un immeuble appartenant à une personne publique, cette demande est présentée par :

1° Le commissaire de la République du département où est situé l'immeuble, si celui-ci appartient à l'Etat ;

2° Le président du conseil régional, avec l'autorisation de ce conseil, si l'immeuble appartient à une région ;

3° Le président du conseil général, avec l'autorisation de ce conseil, si l'immeuble appartient à un département ;

4° Le maire, avec l'autorisation du conseil municipal, si l'immeuble appartient à une commune ;

5° Les représentants légaux d'un établissement public, avec l'autorisation de son organe délibérant, si l'immeuble appartient à cet établissement.

Si l'immeuble a fait l'objet d'une affectation, l'affectataire doit être consulté.

Art. 2. (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 2). - Les demandes de classement ou d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques sont adressées au commissaire de la République de la région où est situé l'immeuble.

Toutefois, la demande de classement d'un immeuble déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques est adressée au ministre chargé de la culture.

Toute demande de classement ou d'inscription d'un immeuble doit être accompagnée de sa description ainsi que des documents graphiques le représentant dans sa totalité ou sous ses aspects les plus intéressants.

Art. 3. - Lorsque le ministre des affaires culturelles décide d'ouvrir une instance de classement, conformément au paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi, il notifie la proposition de classement au propriétaire de l'immeuble ou à son représentant par voie administrative en l'avisant qu'il a un délai de deux mois pour présenter ses observations écrites.

Si l'immeuble appartient à l'Etat, la notification est faite au ministre dont l'immeuble dépend.

Si l'immeuble appartient à un département, la notification est faite au préfet à l'effet de saisir le conseil général de la proposition de classement à la première session qui suit ladite notification : le dossier est retourné au ministre des affaires culturelles avec la délibération intervenue. Cette délibération doit intervenir dans le délai d'un mois à dater de l'ouverture de la session du conseil général.

Si l'immeuble appartient à une commune, la notification est faite au maire par l'intermédiaire du préfet du département ; le maire saisit aussitôt le conseil municipal ; le dossier est retourné au ministre des affaires culturelles avec la délibération intervenue. Cette délibération doit intervenir dans le délai d'un mois à dater de la notification au maire de la proposition de classement.

Si l'immeuble appartient à un établissement public, la notification est adressée au préfet à l'effet d'être transmise par ses soins aux représentants légaux dudit établissement ; le dossier est ensuite retourné au ministre des beaux-arts avec les observations écrites des représentants de l'établissement, lesdites observations devant être présentées dans le délai d'un mois.

Faute par le conseil général, le conseil municipal ou la commission administrative de l'établissement propriétaire de statuer dans les délais précités, il sera passé outre.

Quel que soit le propriétaire de l'immeuble, si celui-ci est affecté à un service public, le service affectataire doit être consulté.

Art. 4. - Le délai de six mois mentionné au paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 court :

1° De la date de la notification au ministre intéressé si l'immeuble appartient à l'Etat ;

2° De la date à laquelle le conseil général est saisi de la proposition de classement, si l'immeuble appartient à un département ;

3° De la date de la notification qui a été faite au maire ou aux représentants légaux de l'établissement, si l'immeuble appartient à une commune ou à un établissement public ;

4° De la date de la notification au propriétaire ou à son représentant, si l'immeuble appartient à un particulier.

Il est délivré récépissé de cette notification par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant.

Art. 5 (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 3). - Lorsque le commissaire de la République de région reçoit une demande de classement ou d'inscription d'un immeuble sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou prend l'initiative de cette inscription, il recueille l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Il peut alors soit prescrire par arrêté l'inscription de cet immeuble à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques à l'exception du cas visé au dernier alinéa du présent article, soit proposer au ministre chargé de la culture une mesure de classement.

Le commissaire de la République qui a inscrit un immeuble sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques peut proposer son classement au ministre chargé de la culture.

Lorsque le ministre chargé de la culture est saisi par le commissaire de la République de région d'une proposition de classement, il statue sur cette proposition après avoir recueilli l'avis de la commission supérieure des monuments historiques et, pour les vestiges archéologiques, du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Il informe de sa décision le commissaire de la République de région ; il lui transmet les avis de la commission supérieure des monuments historiques et du Conseil supérieur de la recherche archéologique, afin qu'ils soient communiqués à la commission régionale.

Lorsque le ministre chargé de la culture prend l'initiative d'un classement, il demande au commissaire de la République de région de recueillir l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Il consulte ensuite la commission supérieure des monuments historiques ainsi que, pour les vestiges archéologiques, le Conseil supérieur de la recherche archéologique.

Les observations éventuelles du propriétaire sur la proposition de classement sont soumises par le ministre chargé de la culture à la commission supérieure des monuments historiques, avant qu'il ne procède, s'il y a lieu, au classement d'office dans les conditions prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi du 31 décembre 1913 susvisée.

Le classement d'un immeuble est prononcé par un arrêté du ministre chargé de la culture. Toute décision de classement vise l'avis émis par la commission supérieure des monuments historiques.

Lorsque les différentes parties d'un immeuble font à la fois l'objet, les unes, d'une procédure de classement, les autres, d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, les arrêtés correspondants sont pris par le ministre chargé de la culture.

Art. 6. - Toute décision de classement est notifiée, en la forme administrative, au propriétaire ou à son représentant, qui en délivre récépissé. Deux copies de cette décision, certifiées conformes par le ministre des beaux-arts, sont adressées au préfet intéressé pour être simultanément déposées par lui, avec indication des nom et prénoms du propriétaire, son domicile, la date et le lieu de naissance et sa profession, s'il en a une connue, à la conservation des hypothèques de la situation de l'immeuble classé, à l'effet de faire opérer, dans les conditions déterminées par la loi du 24 juillet 1921 et le décret du 28 août 1921, la transcription de la décision.

L'allocation attribuée au conservateur sera celle prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 26 octobre 1921.

La liste des immeubles classés au cours d'une année est publiée au *Journal officiel* avant l'expiration du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 7. - L'immeuble classé est aussitôt inscrit par le ministre des beaux-arts sur la liste mentionnée à l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913. Cette liste, établie par département, indique :

- 1° La nature de l'immeuble ;
- 2° Le lieu où est situé cet immeuble ;
- 3° L'étendue du classement intervenu total ou partiel, en précisant, dans ce dernier cas, les parties de l'immeuble auxquelles le classement s'applique ;
- 4° Le nom et le domicile du propriétaire ;
- 5° La date de la décision portant classement.

Les mentions prévues aux alinéas 4 et 5 pourront ne pas être publiées dans la liste des immeubles classés rééditée au moins tous les dix ans.

Art. 8. (Abrogé par l'article 13 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970.)

Art. 9. - Le ministre des affaires culturelles donne acte de la notification qui lui est faite de l'aliénation d'un immeuble classé appartenant à un particulier. Il est fait mention de cette aliénation sur la liste générale des monuments classés par l'inscription sur la susdite liste du nom et du domicile du nouveau propriétaire.

(Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, art. 11.) « Pour l'application de l'article 9-I (5^e alinéa) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, le ministre des affaires culturelles fait connaître au propriétaire s'il accepte la substitution de l'acquéreur dans ses obligations de débiteur de l'Etat au titre de l'exécution d'office des travaux de l'immeuble cédé. »

Art. 10. - Tout propriétaire d'un immeuble classé, qui se propose soit de déplacer, soit de modifier, même en partie, ledit immeuble, soit d'y effectuer des travaux de restauration, de réparation ou de modification quelconque, soit de lui adosser une construction neuve, est tenu de solliciter l'autorisation du ministre des beaux-arts.

Sont compris parmi ces travaux :

Les fouilles dans un terrain classé, l'exécution de peintures murales, de badigeons, de vitraux ou de sculptures, la restauration de peintures et vitraux anciens, les travaux qui ont pour objet de dégager, agrandir, isoler ou protéger un monument classé et aussi les travaux tels qu'installations de chauffage, d'éclairage, de distribution d'eau, de force motrice et autres qui pourraient soit modifier une partie quelconque du monument, soit en compromettre la conservation.

Aucun objet mobilier ne peut être placé à perpétuelle demeure dans un monument classé sans l'autorisation du ministre des affaires culturelles. Il en est de même de toutes autres installations placées soit sur les façades, soit sur la toiture du monument.

La demande formée par le propriétaire est accompagnée des plans, projets et de tous documents utiles.

Le délai de préavis de quatre mois que doit observer le propriétaire avant de pouvoir procéder à aucune modification de l'édifice inscrit court du jour où le propriétaire a, par lettre recommandée, prévenu le préfet de son intention.

Art. 13. - Le déclassement d'un immeuble a lieu après l'accomplissement des formalités prescrites pour le classement par le présent décret.

DÉCRET N° 70-836 DU 10 SEPTEMBRE 1970
pris pour l'application de la loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966
modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques
(Journal officiel du 23 septembre 1970)

TITRE I^{er}

DROIT DU PROPRIÉTAIRE A UNE INDEMNITÉ EN CAS DE CLASSEMENT D'OFFICE

Art. 1^{er}. - La demande par laquelle le propriétaire d'un immeuble classé d'office réclame l'indemnité prévue par l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée est adressée au préfet.

Art. 2. - A défaut d'accord amiable dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'indemnité mentionnée à l'article précédent, la partie la plus diligente peut saisir le juge de l'expropriation dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance susvisée du 23 octobre 1958.

Art. 3. - Le juge de l'expropriation statue selon la procédure définie en matière d'expropriation.

TITRE II

EXÉCUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN OU DE RÉPARATION

Art. 4. - Il est procédé à la mise en demeure prévue à l'article 9-I de la loi modifiée du 31 décembre 1913 dans les conditions ci-après :

- le rapport constatant la nécessité des travaux de conservation des parties classées d'un immeuble dans les conditions prévues à l'article 9-I et décrivant et estimant les travaux à exécuter est soumis à la commission supérieure des monuments historiques ;

- l'arrêté de mise en demeure, pris par le ministre des affaires culturelles, est notifié au propriétaire ou à son représentant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

(Décret n° 82-68 du 20 janvier 1982, art. 1^{er}.) « L'arrêté de mise en demeure donne au propriétaire, pour assurer l'exécution des travaux, le choix entre l'architecte désigné par l'administration et un architecte qu'il peut désigner lui-même. S'il procède à cette désignation, le propriétaire doit solliciter l'agrément du ministre chargé de la culture dans les deux mois qui suivent la mise en demeure. »

A défaut de réponse du ministre dans un délai de quinze jours, l'agrément est réputé accordé. Lorsqu'il a rejeté deux demandes d'agrément, le ministre peut désigner un architecte en chef des monuments historiques pour exécuter les travaux.

Art. 5. - L'arrêté fixe, à compter de la date d'approbation du devis, les délais dans lesquels les travaux devront être entrepris et exécutés ; il détermine également la proportion dans laquelle l'Etat participe au montant des dépenses réellement acquittées par le propriétaire pour l'exécution des travaux qui ont été l'objet de la mise en demeure ; cette participation est versée sous forme de subvention partie au cours des travaux et partie après leur exécution.

Art. 6. - Lorsque le ministre des affaires culturelles décide, conformément aux dispositions de l'article 9-I (4^e alinéa) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, de faire exécuter les travaux d'office, il notifie sa décision au propriétaire ou à son représentant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

TITRE III

DEMANDE D'EXPROPRIATION

Art. 7. - Le propriétaire dispose d'un délai d'un mois, à compter de la notification prévue à l'article 6 ci-dessus, pour demander au préfet d'engager la procédure d'expropriation prévue à l'article 9-I (4^e alinéa) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, sa demande est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; elle comporte l'indication du prix demandé par le propriétaire pour la cession de son immeuble. Le préfet instruit la demande dans les conditions prévues aux articles R. 10 et suivants du code du domaine de l'Etat ; le ministre des affaires culturelles statue dans un délai maximal de six mois à compter de la réception de la demande.

Art. 8. - Lorsque le ministre décide de recourir à l'expropriation, l'indemnité est fixée, à défaut d'accord amiable, par la juridiction compétente en matière d'expropriation.

La part des frais engagés pour les travaux exécutés d'office en vertu de l'article 9 (alinéa 3) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 est déduite de l'indemnité d'expropriation dans la limite du montant de la plus-value apportée à l'immeuble par lesdits travaux.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 9. - Lorsque le propriétaire désire s'exonérer de sa dette en faisant abandon de son immeuble à l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée, il adresse au préfet une déclaration d'abandon par laquelle il s'engage à signer l'acte administratif authentifiant cette déclaration.

L'Etat procède à la purge des hypothèques et des privilèges régulièrement inscrits sur l'immeuble abandonné, dans la limite de la valeur vénale de cet immeuble.

Art. 10. - Lorsqu'une personne morale de droit public qui avait acquis un immeuble classé par la voie de l'expropriation cède cet immeuble à une personne privée en vertu des dispositions de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, le ministre des affaires culturelles adresse au propriétaire exproprié, préalablement à la cession, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de la cession envisagée, des conditions dans lesquelles cette cession est prévue, conformément au cahier des charges annexé à l'acte de cession, et l'invitant à lui présenter éventuellement ses observations écrites dans un délai de deux mois.

PROTECTION DES SITES NATURELS ET URBAINS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des sites et monuments naturels (réserves naturelles).

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par la loi du 27 août 1941, l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 1^{er} juillet 1957 (réserves foncières, art. 8-1), l'ordonnance du 23 août 1958, loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n°s 80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982.

Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Loi n° 83-360 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opération immobilières, d'architecture et d'espaces protégés (modifiés par décrets des 21 mars 1972, 6 mai 1974 et 14 mai 1976).

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 85-467 du 24 avril 1985 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs généraux des monuments historiques chargés des sites et paysages.

Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 relatif à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930 dans les sites classés ou en instance de classement.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 422-2, L. 430-8, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38-5, R. 421-38-6, R. 421-38-8, R. 422-8, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 443-9, R. 443-10.

Circulaire du 19 novembre 1979 relative à l'application du titre II de la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 modifiant la loi du 2 mai 1930 sur les sites.

Circulaire n° 88-101 du 19 décembre 1988 relative à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des plans d'occupation des sols.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, direction de l'architecture et de l'urbanisme (sous-direction des espaces protégés).

PROTECTION DES SITES NATURELS ET URBAINS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des sites et monuments naturels (réserves naturelles).

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par la loi du 27 août 1941, l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 1^{er} juillet 1957 (réserves foncières, art. 8-1), l'ordonnance du 23 août 1958, loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n°s 80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982.

Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Loi n° 83-360 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opération immobilières, d'architecture et d'espaces protégés (modifiés par décrets des 21 mars 1972, 6 mai 1974 et 14 mai 1976).

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 85-467 du 24 avril 1985 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs généraux des monuments historiques chargés des sites et paysages.

Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 relatif à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930 dans les sites classés ou en instance de classement.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 422-2, L. 430-8, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38-5, R. 421-38-6, R. 421-38-8, R. 422-8, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 443-9, R. 443-10.

Circulaire du 19 novembre 1979 relative à l'application du titre II de la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 modifiant la loi du 2 mai 1930 sur les sites.

Circulaire n° 88-101 du 19 décembre 1988 relative à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des plans d'occupation des sols.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, direction de l'architecture et de l'urbanisme (sous-direction des espaces protégés).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) *Inscription sur l'inventaire des sites* (Décret n° 69-603 du 13 juin 1969)

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire, les monuments naturels et les sites qui ne présentent pas un intérêt exceptionnel mais dont l'évolution doit être rigoureusement suivie sur le plan paysager, non seulement du point de vue de la qualité de l'architecture, mais également de nombreux autres composants du paysage. L'autorité administrative a le pouvoir d'inscrire sur l'inventaire des sites, non seulement les terrains présentant en eux-mêmes du point de vue historique, scientifique, légendaire ou pittoresque un intérêt général, mais aussi dans la mesure où la nature du site le justifie, les parcelles qui contribuent à la sauvegarde de ces sites (Conseil d'Etat, 10 octobre 1973, S.C.I. du 27-29, rue Molitor : Dr. adm. 1973, n° 324).

Cette procédure peut ouvrir la voie à un classement ultérieur.

L'inscription est prononcée par arrêté du ministre dans les attributions duquel le site se trouve placé, sur proposition ou après avis de la commission départementale des sites.

Le consentement des propriétaires n'est pas demandé (Conseil d'Etat, 13 mars 1935, époux Moranville : leb., p. 325 ; 23 février 1949, Angelvy : leb., p. 767), mais l'avis de la (ou les) commune(s) intéressée(s) est requis avant consultation de la commission départementale des sites.

Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable (art. 1^{er} du décret du 13 juin 1969).

L'arrêté ne comporte pas nécessairement la liste des parcelles cadastrales inscrites sur l'inventaire ; des limites naturelles dès lors qu'elles s'appuient sur une délimitation cadastrale (rivières, routes...) peuvent être utilisées.

S'agissant de la motivation de l'arrêté, le Conseil d'Etat dans une décision du 26 juillet 1985, Mme Robert Margat (Dr. adm. 1985, n° 510), confirmée par une autre décision en date du 7 novembre 1986 Geouffre de la Pradelle (AJDA 1987, p. 124, note X. Prétot), a jugé qu'une décision de classement d'un site ne présentant pas le caractère d'une décision administrative individuelle et que la circulaire de 1980 n'ayant pas valeur réglementaire, cette décision n'avait pas à être motivée. Cette jurisprudence doit être transposée pour la procédure d'inscription sur l'inventaire des sites.

b) *Classement du site*

Sont susceptibles d'être classés, les sites dont l'intérêt paysager est exceptionnel et qui méritent à cet égard d'être distingués et intégralement protégés et les sites présentant un caractère remarquable, qu'il soit artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, qu'il convient de maintenir en l'état sauf si le ministre, dans les attributions duquel le site se trouve placé, autorise expressément la modification.

L'initiative du classement peut émaner de la commission départementale des sites.

Le classement est prononcé après enquête administrative dirigée par le préfet et après avis de la commission départementale des sites.

Le préfet désigne le chef de service chargé de conduire la procédure et fixe la date à laquelle celle-ci doit être ouverte et sa durée qui est comprise entre quinze et trente jours. Pendant la période de vingt jours consécutive à la fin de l'enquête, toute personne concernée par le projet peut faire valoir ses observations.

L'arrêté indique les heures et les lieux où le public peut prendre connaissance du projet de classement qui comporte une notice explicative contenant l'objet de la mesure de protection et éventuellement les prescriptions particulières de classement et un plan de délimitation du site.

Cet arrêté est inséré dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Il est en outre publié dans ces communes par voie d'affichage (art. 4 du décret du 13 juin 1969).

Lorsque les propriétaires ont donné leur consentement, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent (classement amiable) sans que l'avis de la commission supérieure des sites soit obligatoire.

Si le consentement de tous les propriétaires n'est pas acquis, le classement est prononcé après avis de la commission supérieure des sites, par décret en Conseil d'Etat (classement d'office).

Lorsque le site est compris dans le domaine public ou privé de l'Etat, le ministre dans les attributions duquel le site se trouve placé et le ministre des finances donnent leur accord, le site est classé par arrêté du ministre compétent. Dans le cas contraire (accords non obtenus), le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

Lorsque le site est compris dans le domaine public ou privé d'un département, d'une commune ou appartient à un établissement public, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent si la personne publique propriétaire consent à ce classement. Dans le cas contraire, il est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des sites.

Le classement d'un lac privé ou d'un cours d'eau dont le lit est propriété privée, nécessite, lorsqu'il peut produire une énergie électrique permanente (été comme hiver) d'au moins 50 kilowatts, l'avis des ministres intéressés (art. 6 et 8 de la loi du 2 mai 1930).

Cet avis doit être formulé dans un délai de trois mois. En cas d'accord entre les ministres, le classement est prononcé par arrêté, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat.

La protection d'un site ou d'un monument naturel peut faire l'objet d'un projet de classement. Dans ce cas, les intéressés sont invités à présenter leurs observations. Pour ce faire, une enquête publique est prévue, dont les modalités sont fixées par le décret du 13 juin 1969 dans son article 4.

*c) Zones de protection
(Titre III, loi du 2 mai 1930)*

La loi du 2 mai 1930 dans son titre III avait prévu l'établissement d'une zone de protection autour des monuments classés ou des sites classés ou inscrits, lorsque la protection concernait des paysages très étendus et que leur classement aurait dépassé le but à atteindre ou encore aurait été trop onéreux.

La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 abroge les articles 17 à 20 et 28 de la loi du 2 mai 1930, relatifs à la zone de protection de cette loi. Toutefois, les zones de protection créées en application de la loi de 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

B. - INDEMNISATION

a) Inscription sur l'inventaire des sites

Aucune indemnité n'est prévue compte tenu qu'il s'agit de servitudes peu gênantes pour les propriétaires.

b) Classement

Peut donner lieu à indemnité au profit des propriétaires s'il entraîne une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande doit être présentée par le propriétaire dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

c) Zone de protection

L'indemnité est prévue comme en matière de classement, mais le propriétaire dispose d'un délai d'un an après la notification du décret pour faire valoir ses réclamations devant les tribunaux judiciaires.

C. - PUBLICITÉ

a) Inscription sur l'inventaire des sites

Insertion de l'arrêté prononçant l'inscription dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées.

L'insertion est renouvelée au plus tard le dernier jour du mois qui suit la première publication.

Affichage en mairie et à tout autre endroit habituellement utilisé pour l'affichage des actes publics, pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois.

Publication annuelle au *Journal officiel* de la République française et insertion au recueil des actes administratifs du département.

La décision d'inscription est notifiée aux propriétaires (lorsque leur nombre est inférieur à cent) des parcelles concernées, faute de quoi la décision ne leur serait pas opposable (Conseil d'Etat, 6 octobre 1976, ministre des aff. cult. et assoc. des habitants de Roquebrune ; Conseil d'Etat, 14 décembre 1981, Société centrale d'affichage et de publicité : *Leb.*, p. 466).

Une publicité collective peut être substituée à la notification individuelle dans les cas où le nombre de propriétaires est supérieur à cent ou lorsque l'administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires (art. 4 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967, article 2 du décret du 13 juin 1969). Cette publicité est réalisée à la diligence du préfet.

b) Classement

Publication au *Journal officiel* de la République française.

Notification au propriétaire lorsque la décision comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux (décret n° 69-607 du 13 juin 1969).

c) Zone de protection

La publicité est la même que pour le classement.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

a) Inscription sur l'inventaire des sites

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le maire 4 mois à l'avance, l'interruption des travaux peut être ordonnée, soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête du maire, du fonctionnaire compétent ou de l'une des associations visées à l'article L. 480-1 du code de l'urbanisme, soit même d'office, par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel.

Le maire peut également, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, ordonner par arrêté motivé l'interruption des travaux.

Le maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire et prendre toute mesure de coercition nécessaire notamment procéder à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier (art. 22 nouveau de la loi du 28 décembre 1967).

b) Instance de classement d'un site

Si une menace pressante pèse sur un site, le ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, dès notification au préfet et au propriétaire. Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

L'instance de classement vaut pendant une année et emporte tous les effets du classement (art. 9 de la loi du 2 mai 1930, arrêts du Conseil d'Etat du 24 novembre 1978, Dame Lamarche Jacomet, et 12 octobre 1979, commune de Trégastel : *Dr. adm.* 1979, n° 332).

Elle a pour objet, non de subordonner la validité du classement à la notification du projet aux propriétaires intéressés, mais de conférer à l'administration la faculté de faire obstacle à la modification de l'état ou de l'aspect des lieux, dès avant l'intervention de l'arrêté ou du décret prononçant le classement (Conseil d'Etat, 31 mars 1978, société Cap-Bénat).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) *Inscription sur l'inventaire des sites*

(Art. 4, loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'aviser le préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux autres que ceux d'exploitation courante ou d'entretien normal (art. 4 de la loi du 2 mai 1930, art. 3 de la loi du 28 décembre 1967 et circulaire du 19 novembre 1969).

A l'expiration de ce délai, le silence de l'administration équivaut à une acceptation ; le propriétaire peut alors entreprendre les travaux envisagés, sous réserve du respect des règles relatives au permis de construire.

Lorsque l'exécution des travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable prévue à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930. Le permis de construire est délivré après avis de l'architecte des bâtiments de France ; cet avis est réputé favorable faute de réponse dans le délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut en tout état de cause excéder deux mois (art. R. 421-38-5 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable prévue à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 (art. L. 430-8 du code de l'urbanisme). Dans ce cas le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre chargé des sites, ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme). En outre, le ministre chargé de l'urbanisme peut, soit d'office, soit à la demande d'un autre ministre, évoquer tout dossier et prendre les décisions nécessaires conjointement avec le ministre intéressé (art. R. 430-15-7 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine est situé dans un site inscrit, sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par le maire conformément aux articles L. 511-1 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation, qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans le délai de huit jours. En cas de péril imminent donnant lieu à application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble insalubre est situé dans un site inscrit, sa démolition ne peut être ordonnée par le préfet en application de l'article 28 du code de la santé publique qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre II du livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable (art. 1^{er} du décret n° 77-734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17 bis du décret n° 70-288 du 31 mars 1970).

La décision est de la compétence du maire.

L'administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-5 du code de l'urbanisme. Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

b) Classement d'un site et instance de classement

(Art. 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'obtenir une autorisation avant l'exécution de tous les travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment, la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique, etc.

Cette autorisation spéciale est délivrée soit :

- par le préfet pour les ouvrages mentionnés à l'article R. 421-1 du code de l'urbanisme à l'exception de ceux prévus au 2 de cet article, pour les constructions et travaux ou ouvrages exemptés de permis de construire en application du deuxième alinéa de l'article R. 422-1 et de l'article R. 422-2 du code de l'urbanisme, pour l'édification ou la modification des clôtures :

- par le ministre chargé des sites dans tous les autres cas, ainsi que lorsque ce ministre a décidé d'évoquer le dossier (art. 2 du décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 modifiant l'article 9 de la loi du 2 mai 1930).

La commission départementale des sites et éventuellement la commission supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Le permis de construire étant subordonné à un accord exprès, le pétitionnaire ne pourra bénéficier d'un permis tacite (art. R.421-12 et R. 421-19 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-6 II du code de l'urbanisme.

Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

La démolition des immeubles dans les sites classés demeure soumise aux dispositions de la loi du 2 mai 1930 modifiée (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux projetés nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 9 (instance de classement) et 12 (classement) de la loi du 2 mai 1930 sur les sites, et ce sur les territoires mentionnés à l'article R 442-1 dudit code, où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme.

Dans les communes où un plan d'occupation des sols n'a pas été approuvé, cette autorisation est délivrée par le préfet (art. R. 442-6-4 [3°] du code de l'urbanisme).

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au ministre compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'administration a notifié l'intention de classement de demander une autorisation avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde : art. 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967).

c) Zone de protection du site

(Art. 17 de la loi du 2 mai 1930)

Les effets de l'établissement d'une zone varient selon les cas d'espèce, puisque c'est le décret de protection qui détermine exactement les servitudes imposées au fonds.

Lorsque les travaux nécessitent un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des sites ou de leur délégué ou encore de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

Le pétitionnaire ne pourra bénéficier d'un permis de construire tacite (art. R. 421-12 et R. 421-19 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux sont soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-6 II du code de l'urbanisme. Les autorités ainsi consultées font connaître à

l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir visé aux articles L. 430-1 et suivants du code de l'urbanisme, tient lieu de l'autorisation de démolir prévue par la loi du 2 mai 1930 sur les sites (article L. 430-1 du code de l'urbanisme). Dans ce cas, le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre des sites ou de son délégué.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

a) *Inscription sur l'inventaire des sites*

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation (dans les formes prévues à la section 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985) dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (art. 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation des enseignes est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968) ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (art. R. 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affichage et panneaux ces réglementations.

b) *Classement du site et instance de classement*

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (art. 4 de la loi du 29 décembre 1979). Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction à quiconque d'acquérir un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle accordée après avis de la commission départementale et supérieure des sites (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (art. R. 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affichage et panneaux.

c) *Zone de protection d'un site*

Obligation pour le propriétaire des parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminé par le décret d'institution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions... La commission supérieure des sites est, le cas échéant, consultée par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi du 29 décembre 1979, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (art. 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus, en ce qui concerne la publicité (art. 18 de la loi de 1979).

Interdiction en règle générale d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire

a) *Inscription sur l'inventaire des sites*

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices dans les conditions mentionnées au § A 2° a.

b) *Classement d'un site*

Possibilité pour le propriétaire de procéder aux travaux pour lesquels il a obtenu l'autorisation dans les conditions visées au § A 2° b.

LOI DU 2 MAI 1930

relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque

(Journal officiel du 4 mai 1930)

TITRE I^{er}

ORGANISMES

Art. 1^{er} (Ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945, art. 1^{er}). - « Il est institué dans chaque département une commission dite commission des sites, perspectives et paysages. »

(2^e alinéa abrogé par l'article 1^{er} du décret n° 70-288 du 31 mars 1970.)

Art. 2. - (Abrogé par l'article 1^{er} du décret n° 70-288 du 31 mars 1970.)

Art. 3. - (Ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945, art. 3.) - « Il est institué auprès du ministre des affaires culturelles une commission dite commission supérieure des sites, perspectives et paysages. »

(2^e et 3^e alinéas abrogés par l'article 1^{er} du décret n° 70-288 du 31 mars 1970.)

(Ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945, art. 3.) - « La composition et les modalités de fonctionnement de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages et de la section permanente sont déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 27 ci-après. »

TITRE II

INVENTAIRE ET CLASSEMENT DES MONUMENTS NATURELS ET DES SITES

Art. 4 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 3). - Il est établi dans chaque département une liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

La commission départementale des sites, perspectives et paysages prend l'initiative des inscriptions qu'elle juge utiles et donne son avis sur les propositions d'inscription qui lui sont soumises, après en avoir informé le conseil municipal de la commune intéressée et avoir obtenu son avis.

L'inscription sur la liste est prononcée par arrêté du ministre des affaires culturelles. Un décret en Conseil d'Etat fixe la procédure selon laquelle cette inscription est notifiée aux propriétaires ou fait l'objet d'une publicité. La publicité ne peut être substituée à la notification que dans les cas où celle-ci est rendue impossible du fait du nombre élevé de propriétaires d'un même site ou monument naturel, ou de l'impossibilité pour l'administration de connaître l'identité ou le domicile du propriétaire.

L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions, sans avoir avisé, quatre mois à l'avance, l'administration de leur intention.

Art. 5. - Les monuments naturels et les sites inscrits ou non sur la liste dressée par la commission départementale peuvent être classés dans les conditions et selon les distinctions établies par les articles ci-après.

La commission départementale des monuments naturels et des sites prend l'initiative des classements qu'elle juge utile et donne son avis sur les propositions de classement qui lui sont soumises.

Lorsque la commission supérieure est saisie directement d'une demande de classement, celle-ci est renvoyée à la commission départementale aux fins d'instruction et, le cas échéant, de propositions de classement. En cas d'urgence, le ministre fixe à la commission départementale un délai pour émettre son avis. Toutefois, en cas de demande par elle de se prononcer dans ce délai, le ministre consulte la commission supérieure et donne à la demande la suite qu'elle comporte.

Art. 5-1 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 4). - Lorsqu'un monument naturel ou un site appartenant en tout ou partie à des personnes autres que celles énumérées aux articles 6 et 7 fait l'objet d'un projet de classement, les intéressés sont invités à présenter leurs observations selon une procédure qui sera fixée par décret en Conseil d'Etat.

Art. 6. - Le monument naturel ou le site compris dans le domaine public ou privé de l'Etat est classé par arrêté du ministre des affaires culturelles, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel le monument naturel ou le site se trouve placé, ainsi qu'avec le ministre des finances.

Il en est de même toutes les fois qu'il s'agit de classer un lac ou un cours d'eau susceptible de produire une puissance permanente de 50 kilowatts d'énergie électrique.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 7. - Le monument naturel ou le site compris dans le domaine public ou privé d'un département ou d'une commune ou appartenant à un établissement public est classé par arrêté du ministre des affaires culturelles, s'il y a consentement de la personne publique propriétaire.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure des monuments naturels et des sites, par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 8 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 5). - Le monument naturel ou le site appartenant à toute autre personne que celles énumérées aux articles 6 et 7 est classé par arrêté du ministre des affaires culturelles, après avis de la commission départementale des sites, perspectives et paysages, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure, par décret en Conseil d'Etat. Le classement peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il entraîne une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnité doit être produite dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure faite au propriétaire de modifier l'état ou l'utilisation des lieux en application des prescriptions particulières de la décision de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Si le Gouvernement entend ne pas donner suite au classement d'office dans les conditions ainsi fixées, il peut, à tout moment de la procédure, et au plus tard dans le délai de trois mois à compter de la notification de la décision judiciaire, abroger le décret de classement.

Le classement d'un lac ou d'un cours d'eau pouvant produire une énergie électrique permanente d'au moins 50 kilowatts ne pourra être prononcé qu'après avis des ministres intéressés. Cet avis devra être formulé dans le délai de trois mois, à l'expiration duquel il pourra être passé outre.

En cas d'accord avec les ministres intéressés, le classement peut être prononcé par arrêté du ministre des affaires culturelles. Dans le cas contraire, il est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

Art. 8 bis (Abrogé par l'article 41 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976.)

Art. 9 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 6). - A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site son intention d'en poursuivre le classement, aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un délai de douze mois, sauf autorisation spéciale (Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988, art. 1^{er}-a) et sous réserve de l'exploitation courante des fonds ruraux et de l'entretien normal des constructions.

Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

Art. 10 (Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 16-1). - Tout arrêté ou décret prononçant un classement est publié, par les soins de l'administration des affaires culturelles, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Cette publication qui ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor, est faite dans les formes et de la manière prescrites par les lois et règlements concernant la publicité foncière.

Art. 11. - Les effets du classement suivent le monument naturel ou le site classé, en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un monument naturel ou un site classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre des affaires culturelles par celui qui l'a consentie.

Art. 12 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 7). - Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits, ni être modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale (Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988, art. 1^{er}-b).

Art. 13. - Aucun monument naturel ou site classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique, qu'après que le ministre des affaires culturelles aura été appelé à présenter ses observations.

Nul ne peut acquérir par prescription, sur un monument naturel ou sur un site classé, de droit de nature à modifier son caractère ou à changer l'aspect des lieux.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un monument naturel ou un site classé qu'avec l'agrément du ministre des affaires culturelles.

Art. 14 (Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 16-2). - « Le déclassement total ou partiel d'un monument ou d'un site classé est prononcé, après avis des commissions départementale ou supérieure, par décret en Conseil d'Etat. Le déclassement est notifié aux intéressés et publié au bureau des hypothèques de la situation des biens, dans les mêmes conditions que le classement. »

Le décret de déclassement détermine, sur avis conforme du Conseil d'Etat, s'il y a lieu ou non à la restitution de l'indemnité prévue à l'article 8 ci-dessus.

Art. 15 (Abrogé par l'article 56 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958.)

Art. 16. - A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à ce monument naturel ou à ce site. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les « douze mois » de cette notification. Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autre formalité par arrêté du ministre des affaires culturelles.

TITRE III

SITES PROTÉGÉS

(Articles 17 à 20 abrogés par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) (1)

TITRE IV

DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 21. (Loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976, art. 48-1). - Sont punies d'une amende de (Loi n° 77-1468 du 30 décembre 1977, art. 6.) « 2 000 à 60 000 francs » les infractions aux dispositions des articles 4 (alinéa 4), 11 (alinéas 2 et 3) et 13 (alinéa 3) de la présente loi.

Sont punies des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme les infractions aux dispositions des articles 9 (alinéa 1) et 12 ainsi qu'aux prescriptions des décrets prévus à l'article 19 (alinéa 1) de la présente loi.

Les dispositions des articles L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-9 du code de l'urbanisme sont applicables aux infractions à l'alinéa 4 de l'article 4 de la présente loi et aux dispositions visées au précédent alinéa, sous la seule réserve des conditions suivantes :

Les infractions sont constatées en outre par les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé des sites et par les fonctionnaires et agents commissionnaires et assermentés pour les infractions en matière forestière, de chasse et de pêche.

Pour l'application de l'article L. 480-5, le tribunal statue soit sur la mise en conformité des lieux avec les prescriptions formulées par le ministre chargé des sites, soit sur leur rétablissement dans leur état antérieur.

Le droit de visite prévu à l'article L. 460-1 du code de l'urbanisme est ouvert aux représentants du ministre chargé des sites ; l'article L. 480-12 est applicable.

(Les articles 21-1 à 21-8 sont abrogés par l'article 48-II de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976.)

Art. 22. - Quiconque aura intentionnellement détruit, mutilé ou dégradé un monument naturel ou un site classé ou inscrit sera puni des peines portées à l'article 257 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Art. 23. - L'article 463 du code pénal est applicable dans les cas prévus aux deux articles précédents.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 24. - (Décret n° 65-515 du 30 juin 1965, art. 1^{er}.) « L'établissement public institué par la loi du 10 juillet 1914 prend la dénomination de « Caisse nationale des monuments historiques et des sites. »

Elle peut recueillir et gérer des fonds destinés à être mis à la disposition du ministre des affaires culturelles en vue de la conservation ou de l'acquisition des monuments naturels et des sites classés ou proposés pour le classement.

(3^e alinéa abrogé par l'article 8 du décret n° 65-515 du 30 juin 1965.)

Art. 25. - Les recettes de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites seront déterminées par la prochaine loi de finances.

Art. 26. - Les dispositions de la présente loi sont applicables aux monuments naturels et aux sites régulièrement classés avant sa promulgation conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1906.

Il sera dressé, pour chacun de ces monuments naturels et de ces sites, un extrait de l'arrêté de classement reproduisant tout ce qui le concerne. Cet extrait sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble par les soins de l'administration des affaires culturelles. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Dans un délai de trois mois, la liste des sites et monuments naturels classés avant la promulgation de la présente loi sera publiée au *Journal officiel*. Cette liste sera tenue à jour. Dans le courant du premier trimestre de chaque année sera publiée au *Journal officiel* la nomenclature des monuments naturels et des sites classés ou protégés au cours de l'année précédente.

Art. 27. - Un règlement d'administration publique (2) contresigné du ministre des finances et du ministre des affaires culturelles déterminera les détails d'application de la présente loi, et notamment la composition et le mode d'élection des membres, autres que les membres de droit, des commissions prévues aux

(1) Les articles 17 à 20 (titre III) sont abrogés par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983. Toutefois les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

(2) Décret n° 70-288 du 31 mars 1970.

articles 1^{er} et 3, ainsi que les dispositions spéciales relatives à la commission des monuments naturels et des sites du département de la Seine, les attributions de la section permanente des commissions départementales et les indemnités de déplacement qui pourront être allouées aux membres des différentes commissions (1).

Art. 28. *(Abrogé par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, art. 72.)*

Art. 29. *(Implicitement abrogé depuis l'accession à l'indépendance des anciennes colonies et de l'Algérie.)*

Art. 30. - La loi du 21 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique est abrogée.

(1) Décret n° 68-642 du 9 juillet 1968.

DÉCRET N° 69-607 DU 13 JUIN 1969
portant application des articles 4 et 5-1
de la loi modifiée du 2 mai 1930 sur la protection des sites
(Journal officiel du 17 juin 1969)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'équipement et du logement et du ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites, modifiée notamment par le titre II de la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 ;

Vu la loi n° 65-947 du 10 novembre 1965 étendant aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques ;

Vu le décret n° 47-593 du 23 août 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 mai 1930, modifié par le décret n° 58-102 du 31 janvier 1958 ;

Vu le décret n° 66-649 du 26 août 1966 étendant aux départements d'outre-mer certaines dispositions de caractère réglementaire relatives à la protection des sites et des monuments historiques ;

Vu le décret n° 67-300 du 30 mars 1967 étendant aux départements d'outre-mer les décrets pris pour l'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Le préfet communique la proposition d'inscription à l'inventaire des sites et monuments naturels pour avis du conseil municipal aux maires des communes dont le territoire est concerné par ce projet.

Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable.

Art. 2. - L'arrêté prononçant l'inscription sur la liste est notifié par le préfet aux propriétaires du monument naturel ou du site.

Toutefois, lorsque le nombre de propriétaires intéressés par l'inscription d'un même site ou monument naturel est supérieur à cent, il peut être substitué à la procédure de notification individuelle une mesure générale de publicité dans les conditions fixées à l'article 3.

Il est procédé également par voie de publicité lorsque l'administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires.

Art. 3. - Les mesures de publicité prévues à l'article 2 (alinéas 2 et 3 ci-dessus) sont accomplies à la diligence du préfet, qui fait procéder à l'insertion de l'arrêté prononçant l'inscription dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Cette insertion doit être renouvelée au plus tard le dernier jour du mois qui suit la première publication.

L'arrêté prononçant l'inscription est en outre publié dans ces communes, pendant une durée qui ne peut être inférieure à un mois, par voie d'affichage à la mairie et tous autres endroits habituellement utilisés pour l'affichage des actes publics ; l'accomplissement de ces mesures de publicité est certifié par le maire, qui en informe aussitôt le préfet.

L'arrêté prononçant l'inscription est ensuite publié au Recueil des actes administratifs du département. Il prend effet à la date de cette publication.

Art. 4. - L'enquête prévue à l'article 5-1 de la loi du 2 mai 1930 préalablement à la décision de classement est organisée par un arrêté du préfet qui désigne le chef de service chargé de conduire la procédure et fixe la date à laquelle celle-ci doit être ouverte et sa durée qui ne peut être inférieure à quinze jours ni supérieure à trente jours.

Cet arrêté précise les heures et les lieux où le public peut prendre connaissance du projet de classement qui comporte :

1° Une notice explicative indiquant l'objet de la mesure de protection, et éventuellement les prescriptions particulières de classement ;

2° Un plan de délimitation du site.

Ce même arrêté est inséré dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Il est en outre publié dans ces communes par voie d'affichage ; l'accomplissement de ces mesures de publicité est certifié par le maire.

Art. 5. - Pendant un délai s'écoulant du premier jour de l'enquête au vingtième jour suivant sa clôture, toute personne intéressée peut adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des observations au préfet, qui en informe la commission départementale des sites, perspectives et paysages.

Pendant le même délai et selon les mêmes modalités, les propriétaires concernés font connaître au préfet, qui en informe la commission départementale des sites, perspectives et paysages, leur opposition ou leur consentement au projet de classement.

A l'expiration de ce délai, le silence du propriétaire équivaut à un défaut de consentement. Toutefois, lorsque l'arrêté de mise à l'enquête a été personnellement notifié au propriétaire, son silence à l'expiration du délai équivaut à un accord tacite.

Art. 6. - La décision de classement fait l'objet d'une publication au *Journal officiel*.

Art. 7. - Lorsque la décision de classement comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux, elle doit être notifiée au propriétaire.

Cette notification s'accompagne de la mise en demeure d'avoir à mettre les lieux en conformité avec ces prescriptions particulières suivant les dispositions de l'article 8 (alinéa 3) de la loi du 2 mai 1930.

Art. 8. - La décision d'inscription ou de classement et le plan de délimitation du site seront reportés au plan d'occupation des sols du territoire concerné.

Art. 9. - Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'équipement et du logement, le ministre de l'agriculture, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, le secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juin 1969.

DÉCRET N° 70-288 DU 31 MARS 1970

abrogeant certaines dispositions de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque et portant règlement d'administration publique sur la composition et le fonctionnement des commissions départementales et de la commission supérieure instituée en application de ladite loi

(Journal officiel du 4 avril 1970)

TITRE III

(Décret n° 77-49 du 19 janvier 1977, art. 8)

**DÉCLARATION PRÉALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX
DANS LES SITES INSCRITS A L'INVENTAIRE**

Art. 17 bis. - La déclaration préalable, prévue à l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi susvisée du 2 mai 1930, est adressée au préfet du département qui recueille l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet.

(Décret n° 77-734 du 7 juillet 1977, art. 1^{er}.) « Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable.

« Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre IV du livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable. »

Art. 18. - Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1970.

RÉSERVES NATURELLES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes concernant les réserves naturelles.

Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (chapitre III), complétée et modifiée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 (art. 58) relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et la loi n° 87-502 du 8 juillet 1987.

Loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, articles 13 et 17 à 20 inclus (art. 27 de la loi susvisée).

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, et décrets d'application nos 80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982.

Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2 et R. 421-19 f, R. 421-38-7 et R. 422-8.

Décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977 pris pour application de la loi précitée du 10 juillet 1976.

Décret n° 86-1136 du 17 octobre 1986 relatif à la déconcentration des réserves naturelles volontaires.

Ministère chargé de l'environnement (direction de la protection de la nature).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) *Classement en réserve naturelle*

Des parties du territoire d'une ou plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle, lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux ou de fossiles et, en général du milieu naturel, présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader. Le classement peut affecter le domaine public maritime et les eaux territoriales françaises (loi n° 76-629 du 10 juillet 1976, art. 16).

La décision de classement est prise par décret en Conseil d'Etat, après :

- avis du conseil national de la protection de la nature et de la commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature ;

- enquête menée dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique sous réserve de certaines particularités ;

- consultation de toutes les collectivités locales concernées ;

- avis des ministres de l'intérieur, de l'agriculture, de la défense, de l'économie, du budget, de l'environnement, de l'industrie et plus spécialement du ministre chargé des mines et des autres ministres intéressés (art. 17 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et art. 1^{er} et 10 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977).

En cas de consentement des propriétaires, le classement est prononcé par décret après une procédure légèrement simplifiée (art. 17 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et articles 8 et 9 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977).

b) *Zone de protection d'un site*

(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Les articles 17 à 20 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, concernant les zones de protection d'un site, sont applicables aux réserves naturelles créées en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (se référer à la fiche AC 2, Protection des sites naturels et urbains, § II-A c).

La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 a abrogé les articles 17 à 20 et 28 de la loi de 1930. Toutefois, les zones de protection créées en application de la dite loi continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain (se référer à la fiche AC 4).

c) *Périmètre de protection autour des réserves naturelles*

(Art. 58 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983)

Un périmètre de protection peut être institué autour des réserves naturelles sur proposition ou après accord du conseil municipal de la ou des communes intéressées.

Le périmètre de protection est créé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département après enquête publique et accord du conseil municipal de la ou des communes intéressées.

d) *Réserve naturelle volontaire*

Les propriétaires, afin de protéger sur leur propriété, les espèces de la faune et de la flore sauvage présentant un intérêt particulier sur le plan scientifique et écologique, peuvent demander que leur propriété soit agréée comme réserve naturelle volontaire. L'agrément est donné pour une durée de six ans renouvelable par tacite reconduction, par le préfet du département dans lequel se trouve située la propriété, après une procédure qui comporte la demande d'avis du ou des conseils municipaux intéressés, des administrations civiles ou militaires intéressées, de l'association communale de chasse agréée si la pratique de la chasse à l'intérieur de la réserve est susceptible d'être plus strictement réglementée que par le droit commun (art. 24 et 25 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et art. 17 à 21 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977).

L'agrément ne peut être donné si la réserve n'est pas compatible avec les dispositions d'aménagement et d'urbanisme applicables aux territoires en cause (art. 19 et 21 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977).

B. - INDEMNISATION

a) *Classement en réserve naturelle*

Une indemnité peut être due aux propriétaires, aux titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit, lorsque le classement comporte des prescriptions de nature à modifier l'état ou l'utilisation antérieure des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnisation doit être produite dans un délai de six mois à dater de la décision de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation (art. 10 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

b) *Zone de protection d'un site*

(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Se référer à la fiche AC 2 (protection des sites naturels et urbains, § II B c).

c) *Périmètre de protection autour des réserves naturelles*

Aucune indemnité n'est prévue. Cependant, les propriétaires des terrains compris dans une telle zone, peuvent demander une indemnité s'ils sont en mesure d'apporter la preuve d'une atteinte à leur droit de propriété, constitutif d'un dommage direct, certain, grave et spécial.

d) *Réserves naturelles volontaires*

Néant.

C. - PUBLICITÉ

a) *Classement en réserve naturelle*

L'acte de classement est :

- publié, à la diligence du préfet, par mention au recueil des actes administratifs et dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département (art. 19 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977) ;

- affiché pendant quinze jours dans chacune des communes concernées. Cette formalité est certifiée par le maire qui adresse à cette fin un bulletin d'affichage et de dépôt au préfet (art. 11 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977) ;

- notifié aux propriétaires et aux titulaires de droits réels portant sur les immeubles classés. Lorsque la décision de classement comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux, cette notification est accompagnée d'une mise en demeure d'avoir à mettre les lieux en conformité avec les dites prescriptions, sans préjudice des demandes éventuelles d'indemnisation. Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire ou du titulaire du droit réel est inconnu, la notification est faite au maire qui en assure l'affichage et le cas échéant, la communication à l'occupant des lieux (art. 19 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et art. 13 et 20 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977) ;

- communiqué aux maires par les soins du ministre chargé de la protection de la nature, afin que l'acte soit transcrit à chaque révision du cadastre (art. 19 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976) ;

- reporté pour les forêts soumises au régime forestier, au document d'aménagement de la forêt approuvé, et pour les forêts privées au plan simple de gestion agréé si tel est le cas (art. 14 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977).

b) *Zone de protection d'un site*

(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Se référer à la fiche AC 2 (protection des sites naturels et urbains, § II C e).

c) *Périmètre de protection autour des réserves naturelles*

Même publicité que pour le classement.

d) *Réserves naturelles volontaires*

La décision d'agrément est :

- affichée dans chacune des communes intéressées, dans les mêmes conditions qu'un décret de classement, et ce, à la diligence du préfet ;

- notifiée aux intéressés, aux administrations civiles et militaires et aux organismes concernés.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1^o Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a) *Classement en réserves naturelles*

Possibilité pour l'administration, de soumettre à un régime particulier et le cas échéant d'interdire toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore, et plus généralement d'altérer le caractère de la réserve, notamment, la chasse et la pêche ; les activités agricoles, forestières et pastorales ; industrielles, minières ; publicitaires et commerciales ; l'exécution de travaux publics ou privés, l'extraction de matériaux concessibles ou non ; l'utilisation des eaux ; la circulation du public quel que soit le moyen employé ; la divagation des animaux domestiques et le survol de la réserve (art. 18 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Possibilité pour le ministre chargé de la protection de la nature, de fixer les modalités de gestion administrative de la réserve naturelle. Il peut à cet effet, passer des conventions avec les propriétaires des terrains classés, des associations régies par la loi de 1901, des fondations, des collectivités locales ou des établissements publics. Des établissements publics spécifiques peuvent être également créés à cet effet (art. 25 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Possibilité pour les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions (art. 29 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976), à visiter les réserves naturelles en vue de s'assurer du respect des règles auxquelles elles sont soumises et d'y constater toute infraction (art. 31 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Possibilité d'ordonner l'interruption des travaux, soit sur réquisition du ministère public à la requête du maire, du fonctionnaire compétent ou de l'une des associations visées à l'article 40 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976, soit même d'office, par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel.

Le maire peut ordonner l'interruption des travaux, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée.

Possibilité pour le maire de prendre toutes mesures de coercition nécessaires pour assurer l'application immédiate de la décision judiciaire ou de son arrêté en procédant notamment à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier (art. 34 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et art. L. 480-2 du code de l'urbanisme).

b) *Zone de protection d'un site*

(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Se référer à la fiche AC 2 (protection des sites naturels et urbains, § III A-1^o c).

c) *Périmètre de protection autour des réserves naturelles*

Mêmes prérogatives que pour le classement en réserve naturelle.

d) *Réserves naturelles volontaires*

Possibilité de réglementer ou d'interdire, le cas échéant, les activités ou actions suivantes : la chasse et la pêche ; les activités agricoles pastorales et forestières ; l'exécution de travaux de construction et d'installations diverses ; l'exploitation de gravières et carrières ; la circulation et le stationnement des personnes, des animaux et des véhicules ; le jet ou le dépôt à l'intérieur de la réserve, de tous matériaux, produits, résidus et détritiques de quelque nature que ce soit, pouvant porter atteinte au milieu naturel ; les actions de nature à porter atteinte à l'intégrité des animaux non domestiques ou des végétaux non cultivés de la réserve, ainsi que l'enlèvement hors de la réserve de ces animaux ou végétaux (art. 20 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant les réserves naturelles).

2^o Obligations de faire imposées au propriétaire

a) *Classement en réserve naturelle*

Obligation pour toute personne qui aliène, loue ou concède un territoire classé en réserve naturelle, de faire connaître à l'acquéreur, locataire ou concessionnaire, l'existence du classement (art. 22 de la loi n° 76-629 de la loi du 10 juillet 1976).

Obligation pour toute personne qui désire entreprendre une action tendant à la destruction ou à la modification de l'état ou de l'aspect du territoire classé en réserve naturelle, de solliciter une autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature, lequel est tenu avant décision, de consulter les divers organismes compétents (art. 23 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Obligation pour toute personne à qui a été notifiée une intention de classement, et ce pendant une durée de quinze mois, de solliciter une autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature, lorsqu'elle désire entreprendre une action tendant à modifier l'état des lieux ou leur aspect, sous réserve de l'exploitation des fonds ruraux selon les pratiques antérieures (art. 21 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Lorsque l'action à entreprendre par le propriétaire, se concrétise par des travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé de la protection de la nature ou de son délégué (art. R. 421-38-7 du code de l'urbanisme); en conséquence, le propriétaire ne peut bénéficier d'un permis tacite (art. R. 421-19 f du code de l'urbanisme).

Lorsque l'action à entreprendre par le propriétaire, se concrétise par des travaux nécessitant une déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-7 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'action à entreprendre par le propriétaire se concrétise par des travaux nécessitant une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu des articles 21, 23 et 27 de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnés à l'article R. 442-1 dudit code.

b) Zone de protection d'un site

(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Se référer à la fiche AC 2 (protection des sites naturels et urbains, § III A-2° c).

c) Périmètre de protection autour des réserves naturelles

Obligation pour toute personne qui aliène, loue ou concède un territoire compris dans un périmètre de protection autour des réserves naturelles de faire connaître à l'acquéreur, locataire ou concessionnaire, l'existence du périmètre de protection (art. 22 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Obligation de notifier au ministre chargé de la protection de la nature, et ce dans les quinze jours de sa date, toute aliénation d'un territoire compris dans un périmètre de protection d'une réserve naturelle (art. 22 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

d) Réserve naturelle volontaire

Obligation pour le propriétaire d'exécuter toutes les prescriptions résultants de l'agrément de sa propriété en réserve naturelle volontaire, notamment en matière de gardiennage et de responsabilité civile à l'égard des tiers (art. 24 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

a) Classement en réserve naturelle

Interdiction, sauf autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature, pour quiconque, de détruire ou de modifier dans leur aspect ou dans leur état, les territoires classés en réserves naturelles (art. 24 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Interdiction, sauf autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature, pour toute personne à qui a été notifiée une intention de classement, de détruire ou de modifier dans leur aspect ou dans leur état, les territoires en cause (art. 21 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

Interdiction à toute personne d'acquérir par prescription, des droits de nature à modifier le caractère d'une réserve naturelle, ou de changer l'aspect des lieux (art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 renvoyant à l'article 13 de la loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque).

Interdiction à toute personne d'établir par convention, sur une réserve naturelle, une servitude quelconque sans avoir obtenu l'agrément du ministre chargé de la protection de la nature (art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 renvoyant à l'article 13 de la loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque).

Interdiction de toute publicité dans les réserves naturelles (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes). Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

b) Zone de protection d'un site
(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Se référer à la fiche AC 2 (protection des sites naturels et urbains, § III B-1° c).

c) Périmètre de protection autour des réserves naturelles

Obligation pour le propriétaire de se conformer au régime particulier du périmètre de protection. Il peut être ainsi interdit toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore, notamment, la chasse et la pêche, les activités agricoles, forestières et pastorales ; industrielles, minières ; publicitaires et commerciales, etc. (art. 18 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

d) Réserve naturelle volontaire

Obligation pour les propriétaires qui ont obtenu l'agrément de leur propriété en réserve naturelle, de s'abstenir de toute action de nature à nuire à la faune sauvage et à la flore présentant un intérêt particulier sur le plan scientifique et écologique (art. 24 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

2° Droits résiduels du propriétaire

a) Classement en réserve naturelle

Possibilité pour le propriétaire d'aliéner son bien classé en réserve naturelle, étant entendu que les effets du classement suivent le territoire en quelque main qu'il passe (art. 22 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976).

b) Zone de protection d'un site
(Art. 27 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976)

Se référer à la fiche AC 2 (protection des sites naturels et urbains, § III B-2° c).

c) Périmètre de protection autour des réserves naturelles

Mêmes droits que pour le classement en réserve naturelle.

d) Réserve naturelle volontaire

Possibilité pour le propriétaire, s'il en adresse la demande deux ans avant la date d'expiration de l'agrément en cours, de ne pas voir renouveler cet agrément par tacite reconduction (art. 21 du décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977 pris pour application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant les réserves naturelles).

CONSERVATION DES EAUX

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1^{er} août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), *Journal officiel* du 22 décembre 1968.

Protection des eaux minérales (art. L. 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate ;
- le périmètre de protection rapprochée ;
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(1) Chacun de ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

III. EFFETS DE LA SERVITUDE

A. Prerogatives de la puissance publique

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

PROTECTION DES EAUX POTABLES

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau potable, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (article L 20 du code de la santé publique). Pose de clôtures si possible.

PROTECTION DES EAUX MINÉRALES

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire de travaux souterrains ou de sondages entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source nécessiteraient l'extension du périmètre (article 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (article 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (article 738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires à l'utilisation de la source, lorsque ces travaux ont été autorisés par arrêté ministériel. L'occupation du terrain ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en ait fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (article 743 du code de la santé publique).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

PROTECTION DES EAUX POTABLES

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, d'un point de prélèvement d'eau potable, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou de réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux conditions prescrites par l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de publication dudit acte (article L 20 du code de la santé publique).

B. Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

PROTECTION DES EAUX POTABLES

a. Souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités. Possibilité d'autorisations exceptionnelles à l'acte déclaratif d'utilité publique pour les activités qui ne seraient pas incompatibles avec la préservation de la qualité de l'eau (article 42 du décret du 1^{er} août 1961, modifié).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités et faits suivants :

- forage de puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouverture et remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;
- dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;
- établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines ;
- épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques, et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ainsi que le pacage des animaux ;
- et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau (article 42 du décret du 1^{er} août 1961 modifié).

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible, par l'acte déclaratif d'utilité publique, des activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus et notamment l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits radioactifs, de produits chimiques et eaux usées de toute nature.

b. Superficielles

(Cours d'eau, lacs et étangs, barrages-réservoirs, et retenues pour l'alimentation des collectivités).

Interdictions et réglementation identiques à celles rappelées à A, en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée (article 41 du décret du 1^{er} août 1961 modifié).

BARRAGES-RETENUES

Créés pour l'alimentation en eau par prises directes des collectivités.

Suggestions proposées par le conseil supérieur d'hygiène quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968) :

- acquisition en toute propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'eau moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage ;
- création d'une zone de servitudes d'au moins 50 mètres au-delà de la bande riveraine ;
- outre les mesures de protection normalement mentionnées en A, tant sur les terrains riverains que dans la zone de servitudes (périmètre de protection immédiate et rapprochée) ;
- interdiction :
 - d'établir une voie nouvelle de circulation des véhicules automoteurs en dehors de celles nécessaires pour le rétablissement des communications existantes,
 - d'installer des stations de services ou distributeurs de carburants,
 - de pratiquer le camping ou le caravanning ;
- réglementation du pacage des animaux ;
- préservation du plan d'eau lui-même contre les contaminations de toutes origines (opération de lavage ou de nettoyage aux abords, concours de pêche, navigation à voile et à rame, etc.).

PROTECTION DES EAUX MINÉRALES

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (article 737 du code de la santé publique).

2° Droits résiduels du propriétaire

PROTECTION DES EAUX MINÉRALES

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (article 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (article 738, du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (article 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (article 743 du code de la santé publique).

PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

PROCES-VERBAL

D'ETUDE DE DOSSIER

*Sous-Commission Départementale pour
l'Accessibilité des Personnes Handicapées*

Application du Code
de la Construction et de l'Habitation

Nom ou raison sociale : Mairie de Ternat

Adresse : rue Saint-Claude 52210 TERNAT

Demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée : ADAP 052 486 15 D0038
déposée le 30/09/2015 en DDT

Date et heure de l'étude : mardi 15 décembre 2015 à 14H30

Motif de l'étude : approbation d'un agenda d'accessibilité programmée

COMPOSITION DE LA SOUS-COMMISSION

**Membres de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité
des Personnes Handicapées présents**

- Mme MARY, représentant le Directeur des Services du Cabinet et de la Sécurité de la Préfecture, présidente
- M. GILLET, représentant le Maire de la commune de Ternat
- Mme LOMBARD-GRANDJEAN représentant l'association des personnes invalides
- M. ARM, représentant l'association des paralysés de France

Membres de la Commission d'Accessibilité excusés

- M. HANON, représentant l'association de parents d'enfants inadaptés
- Mme DRAPPIER, représentant Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population de la Haute-Marne (avis écrit et motivé)
- M. PARDO, représentant M. le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Marne (avis écrit et motivé)

AUTRES PERSONNES PRESENTES

DEMANDE D'APPROBATION D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE

Conformément aux dispositions des articles L.111-7-3 à L.111-7-9, et celles de la sous section 10 « Agendas d'accessibilité programmée des établissements recevant du public ou des installations ouvertes au public » du Code de la Construction et de l'Habitation, le demandeur sollicite l'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée pour son patrimoine constitué de 2 ERP appartenant au 2^{ème} groupe, sur une période de 3 ans.

- Salle communale – ERP de 5^{ème} catégorie type L
- Église – ERP de 5^{ème} catégorie type V

Compte-tenu de l'absence dans le dossier destiné à la vérification de la demande d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée des pièces suivantes :

1. le projet stratégique de mise en accessibilité de l'ensemble des établissements qui décrit les orientations et les priorités retenues pour la mise en accessibilité de l'ensemble de ces établissements...,
2. un tableau reprenant les actions de mise en accessibilité de chaque établissement de l'agenda sur chacune des périodes et sur chacune des années de la première période...
3. les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire...

L'agenda d'accessibilité programmée ne peut être approuvé.

Conformément à l'article R.111-19-40 du code de la construction et de l'habitation, une nouvelle demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée devra être déposée dans les 6 mois qui suivent cette décision.

ALIGNEMENT

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes d'alignement.

Code de la voirie routière : articles L. 112-1 à L. 112-7, R. 112-1 à R. 112-3 et R. 141-1.

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 (*B.O.M.E.T.* 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par la circulaire du 19 juin 1980.

Code de l'urbanisme, article R. 123-32-1.

Circulaire n° 78-14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre I^{er}, Généralités, § 1.2.1 [4^e]).

Circulaire n° 80-7 du 8 janvier 1980 du ministre de l'intérieur.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction des routes).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

A. - PROCÉDURE

1° Routes nationales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes nationales.

Approbation après enquête publique préalable par arrêté motivé du préfet lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat (art. L. 123-6 du code de la voirie routière).

L'enquête préalable est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-19 à R. 11-27 du code de l'expropriation. Le projet soumis à enquête comporte un extrait cadastral et un document d'arpentage.

Pour le plan d'alignement à l'intérieur des agglomérations, l'avis du conseil municipal doit être demandé à peine de nullité (art. L. 123-7 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1^o] du code des communes).

2° Routes départementales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes départementales.

Approbation par délibération du conseil général après enquête publique préalable effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-1 et suivants du code de l'expropriation.

L'avis du conseil municipal est requis pour les voies de traverses (art. L. 131-6 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1^o] du code des communes).

3° Voies communales

Les communes ne sont plus tenues d'établir des plans d'alignement (loi du 22 juin 1989 publiant le code de la voirie routière).

Adoption du plan d'alignement par délibération du conseil municipal après enquête préalable effectuée dans les formes fixées par les articles R. 141-4 et suivants du code de la voirie routière.

La délibération doit être motivée lorsqu'elle passe outre aux observations présentées ou aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête comprend : un projet comportant l'indication des limites existantes de la voie communale, les limites des parcelles riveraines, les bâtiments existants, le tracé et la définition des alignements projetés ; s'il y a lieu, une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou en partie, à l'intérieur des alignements projetés.

L'enquête publique est obligatoire. Ainsi la largeur d'une voie ne peut être fixée par une simple délibération du conseil municipal (Conseil d'Etat, 24 janvier 1973, demoiselle Favre et dame Boineau : rec., p. 63 ; 4 mars 1977, veuve Péron).

Si le plan d'alignement (voies nationales, départementales ou communales) a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, ou encore protégé soit au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, soit au titre d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (art. 3 du décret n° 77-738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir).

La procédure de l'alignement est inapplicable pour l'ouverture des voies nouvelles (1). Il en est de même si l'alignement a pour conséquence de porter une atteinte grave à la propriété riveraine (Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, commune de Sannat : rec. T., p. 1030), ou encore de rendre impossible ou malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieur (Conseil d'Etat, 9 décembre 1987, commune d'Aumerval : D.A. 1988, n° 83).

4° Alignement et plan d'occupation des sols

Le plan d'alignement et le plan d'occupation des sols sont deux documents totalement différents, dans leur nature comme dans leurs effets :

- le P.O.S. ne peut en aucun cas modifier, par ses dispositions, le plan d'alignement qui ne peut être modifié que par la procédure qui lui est propre ;
- les alignements fixés par le P.O.S. n'ont aucun des effets du plan d'alignement, notamment en ce qui concerne l'attribution au domaine public du sol des propriétés concernées (voir le paragraphe « Effets de la servitude »).

En revanche, dès lors qu'il existe un P.O.S. opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes opposables aux tiers que si elles ont été reportées au P.O.S. dans l'annexe « Servitudes ». Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc), et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

C'est le sens de l'article R. 123-32-1 du code de l'urbanisme, aux termes duquel « nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire ».

Les alignements nouveaux résultant des plans d'occupation des sols peuvent être :

- soit ceux existant dans le plan d'alignement mais qui ne sont pas reportés tels quels au P.O.S. parce qu'on souhaite leur donner une plus grande portée, ce qu'interdit le champ d'application limité du plan d'alignement ;
- soit ceux qui résultent uniquement des P.O.S. sans avoir préalablement été portés au plan d'alignement, comme les tracés des voies nouvelles, dont les caractéristiques et la localisation sont déterminées avec une précision suffisante ; ils sont alors inscrits en emplacements réservés. Il en est de même pour les élargissements des voies existantes (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme).

(1) L'alignement important de la voie est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle (Conseil d'Etat, 15 février 1956, Montarnal : rec. T., p. 780).

B. - INDEMNISATION

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de la publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation (art. L. 112-2 du code de la voirie routière).

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

C. - PUBLICITÉ

Publication dans les formes habituelles des actes administratifs.

Dépôt du plan d'alignement dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

Le défaut de publication enlève tout effet au plan général d'alignement (1).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour l'autorité chargée de la construction de la voie, lorsqu'une construction nouvelle est édiflée en bordure du domaine public routier, de visiter à tout moment le chantier, de procéder aux vérifications qu'elle juge utiles, et de se faire communiquer les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments pour s'assurer que l'alignement a été respecté. Ce droit de visite et de communication peut être exercé durant deux ans après achèvement des travaux (art. L. 112-7 du code de la voirie routière et L. 460-1 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, de poursuivre l'infraction en vue d'obtenir du tribunal administratif, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages réalisés.

2° Obligations de faire imposées aux propriétaires

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

La décision de l'autorité compétente approuvant le plan d'alignement est attributive de propriété uniquement en ce qui concerne les terrains privés non bâtis, ni clos de murs. S'agissant des terrains bâtis ou clos par des murs, les propriétaires sont soumis à des obligations de ne pas faire.

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires ou d'une surélévation (servitude non *aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur le bâtiment frappé d'alignement, à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état, etc. (servitude non *confortandi*).

(1) Les plans définitivement adoptés après accomplissement des formalités, n'ont un caractère obligatoire qu'après publication, dans les formes habituelles de publication des actes administratifs (Conseil d'Etat, 2 juin 1976, époux Charpentier, req. n° 97950). Une notification individuelle n'est pas nécessaire (Conseil d'Etat, 3 avril 1903, Bontemps : rec., p. 295).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation à l'administration. Cette autorisation, valable un an pour tous les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et départementales, et d'arrêté du maire pour les voies communales.

Le silence de l'administration ne saurait valoir accord tacite.

ÉLECTRICITÉ

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I^{er} et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4, alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) ;

(1) Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1^{er} février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).

- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

B. - INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2).

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics (3).

Dans le domaine agricole, l'indemnité des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnité est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

C. - PUBLICITÉ

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

(1) L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

(2) Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

(3) Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aùjoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

TÉLÉCOMMUNICATIONS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56, R. 21 à R. 26 et R. 39.

Premier ministre (comité de coordination des télécommunications, groupement des contrôles radioélectriques, C.N.E.S.).

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du secrétaire d'Etat chargé de l'environnement. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble de dossier d'enquête au Comité de coordination des télécommunications. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 25 du code des postes et des télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R. 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

A une distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

La distance maximale à partir des limites du centre peut être de 2 000 mètres.

Secteur de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 360° autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

b) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz

(Art. R. 23 du code des postes et des télécommunications)

Zone spéciale de dégagement

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de 50 mètres.

B. - INDEMNISATION

Possible si le rétablissement des liaisons cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

(1) N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal : C.J.E.G. 1980, p. 161).

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).

RELATIONS AÉRIENNES

(Installations particulières)

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Code de l'aviation civile, 2^e et 3^e parties, livre II, titre IV, chapitre IV, et notamment les articles R. 244-1 et D. 244-1 à D. 244-4 inclus.

Code de l'urbanisme, article L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38-13 et R. 422-8.

Arrêté interministériel du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense (en cours de modification).

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Ministère chargé des transports (direction de l'aviation civile, direction de la météorologie nationale).

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Applicable sur tout le territoire national (art. R. 244-2 du code de l'aviation civile).

Autorisation spéciale délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile ou, en ce qui le concerne, par le ministre chargé des armées pour l'établissement de certaines installations figurant sur les listes déterminées par arrêtés ministériels intervenant après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Les demandes visant des installations exemptées de permis de construire devront être adressées au directeur départemental de l'équipement. Récépissé en sera délivré (art. D. 244-2 du code de l'aviation civile). Pour les demandes visant des installations soumises au permis de construire, voir ci-dessous III-B-2^o, avant-dernier alinéa.

B. - INDEMNISATION

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur (art. D. 244-3 du code de l'aviation civile).

C. - PUBLICITÉ

Notification, dans un délai de deux mois à compter de la date du dépôt de la demande, de la décision ministérielle accordant ou refusant le droit de procéder aux installations en cause.

Le silence de l'administration au-delà de deux mois vaut accord pour les travaux décrits dans la demande, qu'ils soient ou non soumis à permis de construire, sous réserve de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

RELATIONS AÉRIENNES

(Installations particulières)

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Code de l'aviation civile, 2^e et 3^e parties, livre II, titre IV, chapitre IV, et notamment les articles R. 244-1 et D. 244-1 à D. 244-4 inclus.

Code de l'urbanisme, article L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38-13 et R. 422-8.

Arrêté interministériel du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense (en cours de modification).

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Ministère chargé des transports (direction de l'aviation civile, direction de la météorologie nationale).

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Applicable sur tout le territoire national (art. R. 244-2 du code de l'aviation civile).

Autorisation spéciale délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile ou, en ce qui le concerne, par le ministre chargé des armées pour l'établissement de certaines installations figurant sur les listes déterminées par arrêtés ministériels intervenant après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Les demandes visant des installations exemptées de permis de construire devront être adressées au directeur départemental de l'équipement. Récépissé en sera délivré (art. D. 244-2 du code de l'aviation civile). Pour les demandes visant des installations soumises au permis de construire, voir ci-dessous III-B-2^e, avant-dernier alinéa.

B. - INDEMNISATION

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur (art. D. 244-3 du code de l'aviation civile).

C. - PUBLICITÉ

Notification, dans un délai de deux mois à compter de la date du dépôt de la demande, de la décision ministérielle accordant ou refusant le droit de procéder aux installations en cause.

Le silence de l'administration au-delà de deux mois vaut accord pour les travaux décrits dans la demande, qu'ils soient ou non soumis à permis de construire, sous réserve de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le propriétaire d'une installation existante constituant un danger pour la navigation aérienne de procéder, sur injonction de l'administration, à sa modification ou sa suppression.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations, sous conditions, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire et à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur la distribution d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'article D. 244-1 institueront des procédures spéciales, de solliciter une autorisation à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées.

La décision est notifiée dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires. Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives ou réglementaires (art. D. 244-1, alinéa 1, du code de l'aviation civile).

Si les constructions sont soumises à permis de construire et susceptibles en raison de leur emplacement et de leur hauteur de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elles sont à ce titre soumises à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile ou de celui chargé des armées en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être accordé qu'avec l'accord des ministres intéressés. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R. 421-38-13 du code de l'urbanisme).

Si les travaux envisagés sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-13 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

CODE L'AVIATION CIVILE

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CERTAINES INSTALLATIONS

Art. R. 244-1 (*Décret n° 80-909 du 17 novembre 1980, art. 7-X ; décret n° 81-788 du 12 août 1981, art. 7-I*). - A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959, constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1.

Les dispositions de l'article R. 242-3 sont dans ce cas applicables.

Art. D. 244-1. - Les arrêtés ministériels prévus à l'article R. 244-1 pour définir les installations soumises à autorisation à l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement seront pris après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Art. D. 244-2. - Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article D. 244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'article précédent institueront des procédures spéciales, devront être adressées à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées. Récépissé en sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

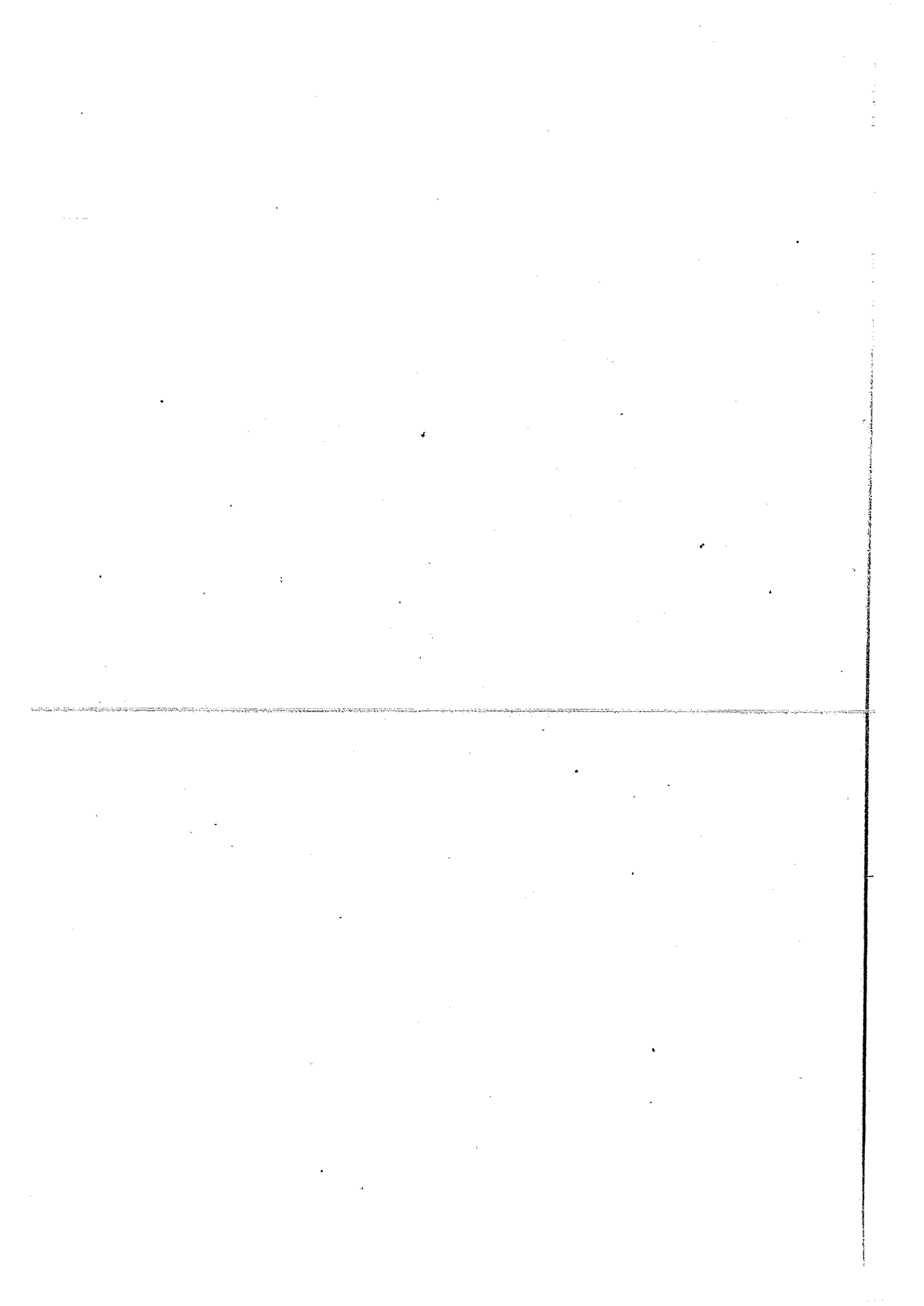
Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

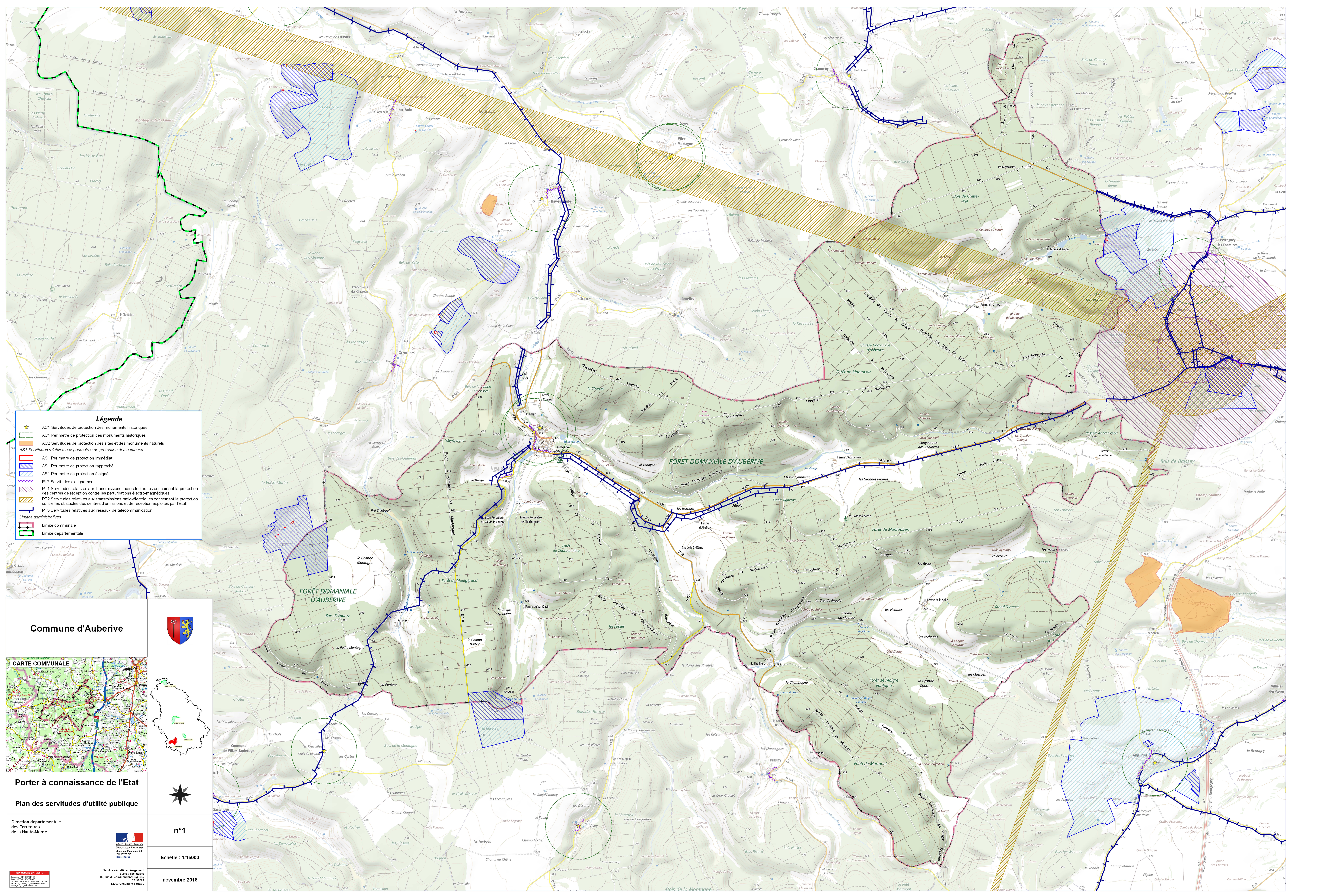
La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Art. D. 244-3. - Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur.

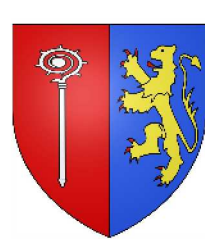
Art. D. 244-4 (*Décret n° 80-562 du 18 juillet 1980, art. 2*). - Les décrets visant à ordonner la suppression ou la modification d'installations constituant des obstacles à la navigation aérienne dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article R. 244-1 sont pris après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques et contresignés par le ministre chargé de l'aviation civile et par les ministres intéressés.






- Légende**
- AC1 Servitudes de protection des monuments historiques
 - AC1 Périmètre de protection des monuments historiques
 - AC2 Servitudes de protection des sites et des monuments naturels
 - AS1 Servitudes relatives aux périmètres de protection des captages
 - AS1 Périmètre de protection immédiat
 - AS1 Périmètre de protection rapproché
 - AS1 Périmètre de protection éloigné
 - EL1 Servitudes d'alignement
 - PT1 Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électro-magnétiques
 - PT2 Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection contre les obstacles des centres de réception exploités par l'Etat
 - PT3 Servitudes relatives aux réseaux de télécommunication
 - Limites administratives
 - Limite communale
 - Limite départementale

Commune d'Auberive



CARTE COMMUNALE



Porter à connaissance de l'Etat

Plan des servitudes d'utilité publique

Direction départementale
des Territoires
de la Haute-Marne



n°1

Echelle : 1/15000

novembre 2018

Service accueil aménagement
Bureau des études
82, rue du commandant Huguenin
52907 Chaumont cedex 9
03 25 22 22 22

DEPARTEMENT DE HAUTE MARNE
CANTON DE VILLEGUSIEN LE LAC

COMMUNAUTE DE COMMUNES
AUBERIVE VINGEANNE ET MONTSAUGEONNAIS

Séance du 18 décembre 2019 à 18h30

DELIBERATION
103/19

L'an deux mil dix-neuf, le dix-huit décembre, l'assemblée de la Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais étant réunie au lieu ordinaire, après convocation légale, sous la présidence de M. Patrick BERTHELON, élu aux fonctions de Président.

Etaient présents : Gilles GOISET, Jean-Paul BIDAUT, Bernard MEYER, Frédéric POTTIER, Bernard ODIN, Patrick MIELLE, Yves VAILLANT, Didier SEVRETTE, Nicolas BLET, Sylvie BAUDOT, Michel RENARD, Eric TRIBOULET, Jean-Michel RABIET, Sonia BIQUET, Jean-Paul ANDRIOT, Nicolas HERARD, Thérèse FAIVRE, Charles GUENE, Marie KAMIL, Auguste DE MESQUITA, Jean-Pierre GOISET, Philippe RACHET, Pierre DZIEGIEL, Jean-Pierre CARBILLET, Jean-Pierre JAPIOT, Yveline PERROT, Fabrice PETIT, Franck ADAM, Fabien MAITRE, Sophie SALIHI, Rachel ORMANCEY, Jérôme BARTHELEMY, Roland MIELLE, Jean-Philippe BECCEGATO, Claire COLLIAT, Gérard MOILLERON, Edmond ROCOPLAN, Jean BONNARD, Jean-Pierre GOUSTIAUX, Dominique ROBIN, Joël DEMANGE, Madeleine MARIA, Claude PETIT, Pierre POINSOT, Rémy CHAUVIREY, Patrick BERTHELON.

Etaient excusés : Achille LOPES, Claude FLAGET, Bernard CHAUDOUET (pouvoir à Claire COLLIAT), Régis BIZINGRE, Sylvain DELLA CASA (pouvoir à Patrick MIELLE), Gérard PETER (pouvoir à Marie KAMIL), Jean-Pierre COUROUX (pouvoir à Patrick BERTHELON), Patricia ANDRIOT (pouvoir à Philippe RACHET), Isabelle MIOT (pouvoir à Pierre DZIEGIEL), Rosa GIRARDOT (pouvoir à Jean-Pierre CARBILLET), Claude BLANCHOT, Jean-Yves GILLET, Anne-Cécile DURY, (pouvoir à Sonia BIQUET), Anne-Marie JANNAUD (pouvoir à Jean-Pierre JAPIOT), Francis THIRION (pouvoir à Joël DEMANGE), Yves BRESSON (pouvoir à Dominique ROBIN)

Secrétaire de séance : Dominique ROBIN

Date de la convocation : 11 décembre 2019

En exercice : 68

Pour : 56

Présents : 44

Contre : 0

Votants : 56

Abstention : 0

URBANISME

Approbation de la carte communale d'Auberive

VU le Code de l'urbanisme ;

VU la délibération du 19 juin 2015 par laquelle le conseil municipal de la commune d'Auberive décide d'engager l'élaboration d'une carte communale ;

VU la délibération n°120/17 en date du 18 septembre 2017, par laquelle la CCAVM valide le projet de carte communale d'Auberive ;

VU la délibération n°97/18 en date du 22 novembre 2018, par laquelle la CCAVM arrête le projet de carte communale d'Auberive ;

VU l'arrêté n°AR-005/19 en date du 03 juin 2019, soumettant le projet de carte communale à enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 22 aout 2019, suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} juillet 2019 au 1^{er} aout 2019 ;

VU la dérogation accordée par la Préfecture de Haute-Marne, en date du 21 mai 2019, pour l'ouverture à l'urbanisation des secteurs situés hors des parties actuellement urbanisées, en l'absence de schéma de cohérence territoriale (SCoT) applicable ;

Monsieur le Président expose et rappelle :

- Les objectifs qui avaient été définis pour l'élaboration de la carte communale ;
- Les résultats de l'enquête publique et les conclusions du Commissaire Enquêteur.

**Le Conseil Communautaire,
après avoir délibéré :**

- APPROUVE la carte communale de la commune d'Auberive,
- AUTORISE le Président à signer toutes les pièces relatives à ce dossier

Fait et délibéré en séance,
Le Président
Patrick BERTHELON



Extrait du registre
de délibérations du conseil municipal
de la commune de AUBERIVE

séance du 19 juin 2015

L'an deux mille quinze, le dix neuf juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bernard MEYER, Maire.

Nombres de membres		
Afférents au Conseil municipal	en exercice	Qui ont pris Part à la Délibération
11	11	9

Présents : BOURG Chantal, DEVILLIERS Jérôme, MEYER Bernard, ROMANO Florence, THIERY Laurent, THIERY Olivier, DELLA VALLE Pierre, ROYER Daniel, CHAUDOUET Nathalie,

Absent(s) excusé(s) : CHAPELLU Siegfried (pouvoir à MEYER Bernard)
LACORDAIRE Frédéric (pouvoir à ROYER Daniel)

A (ont) été nommé(e)(s) secrétaire : BOURG Chantal

Date de la convocation
11 juin 2015

Date d'affichage
25 juin 2015

Objet de la délibération

2015/11) Prescription d'une
carte communale

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 124-1 et R 124-1 et suivants

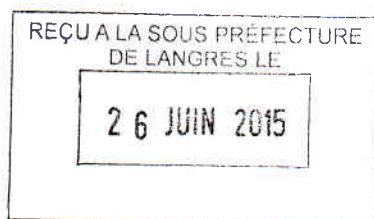
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-9

Monsieur le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de se doter d'une carte communale :

- maîtriser l'aménagement et le développement communal en préservant le cadre de vie
- pérenniser le groupe scolaire et les activités présentes sur la commune
- envisager la constructibilité de parcelles pour répondre aux demandes auxquelles la commune ne peut actuellement pas donner suite.

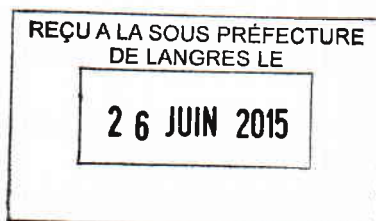
Après exposé du Maire, et considérant que l'élaboration d'une carte communale aurait un intérêt pour l'aménagement, la protection et la mise en valeur du territoire communal, et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'élaborer une carte communale sur le territoire de la commune,
- de solliciter, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, la mise à disposition des services de la direction départementale des territoires pour assister la commune dans la conduite de l'étude et des procédures
- d'autoriser le maire à engager des démarches en vue de consulter un bureau d'études
- de charger le bureau d'études qui aura été retenu à la réalisation des études nécessaires à l'élaboration de la carte communale
- de s'engager à inscrire les crédits nécessaires au budget communal
- d'autoriser le maire à solliciter une demande de subvention auprès du conseil général



- de solliciter une dotation de l'État pour compenser la charge financière correspondant à l'élaboration de la carte communale
- d'autoriser le maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de services nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Pour extrait conforme.
Au registre, sont les signatures
A Auberive, le 25 juin 2015
Le Maire



PLAN LOCAL D'URBANISME

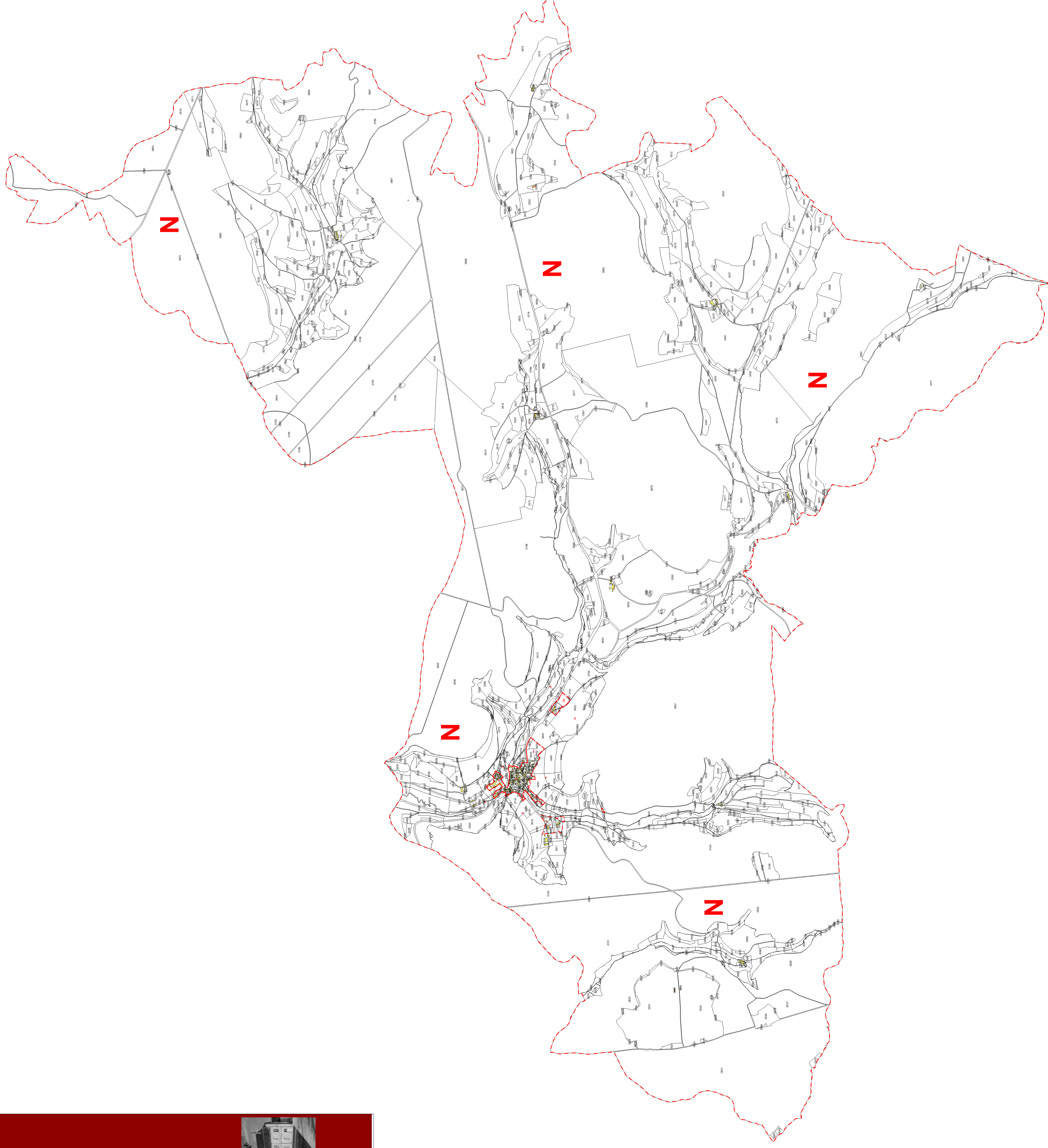
PIÈCE N°2.1 : PLAN DE ZONAGE
TERRITOIRE 1/17500

COMMUNE D'AUBERIVE
DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE



APPROBATION EN DATE DU:

Légende
- - - Limites de zones



CARTE COMMUNALE

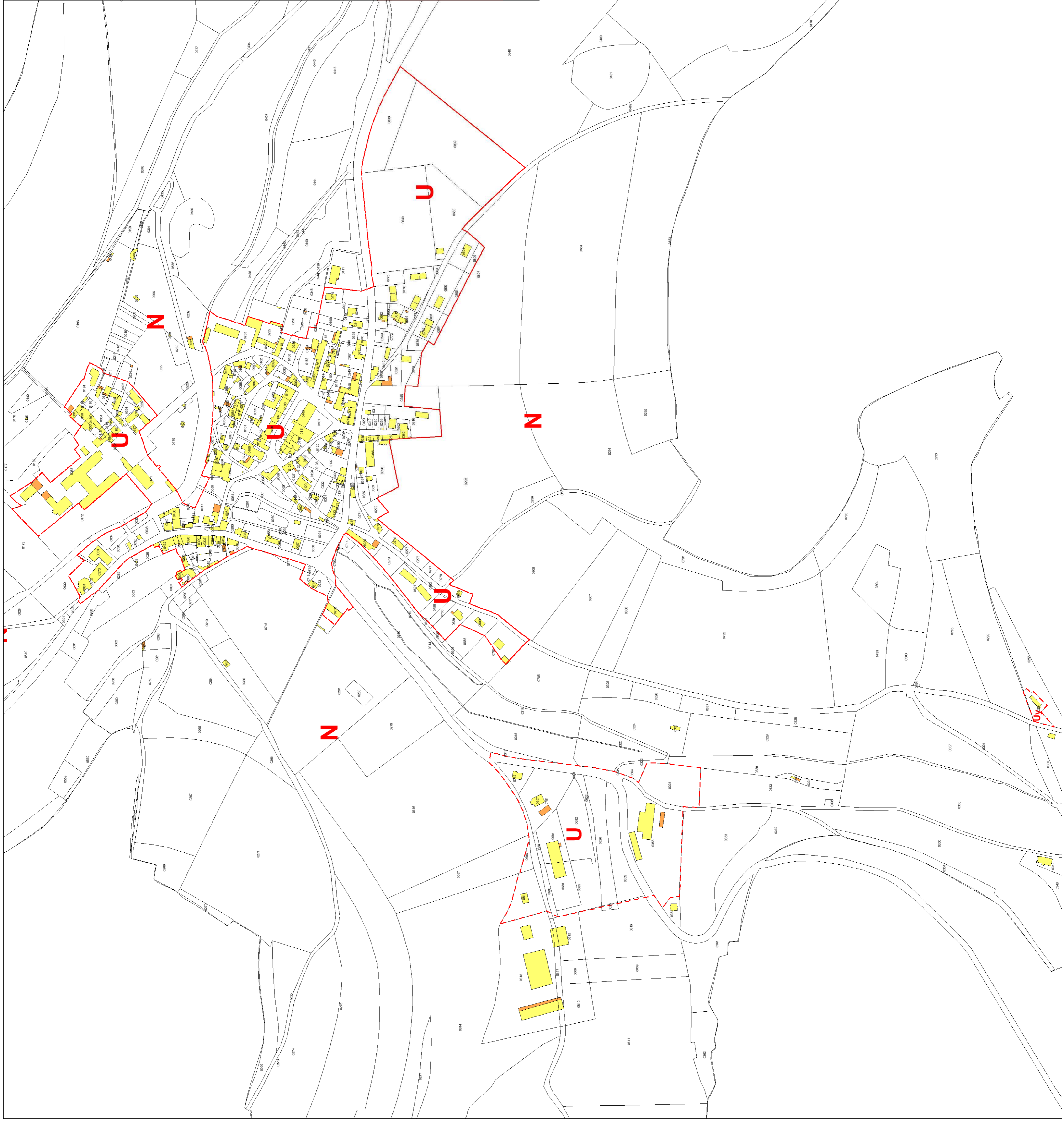
PIÈCE N°2.2 : PLAN DE ZONAGE
VILLAGE 1/2500

COMMUNE D'AUBERIVE
DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE



APPROBATION EN DATE DU :

Légende
- - - Limites de zones



Carte communale

Pièce n°1 : Rapport de présentation

COMMUNE D'AUBERIVE

Département de la Haute-Marne



Approbation en date du :

SOMMAIRE

PARTIE 1. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	6
<u>A. CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES</u>	<u>6</u>
1. INTRODUCTION	6
1.1. Situation géographique de la commune et cadre administratif	6
1.2. Le Parc National entre Champagne et Bourgogne	7
1.3. Les principaux documents à prendre en compte	9
2. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL	9
2.1. Relief et géologie	9
2.2. Occupation du sol et organisation du territoire	11
2.3. La ressource « Eau »	12
3. CORRIDORS ECOLOGIQUES	14
3.1. Les principaux réservoirs de biodiversité, corridors et points noirs	14
3.2. Les arrêtés de biotope	15
3.3. Les zones Natura 2000	17
3.4. Les ZNIEFF	31
3.5. Zones humides	42
4. RISQUES TECHNOLOGIQUES	44
4.1. Installations classées pour la protection de l'environnement	44
4.2. Les sites Seveso	45
4.3. Les sites pollués	45
4.4. Le risque lié au transport de matières dangereuses	46
5. APPROCHE PAYSAGERE	47
5.1. Le territoire au cœur d'un ensemble	47
<u>B. TRAME URBAINE ET ARCHITECTURALE</u>	<u>50</u>
1. EVOLUTION DE L'URBANISATION	50
1.1. Regard sur l'évolution passée	50
2. REGARD SUR L'EVOLUTION A VENIR : QUELLES CAPACITES DE RENOUVELLEMENT?	51
3. TYPOLOGIE ARCHITECTURALE	53
3.1. Archéologie	55
<u>C. EQUIPEMENTS ET RESEAUX</u>	<u>57</u>
1. EQUIPEMENTS ET SERVICES	57
1.1. Scolaire et périscolaire	57
1.2. Sport, loisirs et culture	57
1.3. La santé	57
1.4. Transport collectifs	57
2. RESEAUX DIVERS ET DECHETS	58
2.1. Eau potable et captage	58
2.2. Assainissement et eaux pluviales	58
2.3. Elimination des déchets	58
2.4. Déplacements et stationnement	58

D. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	59
1. DEMOGRAPHIE	59
1.1. Evolution démographique	59
1.2. Profil générationnel de la population	59
2. LE LOGEMENT	60
2.1. Structure et évolution du parc de logements	60
2.2. Caractéristiques des résidences principales	61
2.3. Les logements communaux et sociaux	62
2.4. Le stationnement des gens du voyage	62
3. L'ECONOMIE	62
3.1. Taux d'activité et de chômage	62
3.2. Zone d'emploi	63
3.3. Les principaux équipements économiques et commerciaux	63
3.4. Le projet BIOTOPE	64
4. L'AGRICULTURE	67
4.1. Les exploitations agricoles : localisation et fonction	67
4.2. INAO : aire d'appellation	67
4.3. Autres caractéristiques	67

PARTIE 2. ANALYSE DES DISPOSITIONS DE LA CARTE COMMUNALE

A. PARTI D'AMENAGEMENT	70
1. CONTEXTE PRECEDANT L'ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE	70
1.1. Objectifs communaux	70
2. PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE	70
3. PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	70
3.1. Consommation d'espaces et prévisions d'extension	71
3.2. Zonage et règlement	71
B. MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE	92
1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE SEINE NORMANDIE	92
2. PRISE EN COMPTE	93
2.1. PCAER Champagne Ardennes	93
2.2. Le schéma régional de cohérence écologique	94
C. ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES DE LA CC SUR L'ENVIRONNEMENT	94
1. INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES SECTEURS NATURA 2000	94
2. INCIDENCES GENERALES ET CONTRE-MESURES	95
2.1. Biodiversité et milieux naturels	95
2.2. Gestion des ressources naturelles	96
2.3. Consommation de surfaces	96
2.4. Cadre de vie	98
2.5. Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement	99

3. INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR LE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT	100
4. RESUME NON TECHNIQUE ET METHODOLOGIE	103

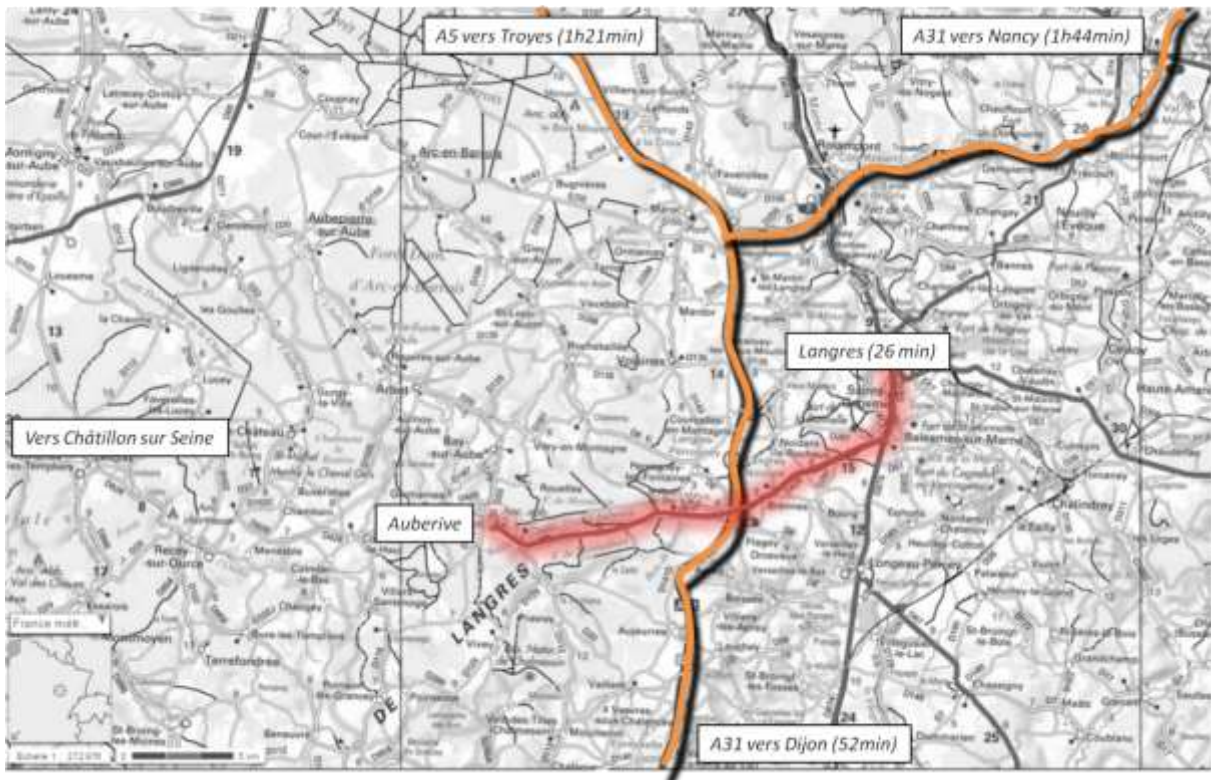


PARTIE 1. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A. CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

1. INTRODUCTION

1.1. Situation géographique de la commune et cadre administratif

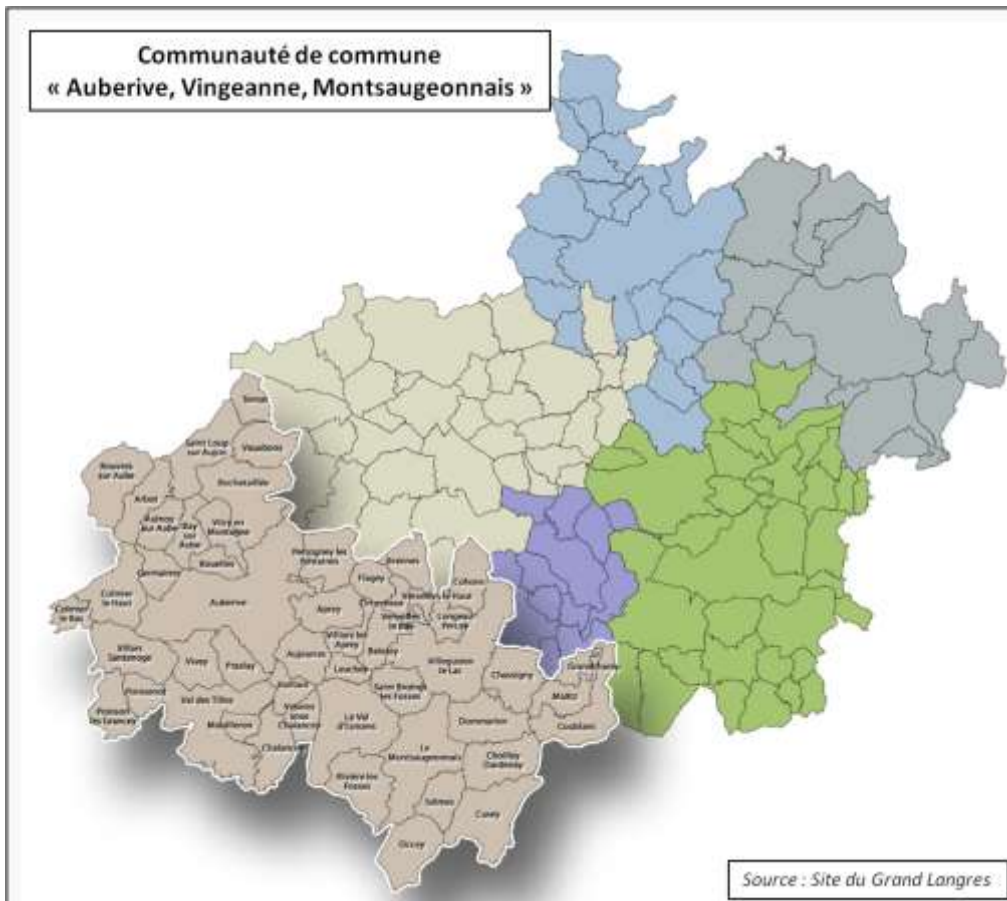


Dans le département de la Haute-Marne (52) la commune d'Auberive est localisée à environ 30 minutes à l'Ouest de Langres, dans un territoire partagé entre agriculture et surfaces boisées naturelles et importantes, au relief marqué. Le territoire est traversé par la vallée de l'Aube.

La commune compte environ 191 habitants et affiche une évolution démographique en baisse depuis une quinzaine d'années.

La commune est localisée sur un axe Châtillon-sur-Seine / Langres, et se trouve à quelques minutes de l'autoroute, lui permettant un accès rapide à Troyes et Dijon..

Elle fait partie de la Communauté de communes « Communauté de communes d'Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais ».



1.2. Le Parc National entre Champagne et Bourgogne

L'enjeu : un site intégrant des forêts feuillues de plaine pour compléter le réseau des parcs nationaux français.

Les espaces protégés sont au cœur de la politique française de conservation de la biodiversité et d'aménagement durable des territoires. Parmi eux, les parcs nationaux occupent une place toute particulière. Les parcs nationaux ont vocation à constituer, dans une logique de complémentarité avec les autres outils de protection, un réseau représentatif des grands écosystèmes les plus emblématiques du territoire français. C'est ainsi que les neuf parcs nationaux actuels protègent déjà des écosystèmes clés : moyenne montagne, haute montagne, divers types de forêt tropicale, milieux insulaires et côtiers

Dans le cadre du Grenelle Environnement, le Gouvernement s'est engagé à lancer une stratégie de création d'aires protégées, dans l'objectif de protéger, sous 10 ans, 2 % du territoire terrestre métropolitain par des espaces « fortement protégés ». Pour les parcs nationaux, il s'agit, en particulier, de compléter le réseau actuel par trois nouveaux parcs, centrés sur trois écosystèmes clés du patrimoine naturel français, actuellement peu représentés dans les parcs nationaux existants :

- un parc national terrestre et marin méditerranéen ; d'ores et déjà identifié sur le site des Calanques, à proximité de l'agglomération de Marseille

- un parc national forestier de plaine ;
- un parc national de zones humides.

La création d'un parc national forestier de plaine est donc une priorité du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, avec l'ambition de mettre en place, dès 2009, le groupement d'intérêt public chargé de réaliser les études sur le site qui aura été retenu.



Créé en juillet 2010, le GIP des Forêts de Champagne et Bourgogne est l'établissement public chargé de piloter la création du parc national, en rassemblant les différents acteurs du projet : représentants de l'Etat et de ses services, collectivités locales (communes et intercommunalités, départements, régions) et des acteurs du territoire (monde économique, associatifs, habitants, ...).

Auberive fait partie du coeur de Parc.



1.3. Les principaux documents à prendre en compte

DOCUMENTS	LIENS POSSIBLES	
LE SDAGE SEINE NORMANDIE	HTTP://WWW.EAU-SEINE-NORMANDIE.FR/INDEX.PHP?ID=1490	
LE SRCE CHAMPAGNE-ARDENNE	HTTP://WWW.CHAMPAGNE-ARDENNE.DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR/ENQUETE-PUBLIQUE-SUR-LE-PROJET-DE-SRCE-A4396.HTML	
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUES	PORTER A CONNAISSANCE DE L'ETAT	

2. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL

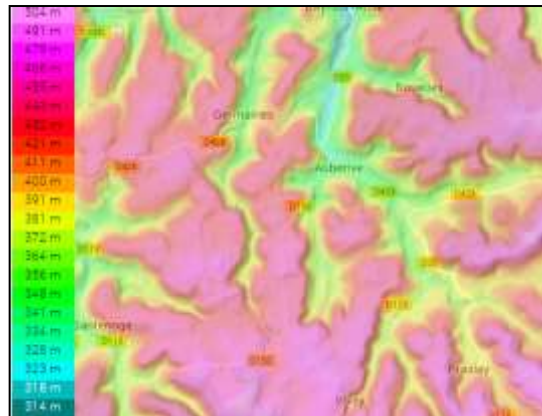
2.1. Relief et géologie

2.1.1. Généralités

La commune est localisée sur la partie Ouest du plateau de Langres, au cœur d'un relief marqué impactant fortement les paysages et l'urbanisation.

Malgré les différences d'altitude, les points de vue sont peu nombreux du fait d'une couverture boisée importante sur le territoire.

Le relief est le résultat de l'action des éléments sur le sol et dépend donc de la géologie. Le territoire d'Auberive est installé sur un espace calcaire facilement modelable sous l'action de l'eau.



Relief local, *source Geoportail*

Géologie communale, *source BRGM*

2.1.2. Mouvement de terrain et cavité souterraine

L'évolution des cavités souterraines naturelles ou artificielles peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression ou un effondrement.

La commune compte plusieurs cavités naturelles (2 gouffres et 2 résurgences) sur son territoire.

Elles sont éloignées de toute occupation humaine.

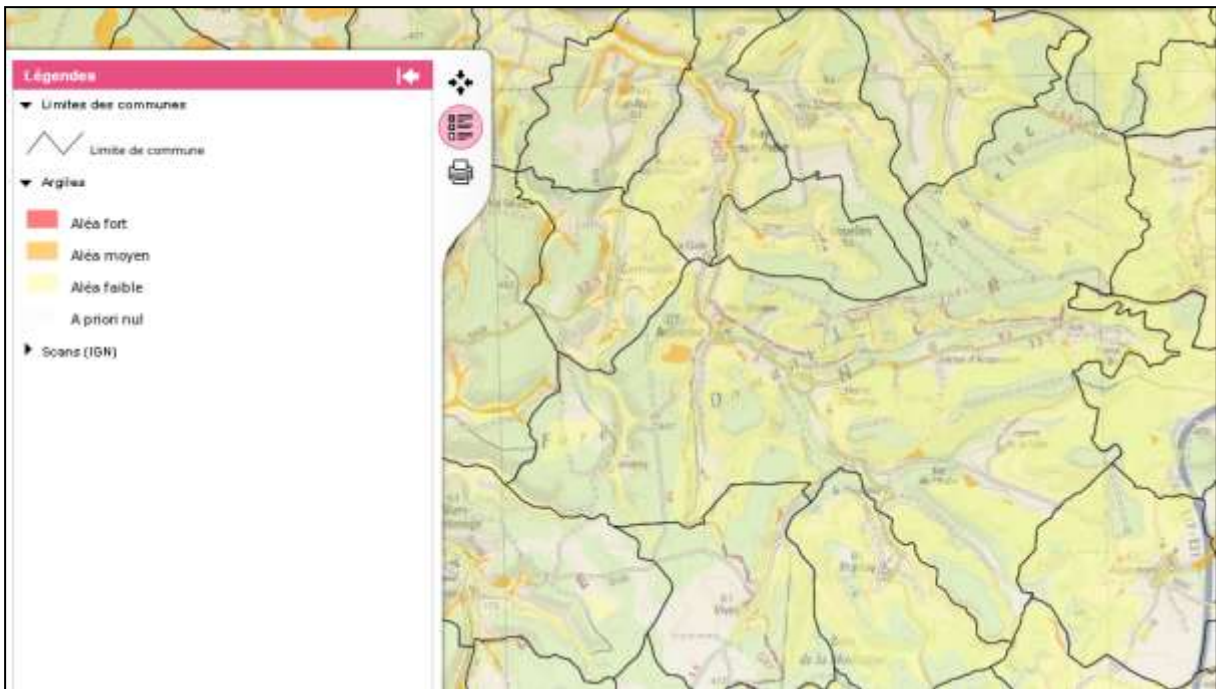
2.1.3. Aléas « Retrait/gonflement des argiles »

Ce phénomène est un mouvement de terrain dû à la variation de la quantité d'eau dans certains terrains argileux qui peut produire des gonflements en période humide ou des tassements en période sèche. Il s'agit du principal risque de mouvement de terrain rencontré dans le département, les principaux évènements de ce type ayant été rencontrés au cours des sécheresses de 1989 et de 2003.

Des informations complémentaires sur cette problématique sont disponibles sur le site internet du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) (<http://www.argiles.fr/>). De plus, une brochure présentant des recommandations en matière de construction est téléchargeable à l'aide du lien suivant : http://catalogue.prim.net/44_le-retrait-gonflement-des-argiles---comment-prevenir-les-desordres-dans-l-habitat-individuel.html.

Comme indiqué sur la carte de retrait-gonflement des argiles, **le BRGM identifie un aléa faible sur les coteaux et un aléa moyen vers l'ICPE au sud-ouest du village. L'aléa est a priori nul sur le reste du territoire.**

Si la carte communale ne peut fixer de règles particulières en termes de préconisations techniques et architecturales, il conviendra de communiquer ces informations aux habitants.

Aléa retrait-gonflement des argiles, *source BRGM*

2.2. Occupation du sol et organisation du territoire

Le territoire communal, de taille relativement importante, est en majorité couvert par des boisements occupant les points hauts. L'agriculture est implantée sur les coteaux et les points bas. Cette agriculture se divise entre exploitation du sol et prairies selon la localisation des terres (terrains plus ou moins humides).

L'urbanisation quant à elle s'organise en un pôle et ne concerne qu'une infime partie du finage. Elle est en contrehaut de l'Aube, à l'abri des crues.

Occupation générale des sols, *source Géoportail*

2.3.La ressource « Eau »

2.3.1. Les eaux de surface

L'eau n'est pas particulièrement visible dans le paysage alors qu'elle occupe pourtant une place importante. En effet, le réseau hydrographique va sculpter le paysage communal : vallée de l'Aube. Cette eau est partout et se matérialise sous forme linéaire ou surfacique (présence de petits plans d'eau et de marais).

2.3.2. Captages et eau potable

Un captage est présent sur le territoire communal : c'est « la source du Gorgeot ». Son périmètre de protection s'entend en partie sur le territoire communal de Vivey.

La commune est également concernée par le périmètre de protection du captage « les sources du Val Saint-Martin » situé à Colmier-le-Haut. Il n'y a jamais eu de problème d'alimentation.

2.3.3. Le SDAGE

Le territoire est inclus dans le périmètre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie entré en vigueur le 20 décembre 2015. Ce document définit pour une période de six ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et quantité des eaux à atteindre dans le bassin Seine-Normandie. Les grands objectifs de ce document-cadre correspondent à :

- Un bon état écologique et chimique pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines,
- Un bon potentiel écologique et un bon état chimique pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines,
- Un bon état chimique et un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement pour les masses d'eau souterraines,
- La prévention de la détérioration de la qualité des eaux,
- Des exigences particulières pour les zones protégées (baignade, conchyliculture et alimentation en eau potable), notamment afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

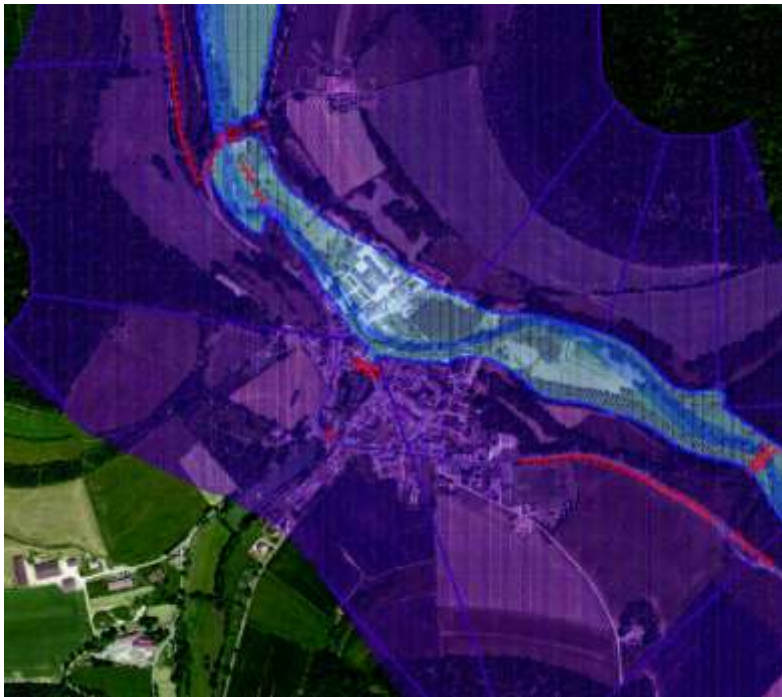
Il définit 8 grands défis, 2 leviers, 45 orientations et 195 dispositions. La liste ci-dessous présente les 8 défis du SDAGE 2016-2021 :

1. Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,

3. Diminuer les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants,
4. Protéger et restaurer la mer et le littoral,
5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
7. Gestion de la rareté de la ressource en eau,
8. Limiter et prévenir le risque d'inondation.

2.3.4. Le risque inondation

Le territoire communal est concerné par deux AZI (Atlas des Zones Inondables) : l'AZI de la vallée de l'Aube et celui de la vallée de l'Aujon. Il faut cependant préciser que l'AZI de la vallée de l'Aujon ne concerne que le nord-est du territoire communal et des zones non urbanisées. En revanche, l'abbaye d'Auberive au nord du village et les habitations à proximité sont concernées par l'AZI de la vallée de l'Aube. En effet, cet espace est classé en zone inondable. Plusieurs inondations ont eu lieu au cours des dernières décennies comme celle de décembre 1996. Néanmoins, une grande partie du village n'est pas concernée par le risque inondation.



Périmètre de l'AZI de la vallée de l'Aube sur le territoire d'Auberive, [source http://www.haute-marne.gouv.fr/](http://www.haute-marne.gouv.fr/)

3. CORRIDORS ECOLOGIQUES

3.1. Les principaux réservoirs de biodiversité, corridors et points noirs

Le projet de SRCE est approuvé depuis décembre 2015.

Les objectifs de la trame verte et bleue sont multiples. Il s'agit d'objectifs écologiques :

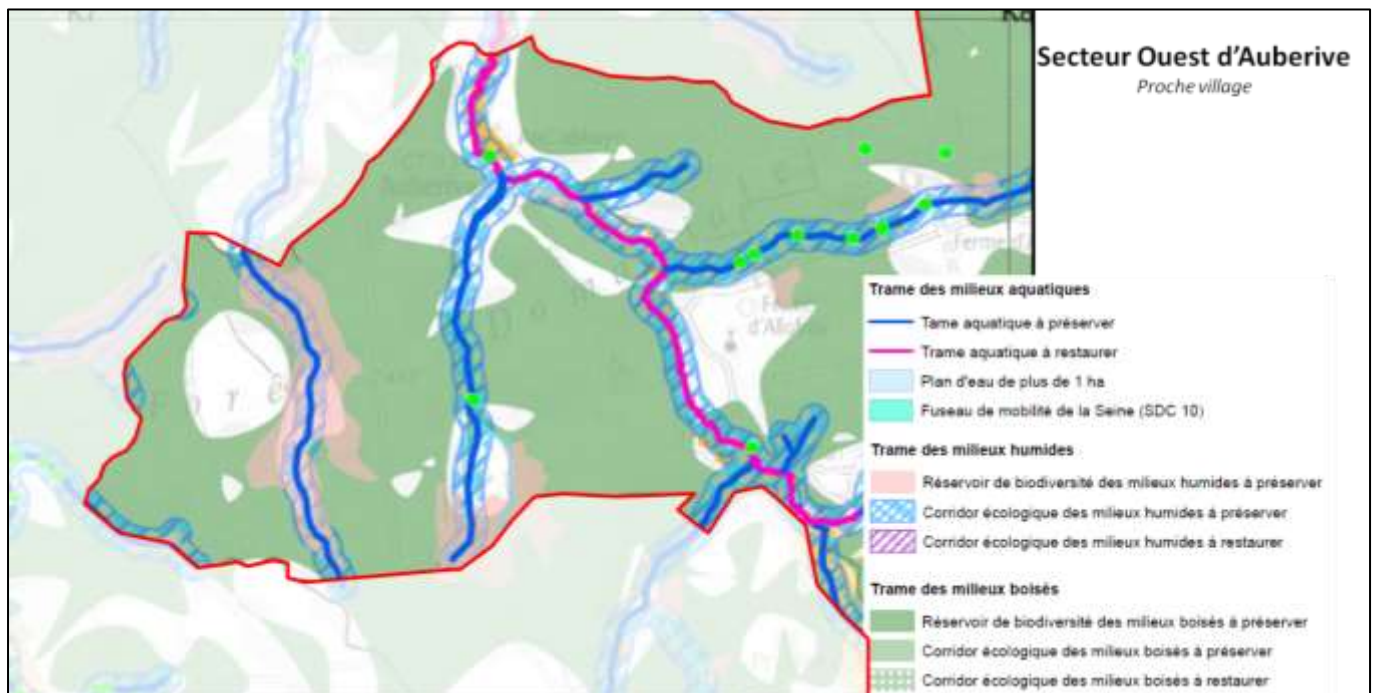
- réduire la fragmentation des milieux,
- permettre le déplacement des espèces,
- préparer l'adaptation au changement climatique,-préserver les services rendus par la biodiversité (qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations...).

Mais aussi paysagers, économiques, environnementaux au sens large :

- améliorer le cadre de vie,
- améliorer la qualité et la diversité des paysages,
- prendre en compte les activités économiques,
- favoriser un aménagement durable des territoires.

La trame verte et bleue peut être définie comme une « démarche visant à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent communiquer, s'alimenter, se reproduire et se reposer, afin que leur survie soit garantie ».

Ce réseau se compose de « réservoirs de biodiversité » et de « corridors écologiques », le tout formant des « continuités écologiques ».



Sur le vaste territoire communal d'Auberive les trames verte et bleue sont interconnectées et présentent autant d'importance l'une que l'autre.

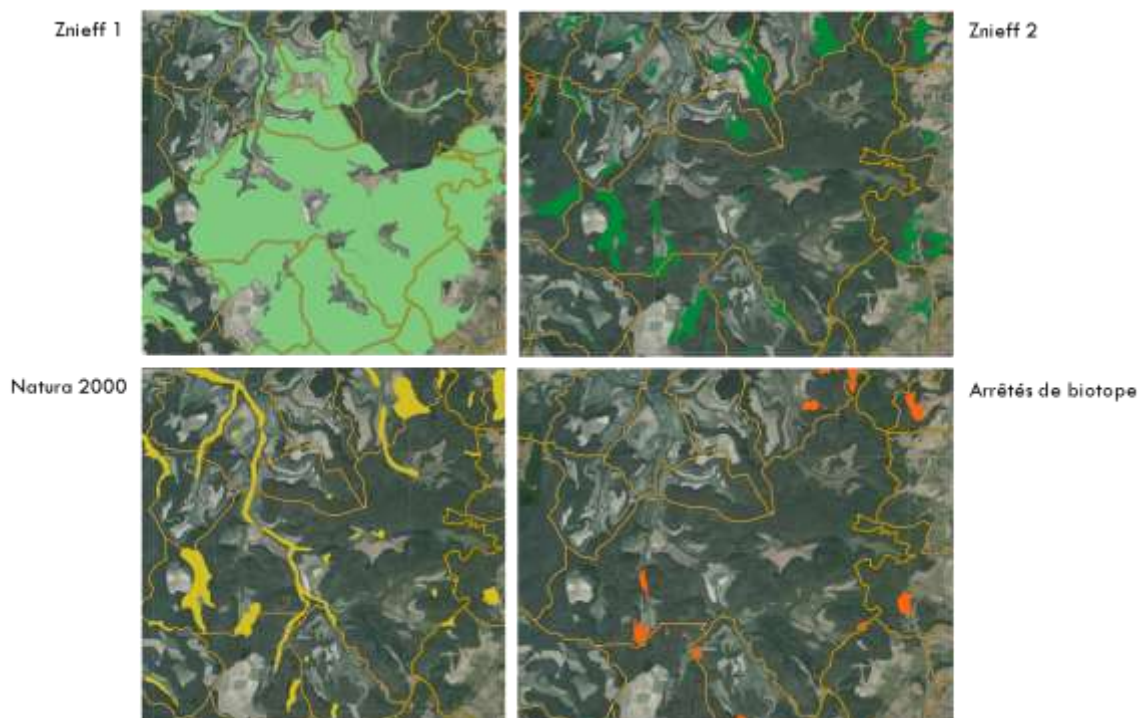
La trame verte, présente sous forme de vastes massifs boisés se veut être un réservoir de biodiversité important et accueillant de très nombreuses espèces. Elle couvre quasiment l'intégralité du finage en dehors des trois principales vallées.

Ces vallées forment la trame bleue avec la vallée de la Germainelle (Ouest) et les petites combes liées à chacune d'entre elles.

La vallée de l'Aube apparaît au SRCE comme étant à restaurer.

A ces corridors s'ajoutent des espaces mixtes tels que les marais tufeux ou encore les zones humides, à préserver.

Ces composantes sont parfois identifiées afin d'être protégées plus efficacement. Le territoire communal est largement concerné par ce type de protections.



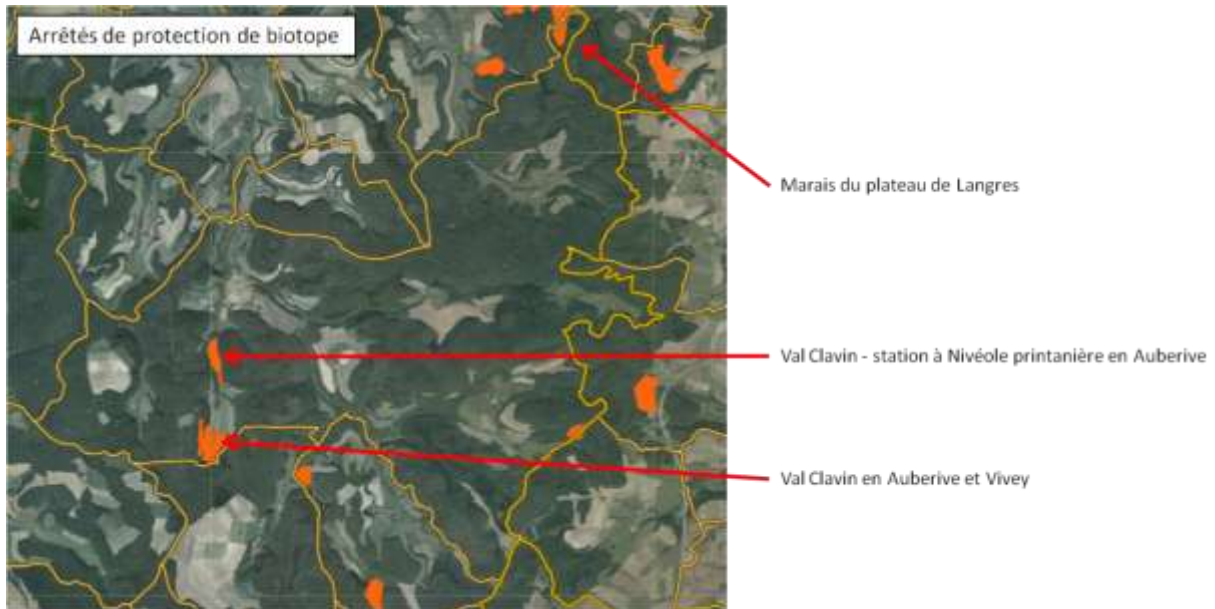
3.2. Les arrêtés de biotope

La commune est concernée avec d'autres communes du plateau de Langres par plusieurs arrêtés de protection de Biotope.

A Auberive ces secteurs sont calqués sur les zones N2000 des marais tufeux qui sont étudiées plus précisément dans le chapitre suivant.

Les arrêtés existants sont les suivants :

- **Marais du plateau de Langres à Auberive, Aujeurres, Perrogney-les-Fontaines, Poinson-lès-Grancey, Praslay, Rochetaillée, Saint-Loup-sur-Aujon, Ternat & Vauxbons**
- **Val Clavin - station à Nivéole printanière en Auberive**
- **Val Clavin en Auberive & Vivey**



Au sein des périmètres définis dans le premier APB, il est interdit :

- d'abandonner, déposer, jeter, déverser ou rejeter des eaux usées, produits chimiques ou radioactifs, engrais, matériaux, résidus ou débris de quelque nature que ce soit, pouvant nuire à la qualité des eaux, de l'air, du sol ou du biotope ainsi qu'à l'intégrité de la flore ;
- d'effectuer des travaux qui sont de nature à modifier l'état ou l'aspect des lieux (dont l'extraction de matériaux, le drainage, la création d'étangs et la mise en eaux), exceptions faites pour les gestions écologiques et sylvicoles du site ;
- de circuler avec des véhicules à moteur exception faite pour la gestion du site et l'exploitation forestière ;
- d'effectuer des opérations de nouvel ensemencement et d'introduction de graines, de plants, de greffons ou de boutures de végétaux ;
- de mettre en culture ;
- de provoquer ou de favoriser des incendies (exception faite pour la gestion écologique du site) ;
- de cueillir ou déterrer les végétaux herbacés.

Concernant le Val Clavin, l'APB stipule qu'il est interdit :

- d'abandonner, déposer, jeter, déverser ou rejeter des eaux usées, produits chimiques ou radioactifs, engrais, matériaux, résidus ou débris de quelque nature que ce soit, pouvant nuire à la qualité des eaux, de l'air, du sol ou du biotope ainsi qu'à l'intégrité de la flore ;

- d'effectuer des travaux qui sont de nature à modifier l'état ou l'aspect des lieux (dont l'extraction de matériaux, le drainage, la création d'étangs et la mise en eaux), exceptions faites pour les gestions écologique et sylvicole du site ;
- de circuler avec des véhicules à moteur exception faire pour la gestion du site et l'exploitation forestière ;
- d'effectuer des opérations de nouvel enrésinement et d'introduction de graines, de plants, de greffons ou de boutures de végétaux.

3.3.Les zones Natura 2000

En 1979, les États membres de la Communauté européenne adoptaient la directive « Oiseaux », dont l'objectif est de protéger les milieux nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux considérées comme rares ou menacées à l'échelle de l'Europe. Elle prévoit la désignation des sites les plus adaptés à la conservation de ces espèces en Zones de Protection Spéciale (ZPS).

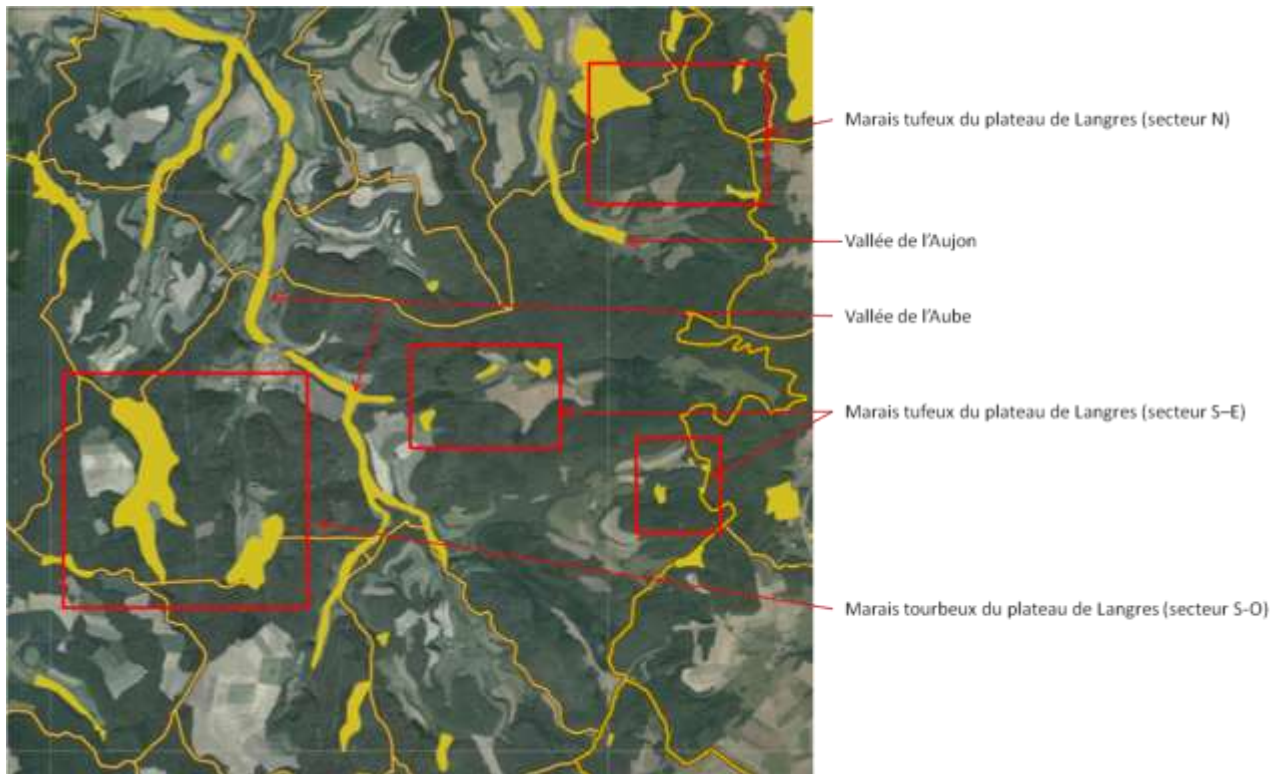
En 1992, la directive « Habitats » vise à la préservation de la faune, de la flore et de leurs milieux de vie ; elle est venue compléter la directive « Oiseaux ». Il s'agit plus particulièrement de protéger les milieux et espèces (hormis les oiseaux déjà pris en compte) rares, remarquables ou représentatifs de la biodiversité européenne, listés dans la directive, en désignant des Zones Spéciales de Conservation (ZSC). Elle vise également à recenser les Sites d'Intérêt Communautaire (SIC).

L'ensemble des ZPS et ZSC désignées en Europe constitue le réseau Natura 2000, dont l'objectif est de mettre en œuvre une gestion écologique des milieux remarquables en tenant compte des nécessités économiques, sociales et culturelles ou des particularités régionales et locales. Il s'agit de favoriser, par l'octroi d'aides financières nationales et européennes, des modes d'exploitation traditionnels et extensifs, ou de nouvelles pratiques, contribuant à l'entretien et à la préservation de ces milieux et de ces espèces.

Natura 2000 est un réseau européen de sites ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelle qu'ils contiennent. L'objectif de ce réseau est de maintenir la diversité biologique tout en tenant compte des exigences économiques, écologiques, culturelles et régionales dans une logique de développement durable. Il est possible de distinguer les zones de protection spéciales (ZPS) et les zones spéciales de conservation (ZSC).

Le territoire communal abrite cinq ZSC :

- FR2100275 Marais tourbeux du plateau de Langres (secteur Sud-Ouest)
- FR2100276 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur Sud-Est)
- FR2100277 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur Nord)
- FR2100292 Vallée de l'Aube, d'Auberive à Dancevoir
- FR2100293 Vallée de l'Aujon, de Chamerois à Arc-en-Barrois



3.3.1. Marais tourbeux du plateau de Langres (secteur Sud-Ouest)

❖ Caractère général du site

Classes d'habitats	Couverture
Forêts caducifoliées	70%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	13%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	10%
Pelouses sèches, Steppes	3%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	2%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	2%

❖ Autres caractéristiques du site

Le site est établi sur des terrains datant du jurassique moyen et supérieur formant une succession de plateaux calcaires.

❖ Qualité et importance

Les marais du Plateau de Langres forment une zone de huit sites constitués de marais tufeux assez semblables et peu éloignés géographiquement. Ce sont des marais intra-forestiers peu perturbés. Les principaux milieux sont les molinaies, les schoenaies, les sources pétrifiantes, les mégaphorbiaies, les marais alcalins.

Il s'agit des plus beaux sites de France pour ce type d'habitat. On y observe de nombreuses espèces végétales et animales protégées et (ou) en disjonction d'aire par rapport aux populations montagnardes.

Les forêts associées à ces marais sont du type hêtraie calcicole thermophile, hêtraie à *Asperula*, chênaie-charmaie, avec présence de végétation des éboulis avec nombreuses fougères héliophiles ou d'ombrage.

Présence d'ourlets montagnards à *Sesleria* et d'une méta-population de Sabot de Vénus (*Cypripedium calceolus*).

❖ Principales espèces concernées par le site

Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil
1324 - <i>Myotis myotis</i>
Amphibiens visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil
1193 - <i>Bombina variegata</i>
Poissons visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil
1096 - <i>Lampetra planeri</i>
1163 - <i>Cottus gobio</i>
Invertébrés visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil
1014 - <i>Vertigo angustior</i>
1016 - <i>Vertigo moulinsianus</i>
1044 - <i>Coenonymus mercator</i>
1083 - <i>Lucanus cervus</i>
1092 - <i>Austropotamobius pallipes</i>
8199 - <i>Euplagia quadripunctata</i> (1 individu)
Plantes visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil
1902 - <i>Cypripedium calceolus</i>

❖ Etat de conservation

La majeure partie des dégradations constatées dans les marais tufeux est inhérente aux travaux de drainage et aux tentatives de mise en valeur forestière.

Ainsi, d'un marais à l'autre, l'état de conservation peut être très variable.

D'une manière générale, les marais du site 30 présentent un état de conservation très satisfaisant.

Plusieurs marais des plus emblématiques figurent d'ailleurs dans ce site (Vaucher, Fontaine aux Chèvres, Val Clavin...).

La pratique du pâturage sur les marais de pente d'Amorey est à souligner, dans la mesure où *Triglochin palustris* lui doit certainement sa présence.

L'état de conservation de chaque marais est détaillé dans les fiches de synthèse ; des recommandations de gestion destinées à maintenir ou améliorer cet état figurent également dans ces fiches.

❖ Principaux enjeux

Les enjeux relatifs à la pérennité des marais peuvent s'organiser en trois niveaux :

1. enjeux concernant la conservation des propriétés des éléments responsables du bon fonctionnement de ces milieux ;
2. enjeux inhérents à la qualité et la richesse biologiques des sites ;
3. enjeux liés aux valeurs paysagères de ces sites.

1. Enjeux relatifs au fonctionnement écologique :

- préservation / restitution du fonctionnement hydrologique original des marais ;
- préservation des qualités physico-chimiques des eaux des sources, à l'origine de la singularité des groupements en présence ;
- préservation du mésoclimat (maintien / restitution de la ceinture forestière indigène).

2. Enjeux relatifs à la richesse biologique :

- optimisation de l'expression des habitats typiques des marais tufeux (parvocariçaies – schoenaies, magnocariçaies, prairies à Molinie, pelouses sèches satellites...) et par voie de conséquence des espèces floristiques et faunistiques à haute valeur patrimoniale qui leur sont inféodées (Troscart des marais, Linaigrettes, Agrion de Mercure, Ecrevisse à pattes blanches, Sonneur à ventre jaune...);
- respect de la quiétude de ces milieux, hôtes de nombreuses espèces animales de tous ordres.

3. Enjeux d'ordres esthétique et paysagers :

- maintien / restitution des ceintures arbustive et arborée ;
- meilleure représentation des essences forestières indigènes (exploitation raisonnée des plantations résineuses et d'Aulnes).

3.3.2. Marais tufeux du plateau de Langres (secteur Sud-Est)

❖ Caractère général du site

Classes d'habitats	Couverture
Forêts caducifoliées	67%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	18%
Pelouses sèches, Steppes	11%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	2%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	1%

❖ Autres caractéristiques du site

Le site est établi sur des terrains datant du jurassique moyen et supérieur formant une succession de plateaux calcaires.

❖ Qualité et importance

Les marais tufeux du Plateau de Langres, secteur sud-est, sont constitués d'un ensemble de douze marais tufeux.

Ce sont des marais intra-forestiers peu perturbés et possédant plusieurs habitats de la Directive Habitat : marais alcalins, sources pétrifiantes, prairies à molinie sur calcaire.

Cet ensemble renferme de nombreuses espèces végétales et animales protégées et constitue un îlot de plaine pour plusieurs espèces montagnardes.

❖ Principales espèces concernées par le site

Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1303 - *Rhinolophus hipposideros*▼ 1304 - *Rhinolophus ferrumequinum*▼ 1324 - *Myotis myotis*

Amphibiens visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1193 - *Bombina variegata*

Poissons visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1163 - *Cottus gobio*

Invertébrés visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1014 - *Vertigo angustior*▼ 1016 - *Vertigo moulinsiana*▼ 1044 - *Coenagrion mercuriale*▼ 1065 - *Euphydryas aurinia*▼ 1063 - *Lucanus cervus*▼ 1092 - *Austroptamobius pallipes*▼ 6169 - *Euphydryas maturna*

Plantes visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1902 - *Cypripedium calceolus*❖ Etat de conservation

La majeure partie des dégradations constatées dans les marais tufeux est inhérente aux travaux de drainage et aux tentatives de mise en valeur forestière.

Ainsi, d'un marais à l'autre, l'état de conservation peut être très variable. Du marais de Chalmessin pour lequel l'état de conservation est très bon aux petits marais des Vaux de Boeuf très embroussaillés, les drainages et les plantations limitent plus ou moins l'expression des groupements typiques des marais tufeux sur ce site 31.

Des enrénements importants marquent l'environnement de certains marais : sources de la Vingeanne (Pins et Epicéas), combe Geoffrot (Epicéas et quelques Pins, représentant 100% de l'environnement forestier), Acquenove (Pins et Epicéas), Grand Pâquis (Epicéas) mais aussi Rouelles et Chalmessin (Pins essentiellement).

L'état de conservation de chaque marais est détaillé dans les fiches de synthèse ; des recommandations de gestion destinées à maintenir ou améliorer cet état figurent également dans ces fiches.

❖ Principaux enjeux

Les enjeux relatifs à la pérennité des marais peuvent s'organiser en trois niveaux :

1. enjeux concernant la conservation des propriétés des éléments responsables du bon fonctionnement de ces milieux ;
2. enjeux inhérents à la qualité et la richesse biologiques des sites ;
3. enjeux liés aux valeurs paysagères de ces sites.

1. Enjeux relatifs au fonctionnement écologique :

- préservation / restitution du fonctionnement hydrologique original des marais ;
- préservation des qualités physico-chimiques des eaux des sources, à l'origine de la singularité des groupements en présence ;
- préservation du mésoclimat (maintien / restitution de la ceinture forestière indigène).

2. Enjeux relatifs à la richesse biologique :

- optimisation de l'expression des habitats typiques des marais tufeux (parvocariçaies – schoenaies, magnocariçaies, prairies à Molinie, pelouses sèches satellites...) et par voie de conséquence des espèces floristiques et faunistiques à haute valeur patrimoniale qui leur sont inféodées (Troscart des marais, Linaigrettes, Agrion de Mercure, Ecrevisse à pattes blanches, Sonneur à ventre jaune...);
- respect de la quiétude de ces milieux, hôtes de nombreuses espèces animales de tous ordres.

3. Enjeux d'ordres esthétique et paysagers :

- maintien / restitution des ceintures arbustive et arborée ;
- meilleure représentation des essences forestières indigènes (exploitation raisonnée des plantations résineuses et d'Aulnes).

3.3.3. Marais tufeux du plateau de Langres (secteur Nord)

❖ Caractère général du site

Classes d'habitats	Couverture
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	58%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	18%
Pelouses sèches, Steppes	11%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	5%
Forêts caducifoliées	4%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	3%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	1%

❖ Autres caractéristiques du site

Le site est établi sur des terrains datant du jurassique moyen et supérieur formant une succession de plateaux calcaires.

❖ Qualité et importance

Les marais tufeux du plateau de Langres, secteur nord, constituent une zone éclatée de 11 marais ayant les mêmes caractéristiques et de plus ils sont peu éloignés géographiquement l'un de l'autre. Ce sont des marais intra-forestiers peu perturbés, correspondant à des habitats de la Directive Habitat : marais alcalins, sources pétrifiantes, prairies à Molinie sur calcaire. Pour ce type d'habitat, il s'agit des plus beaux sites de France avec ceux du Châtillonnais. De nombreuses espèces animales ou végétales rares ou protégées forment ici d'importants noyaux isolés en plaine.

La plupart des sites sont communaux et sont en grande partie en gestion Office National de Forêts.

❖ Principales espèces concernées par le site

Poissons visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1096 - *Lampetra planeri*

▼ 1163 - *Cottus gobio*

Invertébrés visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1014 - *Vertigo angustior*

▼ 1016 - *Vertigo moulinsiana*

▼ 1044 - *Coenagrion mercuriale*

▼ 1092 - *Austropotamobius pallipes*

▼ 6199 - *Euplagia quadripunctaria* (1 Individus)

❖ Etat de conservation

La majeure partie des dégradations constatées dans les marais tufeux est inhérente aux travaux de drainage et aux tentatives de mise en valeur forestière.

Ainsi, d'un marais à l'autre, l'état de conservation peut être très variable. A l'échelle du site 32, l'état de conservation des marais est convenable (marais de la Champ Cresson, Nord des Chenevières et des Mélinots, combe des Roches, combe Vaugray, Nord de la combe Vologne, de la Rache et du Vau, Creux d'Aujon), même si la dynamique de fermeture constitue une menace à plus ou moins court terme pour certains marais de pente (marais de Vauclair : abandon du pâturage régulier, moitié sud des Chenevières et des Mélinots et de la combe Vologne, marais des Riots).

Nombreux sont les marais de ce site à avoir subi des dégradations par boisement et drainage. Le marais des Riots est à cet égard le plus affecté (plantations, drainage et captage d'eau).

Outre le marais des Riots, les peupleraies du marais de la Rache et du Vau et des Chenevières et des Mélinots sont les plus importantes des sites 30, 31 et 32.

Les plantations d'Aulne particulièrement étendues au sud de la combe Vologne sont également regrettables.

Pour finir, les plantations résineuses de la Côte aux Cannes, de la Rache et du Vau, mais aussi de la combe Vaugray (pinèdes de substitution des peuplements du *Cephalanthero – Fagion*), des Chenevières et des Mélinots, des Riots et de la combe des Roches.

La restitution d'une végétation spontanée compte parmi les priorités d'intervention sur ce site.

L'état de conservation de chaque marais est détaillé dans leurs fiches de synthèse ; des recommandations de gestion destinées à maintenir ou améliorer cet état figurent également dans ces fiches.

❖ Principaux enjeux

Les enjeux relatifs à la pérennité des marais peuvent s'organiser en trois niveaux :

1. enjeux concernant la conservation des propriétés des éléments responsables du bon fonctionnement de ces milieux ;
2. enjeux inhérents à la qualité et la richesse biologiques des sites ;
3. enjeux liés aux valeurs paysagères de ces sites.

1. Enjeux relatifs au fonctionnement écologique :

- préservation / restitution du fonctionnement hydrologique original des marais ;
- préservation des qualités physico-chimiques des eaux des sources, à l'origine de la singularité des groupements en présence ;
- préservation du mésoclimat (maintien / restitution de la ceinture forestière indigène).

2. Enjeux relatifs à la richesse biologique :

- optimisation de l'expression des habitats typiques des marais tufeux (parvocariçaies – schoenaies, magnocariçaies, prairies à Molinie, pelouses sèches satellites...) et par voie de conséquence des espèces floristiques et faunistiques à haute valeur patrimoniale qui leur sont inféodées (Troscart des marais, Linaigrettes, Agrion de Mercure, Ecrevisse à pattes blanches, Sonneur à ventre jaune...);
- respect de la quiétude de ces milieux, hôtes de nombreuses espèces animales de tous ordres.

3. Enjeux d'ordres esthétique et paysagers :

- maintien / restitution des ceintures arbustive et arborée ;
- meilleure représentation des essences forestières indigènes (exploitation raisonnée des plantations résineuses et d'Aulnes).

3.3.4. Vallée de l'Aujon, de Chameroy à Arc en Barrois

❖ Enjeu habitats d'intérêt communautaire et objectifs à long terme

L'Aujon et sa ripisylve

La ripisylve de saules blancs (91E0*) est l'habitat caractéristique des berges de l'Aujon. Il se trouve dégradé par les bovins qui ont libre accès à la rivière, perturbant de ce fait l'habitat des rivières et fossés avec végétation à renoncules flottantes (3260*) et dans le même temps "l'habitat piscicole".

Même si elle n'est pas liée directement à ces habitats, la qualité physico-chimique de l'eau constitue avec eux les éléments essentiels au maintien du peuplement halieutique. Avec l'amélioration de la qualité des rejets domestiques (assainissement collectif et autonome) et agricoles (mise aux normes des bâtiments d'élevage, "local phyto"), actions en cours et en projet, l'effort de restauration des habitats Natura 2000 associés à la rivière Aujon permettra le maintien de la faune aquatique patrimoniale.

❖ Enjeu espèces et objectifs à long terme

Les chauves-souris

Le site de la vallée de l'Aujon offre un territoire de chasse remarquable pour les chauves-souris actuellement identifiées ponctuellement dans les villages autour du site.

A l'échelle de l'ensemble de la vallée de l'Aujon, cette attractivité pour les chiroptères est reconnue. L'Etat a ainsi transmis à la Commission Européenne en février 2007 un projet de Site d'Importance Communautaire (SIC) de 3437 hectares intitulé "Site à chiroptères de la vallée de l'Aujon, FR 210 2002" se situant à 20 kilomètres en aval du site Natura 2000 n°48 de la Vallée de l'Aujon. Aussi, il sera nécessaire d'affiner les connaissances sur ces espèces par une recherche plus systématique des colonies dans les villages proches et une évaluation de l'activité de celles-ci (quand elles sont détectables en vol au sonomètre) sur le site Natura 2000.

Les espèces aquatiques

Le peuplement halieutique est dépendant :

- de la qualité physico-chimique et biologique de l'eau,
- de la qualité morpho-dynamique du lit mineur (berges et fonds naturels),
- de l'état de conservation des habitats naturels,
- et de la libre circulation des espèces.

Les objectifs de conservation de ces espèces dans le cadre de Natura 2000 rejoignent ainsi ceux du Schéma Directeur des Vocations Piscicoles de Haute-Marne pour ce tronçon :

- restauration de la libre circulation,
- restauration des berges,
- assainissement des effluents d'élevage et domestiques,

- limitation de l'impact des plans d'eau,
- diversification des habitats et des faciès d'écoulement.

Les oiseaux nicheurs

Même si ces espèces ne sont pas directement concernées par les objectifs de la "Directive Habitats", la présence de 3 d'entre elles inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux nécessite leur prise en compte.

Il s'agit de :

- la Cigogne noire *Ciconia nigra* dont la présence dans le massif forestier dépend, entre autres, de la tranquillité d'accès à la ressource alimentaire que constitue la population de Chabot *Cottus gobio* dans la rivière Aujon;
- l'Alouette lulu *Lullula arborea* localisée aux habitats de pelouses sèches (6210*) sur ce site Natura 2000;
- la Pie-grièche écorcheur *Lanius collurio* associée aux différents habitats prairiaux et l'effet de mosaïque provoqué par l'association de parcelles pâturées au sein de prairies de fauche (qui n'est pas un objectif de gestion patrimoniale pour ce site).

L'absence d'oiseaux spécifiquement prairiaux (Bruant proyer *Miliaria calandra*, Râle des genêts *Crex crex*...) permet d'ores et déjà de ne pas donner la priorité sur de vastes étendues à des mesures de fauche tardive au-delà du 15 juillet.

❖ Facteurs pouvant avoir une influence à long terme

De multiples menaces pèsent sur la conservation des habitats et des espèces présentes sur ce site. Il s'agit ici de les présenter de façon globale et exhaustive afin de mieux définir ensuite les objectifs opérationnels qui détermineront les cahiers des charges des mesures à mettre en œuvre.

Tendances naturelles

Les habitats d'intérêt communautaire de milieux ouverts tels que les prairies humides semi-naturelles à molinie (6410), les mégaphorbiaies (6430), les pelouses rupicoles calcaires (6110*) et les pelouses calcaires sèches (6210*) correspondent à des parcelles non gérées c'est à dire ni pâturées, ni fauchées. Ils sont ainsi tous menacés à moyen terme par le développement spontané des ligneux (arbres et arbustes). Pour la faune, les espèces les plus menacées par des tendances naturelles sont celles des cours d'eau dont la possible multiplication d'étiages sévères pourrait provoquer la disparition.

Une baisse globale du niveau de la nappe alluviale (notamment au printemps) aurait également un impact fort sur l'ensemble des habitats "humides" du périmètre du site.

Tendances induites par les activités humaines

a) Agriculture

Le changement des pratiques d'exploitation des parcelles agricoles est la principale menace de détérioration des habitats prairiaux. L'objectif légitime de l'exploitant est d'améliorer la rentabilité de ses parcelles. Cet objectif conduit à :

- la transformation des prairies les plus sèches en parcelles cultivées;
- l'abandon de la phase de production de foin par la fauche pour un pâturage permanent;
- l'allongement de la période de pâturage (plus précoce et/ ou plus long) avec apport de compléments de fourrage au râtelier provoquant le surpâturage de la parcelle voire favorisant l'accès du bétail à la ripisylve et à la rivière en période de basses eaux;
- l'engraissement de la prairie par épandage d'engrais chimique et/ ou organique;
- l'abandon des parcelles trop humides au profit d'un boisement en peuplier par exemple.

Dans un contexte de maintien de l'élevage, des adaptations de la gestion des parcelles en prairies sont à rechercher pour réobtenir çà et là des « prairies de fauche à narcisses », objectif important de Natura 2000 dans cette vallée.

b) Assainissement des eaux usées et écoulements

Le rejet des effluents d'élevage et domestiques est une menace pour la vie aquatique de l'Aujon. Des efforts pour réduire ou améliorer ces rejets sont consentis actuellement par les collectivités et les exploitants agricoles par la mise aux normes de leurs installations. Dans ce contexte, l'incidence éventuelle des rejets de la brasserie de Vauclair, principale structure artisanale utilisant modérément la ressource en eau sur ce tronçon de l'Aujon, serait à étudier.

Par ailleurs, la présence d'anciens moulins perturbe localement les écoulements et la libre circulation du peuplement halieutique. L'aménagement de certains de ces ouvrages contribuerait à restaurer l'habitat piscicole.

c) Sylviculture

Les boisements présents dans le périmètre Natura 2000 sont majoritairement situés sur les pentes plus ou moins escarpées de la vallée. La sylviculture est, notamment du fait de cette contrainte, pratiquée de façon extensive par régénération spontanée, la plupart de ces bois étant par ailleurs communaux donc soumis au régime forestier.

La tendance actuelle au regain d'exploitation des bois, la mesure principale consistera essentiellement à proposer aux propriétaires des mesures de maintien d'îlots de vieillissement.

d) Espèces invasives

Si à l'intérieur du périmètre du site Natura 2000, les plans d'eau sont peu nombreux, il en existe toutefois en amont proche des sources de l'Aujon sur la commune de Perrogney-les-Fontaines. La présence

d'écrevisses américaines y est suspectée. Cette espèce pourrait, en cas de développement dans la rivière Aujon, provoquer par concurrence interspécifique la disparition de l'Ecrevisse à pieds blancs.

e) Dérangement

La difficulté d'accès à la vallée très encaissée de l'Aujon en amont et en aval de Rochetaillée contribue probablement à l'utilisation de ce tronçon de rivière par la Cigogne noire. L'éventualité de création de chemin de randonnée ou de parcours de pêche devra prendre en compte la présence de cette espèce à certaine période de l'année.

f) Chasse

De manière générale la présence d'enclos à gibier provoque au sein des parcelles concernées la dégradation de la strate herbacée et la disparition de la strate arbustive par abrouissement par les cervidés et les sangliers (notons que la commune ne compte aucun enclos). La régénération naturelle des peuplements forestiers est ainsi mise à mal. Enfin des densités élevés de ces espèces gibiers conduisent à une modification pérenne du sol par des apports nitrés prolongés (grande quantité d'urine sur long terme).

3.4. Les ZNIEFF

Les ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) sont établies par le muséum national d'histoire naturelle. Elles correspondent à des inventaires scientifiques. Elles n'ont donc pas de caractère réglementaire. Toutefois, en tant qu'élément d'expertise, elles doivent être prises en compte dans la définition des politiques d'aménagement du territoire dans la mesure où elles signifient l'existence d'enjeux environnementaux. Il doit notamment être tenu compte de la présence éventuelle d'espèces protégées révélées par l'inventaire, et des obligations réglementaires de protection qui peuvent en découler (cf. notamment articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement). Il existe en effet deux types de ZNIEFF :

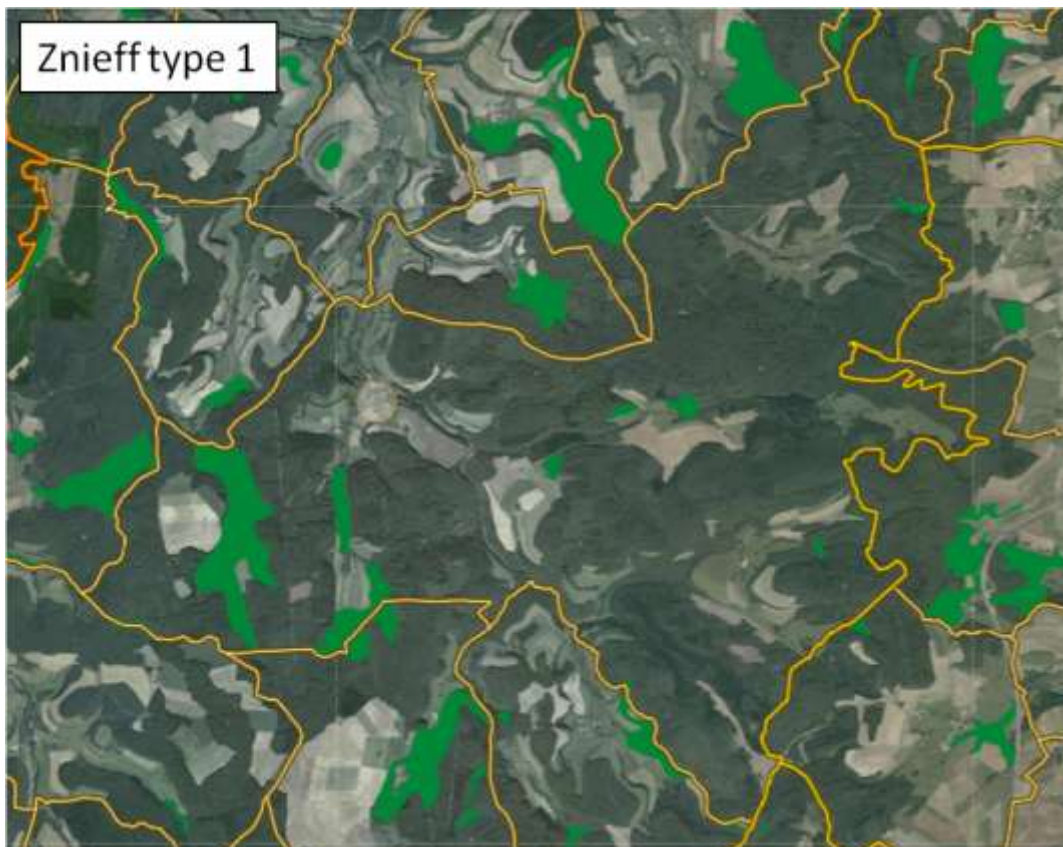
- ❖ **ZNIEFF de Type 1** : Les ZNIEFF de type I : elles correspondent à des petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant.

Concernant les ZNIEFF incluses dans un site Natura 2000, les habitats ou espèces d'importance ont été présentées. De plus, les études faunistiques et floristiques des sites Natura 2000 sont plus récentes, et donc plus proches de la réalité.

La commune abrite les ZNIEFF 1 suivantes :

- **Marais tufeux et pelouses d'Acquenove et du Grand Pâquis à Auberive (calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres secteur S-E).**
- **Marais de Chamony à Aujeurres (localisée à 99% sur Aujeurres)**
- **Vallon boisé de l'Etang au sud d'Auberive**
- **Vallon du ruisseau de Montrot à Vitry-en-Montagne (localisée à 99% sur Vitry-la-Montagne)**
- **Marais et vallon d'Amorey à Auberive (Calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur S-O))**
- **Bois, pelouses et marais de la Combe Courteau et du Chanet à Praslay (Localisée à 99% sur Praslay)**
- **Marais de la Combe des Roches à Chameroy et Auberive (Calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur N))**
- **Forêt, marais et pelouse du Val Clavin (Calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur S-O))**

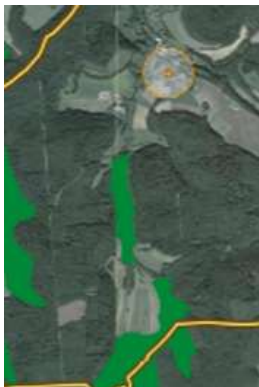
- **Marais tufeux des Creux d'Aujon à Perrogney (Calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur N))**
- **Marais tufeux de Belvau à Villars-Santenoge (Calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur S-O))**
- **Marais tufeux de la Salle et des Vaux de Bœuf à Auberive (Calquée sur N2000 Marais tufeux du plateau de Langres (secteur S-E))**



3.4.1. Vallon boisé de l'Étang au sud d'Auberive

❖ Un ensemble forestier à végétation d'un grand intérêt

La Znieff dite du vallon boisé de l'Étang se localise au Nord du Val Clavin, à proximité du bourg



d'Auberive. Elle occupe le fond du vallon ainsi que ses versants raides et éboulés. Leur orientation à l'Ouest et à l'Est est à l'origine de microclimats particuliers. Les types forestiers sont très représentatifs de la région sud du département (plateau de Langres) : chênaie-charmaie sèche et chênaie thermophile au-dessus des falaises, érablière sur pente éboulée et chênaie pédonculée-frênaie-érablaie de fond de vallon, d'affinité montagnarde. L'intérêt de la zone est rehaussé par la végétation des falaises ombragées riche en fougères et par la présence d'un ruisseau tufeux remarquable, le Clavin. Les

plantes intéressantes sont en partie des espèces montagnardes, favorisées par le microclimat froid du site, avec notamment la nivéole printanière et l'aconit napel, protégés au niveau régional

Les espèces d'origine méridionale se localisent quant à elles dans la chênaie xérophile, la plus remarquable étant la potentille à petites fleurs (liste rouge régionale des végétaux)

❖ Une petite faune intéressante

La faune recèle de nombreuses richesses, encore partiellement inventoriées. Au niveau de l'étang se concentre tout un cortège de libellules avec quatre espèces rares et menacées en Champagne-Ardenne, dont le très rare cordulégastre bidenté, plutôt montagnard

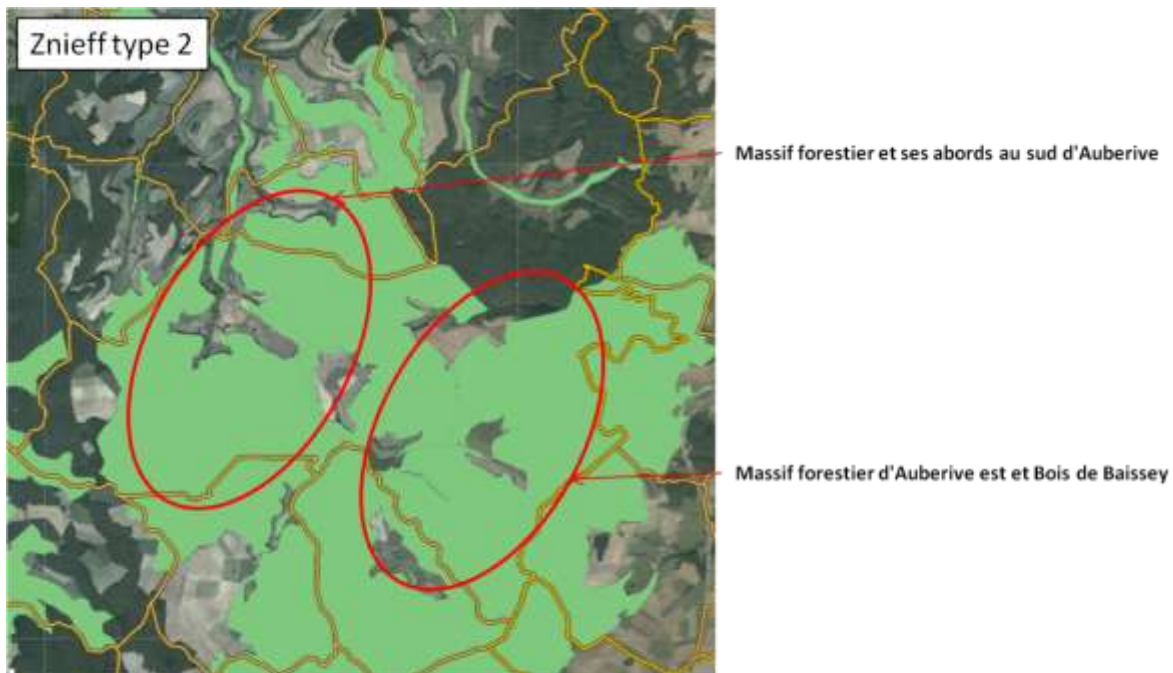
❖ Une protection et une gestion possibles

L'existence d'une Znieff ne signifie pas qu'une zone doive être protégée réglementairement : cependant il vous appartient de veiller à ce que vos documents d'aménagement assurent sa pérennité ; il conviendrait à ce titre que la zone soit inscrite en zone N. Une partie du site a fait l'objet, en avril 1991, d'un arrêté de protection de biotope sur la nivéole (13,80 hectares) et a bénéficié d'un programme de gestion par l'O.N.F.

- ❖ **ZNIEFF de type II** : elles réunissent des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible. Chaque ensemble constitutif de la zone est un assemblage d'unités écologiques, homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement. Les ZNIEFF de type II sont donc des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

La commune abrite les ZNIEFF 2 suivantes :

- **Haute vallée de l'Ource et de ses affluents entre Poinson-les-Grancey et Colmier-le-Haut**
- **Massif forestier d'Auberive est et Bois de Baissey**
- **Massif forestier et ses abords au sud d'Auberive**
- **Hautes vallées de l'Aube et de ses affluents d'Auberive à Dancevoir (calquée sur N2000 Vallée de l'Aube)**
- **Haute vallée de l'Aujon de Perrogney à Arc-en-Barrois (Montrot) (calquée sur N2000 Vallée de l'Aujon)**



Concernant les ZNIEFF superposées à un site Natura 2000, les habitats ou espèces d'importance ont été présentées. De plus, les études faunistiques et floristiques des sites Natura 2000 sont plus récentes, et donc plus proches de la réalité.

En outre, pour plus d'informations concernant l'intégralité des ZNIEFF, le site suivant permet de rechercher les zones par commune :

http://www.donnees.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr/milieux_naturels/milnat_donnees/_znieff_result.php

3.4.2. Haute vallée de l'Ource et de ses affluents entre Poinson-les-Grancey et Colmier-le-Haut

La zone occupe un tout petit secteur à l'extrême sud-ouest du territoire, et concerne majoritairement les communes longeant la vallée de l'Ource dont Villars Montroyer.

❖ Une végétation riche et diversifiée

La Znieff de type II de la haute vallée de l'Ource et de ses affluents occupe un territoire de 1 955 hectares entre Poinson-les-Grancey au sud, Colmier-le-Haut au Nord et jusqu'à la limite interdépartementale (Haute-Marne/Côte d'Or) pour l'extrémité ouest de la Znieff. Cette vallée alluviale submontagnarde présente une végétation remarquable à plus d'un titre : des prairies (de fauche ou plus fréquemment pâturées), des marais tufeux ou tourbeux, des végétations marécageuses de hautes herbes, plus rarement des bois alluviaux. Les coteaux surplombant la vallée et les vallons ont été également pris en compte : ils portent des bois, des pelouses et des éboulis sur l'ancienne voie ferrée, des pinèdes à pins sylvestres,

des prairies mésophiles et des cultures. Cette grande Znieff contient elle-même 10 Znieff de type I qui détaillent certains secteurs de la vallée et des coteaux. La végétation prairiale de la vallée est restée très typique avec des prairies pâturées ou fauchées. Ces dernières peuvent être considérées comme semi-primitives : leur végétation est proche de celle des premières prairies issues de la déforestation voici quelques millénaires. Une plante rare, protégée au niveau régional et en forte régression aujourd'hui, le narcisse des poètes peut s'y observer.

Les principaux types forestiers sont la tiliaie-éablaie et la hêtraie froide (versant Nord) sur les fortes pentes, l'érablière à scolopendre sur les gros blocs éboulés, la hêtraie-chênaie sèche sur les versants bien exposés, la chênaie-charmaie-hêtraie sur les versants moins abrupts, la chênaie-charmaie à nivéole au fond des vallons et l'aulnaiefrênaie à hautes herbes (très localisée) dans la vallée. Ces forêts abritent de nombreuses espèces souvent d'origine méridionale ou submontagnarde (réfugiées dans les forêts de fond de combe ou de pentes à microclimat bien marqué) : parmi celles-ci citons, dans les bois bien exposés, la potentille à petites fleurs, le céphalanthère rouge et le céphalanthère à longues feuilles, en lisière l'aster amelle et la grande gentiane, dans les fonds de vallons la nivéole printanière (protégée en Champagne-Ardenne), au pied des rochers la cynoglosse des montagnes...

Certaines pelouses subsistent sur les versants de la vallée (derniers témoins des gazons ras sur sol aride qui constituaient autrefois les parcours à moutons de la Champagne). Elles renferment une quinzaine de plantes protégées ! Il s'agit notamment de l'orchis odorant (orchidée très élégante dont les fleurs roses dégagent une forte odeur de vanille), l'héliantheme blanchâtre (assez rare en France où il se localise dans l'Est et le Sud du pays), la violette des rochers, le thésion des Alpes, la carline acaule (localement très abondante), le sainfoin des sables (présent dans seulement deux ou trois stations haut-marnaises pour toute la Champagne-Ardenne), l'euphrase de Salzbourg (espèce montagnarde) pour ne citer qu'elles. Des orchidées s'y remarquent (qui peuvent être très nombreuses dans certaines pelouses) : homme pendu, orchis pyramidal, ophrys mouche, orchis bouc, orchis moucheron, orchis mâle, orchis militaire, orchis pourpre, épipactis brun rougeâtre, platanthère à deux feuilles, platanthère des montagnes.

Les marais sont bien représentés, notamment à Colmier-le-Haut, VillarsSantenoge, Poinson-les-Grancey. Ils ont fait l'objet pour la plupart d'entre eux de Znieff détaillées. Ces groupements recèlent plus d'une quinzaine d'espèces rares et (ou) protégées : le choïn ferrugineux (très rare et protégé en France), la linaigrette à larges feuilles, l'orchis de Traunsteiner (orchidée nord-préalpine qui se trouve surtout dans les montagnes et dans l'est du pays), l'orchis négligé (très rare dans le département), le rarissime spiranthe d'été, la canche moyenne (petite herbe originaire du midi de la France), le trèfle d'eau, une petite fougère, l'ophioglosse, etc.

❖ Une faune remarquable

La faune est très diversifiée, attirée par la présence de milieux variés. L'étang du Chanot est très intéressant : peu profond, agrémenté d'une végétation luxuriante, il héberge de nombreux amphibiens dont la très vulnérable rainette arboricole et le sonneur à ventre jaune.

L'entomofaune contient des richesses remarquables avec deux espèces protégées en France une libellule, l'agrion de Mercure et un papillon, le daphnis ou fadet des tourbières (situé dans le peloton de tête des espèces les plus menacées de France et localisé dans les régions de plaine du Nord du pays).

La Znieff est très attractive pour les oiseaux : les étangs accueillent le cincle plongeur et le râle d'eau (nicheurs rares à l'échelon régional et inscrits sur la liste rouge des oiseaux menacés de Champagne-Ardenne), le martin pêcheur, la bergeronnette grise, le canard colvert, le grèbe castagneux et la foulque macroule.

Le bocage est fréquenté notamment par la pie-grièche écorcheur (inscrite sur la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs), le pipit farlouse, le tarier pâtre, la locustelle tachetée... La forêt abrite divers pics (pic vert, pic épeiche), des grives, le geai des chênes, le pinson des arbres, le grosbec casse-noyaux, la sittelle torchepot (petit grimpeur très actif qui a la particularité de pouvoir descendre le long des troncs d'arbres la tête en bas), la tourterelle des bois, le pigeon ramier, des pouillots, des mésanges et des fauveltes diverses.

❖ Une protection et une gestion possibles

L'existence d'une Znieff ne signifie pas qu'une zone doive être protégée réglementairement : cependant il vous appartient de veiller à ce que vos documents d'aménagement assurent sa pérennité ; il conviendrait à ce titre que la zone soit inscrite en zone N. Le marais de la Fontaine au Devin à l'ouest de Poinson-les-Grancey est sous gestion ONF et celui de la Fontaine aux Chèvres est loué au Conservatoire du Patrimoine Naturel de Champagne-Ardenne. La présence d'espèces protégées par la loi pourrait éventuellement permettre la prise d'un arrêté préfectoral de protection de biotope sur le ou les secteurs concernés. Pour maintenir l'intérêt écologique et biologique du site, il serait bon d'éviter ou tout au moins limiter certaines pratiques qui sont de nature à remettre en cause cet intérêt, en l'occurrence le recalibrage de la rivière, le drainage, le retournement des prairies, l'enrésinement Par contre d'autres pratiques, essentiellement la fauche traditionnelle ou encore le pâturage, qui maintiendraient en état la flore de la prairie, sont à conseiller.

3.4.3. Massif forestier d'Auberive est et Bois de Baissey

La ZNIEFF est dans un bon état général.

Les parties est et sud de la Forêt d'Auberive constituent une vaste ZNIEFF de type II de 5 536 hectares, située dans le sud-ouest de la Haute-Marne, entre les communes de Pierrefontaines, Aujeurres, Vaillant, Mouilleron, Lamargelle et la partie sud-est du territoire d'Auberive. Elle regroupe en son sein douze ZNIEFF de type I. Essentiellement forestière (près des 3/4 de la superficie totale), elle comporte également des milieux marécageux caractéristiques riches en flore et faune particulières (dont plusieurs d'entre eux ayant fait par ailleurs l'objet de ZNIEFF I) et des milieux herbacés thermophiles (lisières sèches, pelouses et gazons pionniers). Des plantations résineuses, des prairies (fauche et pâture), des cultures et des jachères complètent la végétation de la ZNIEFF. Sur le plateau et les faibles pentes prospère la chênaie-charmaie-frênaie (ou encore la chênaie-charmaie-hêtraie). Le peuplement arborescent est dominé par le chêne sessile, le charme, le frêne, le hêtre et le tilleul à grandes feuilles. La strate arbustive est par endroits bien développée (charme, noisetier, rosier des champs, aubépine épineuse, aubépine monogyne, groseillier des Alpes, etc.), de même que le tapis herbacé où se remarquent très localement le lis martagon, protégé au niveau régional et inscrit sur la liste rouge des végétaux de Champagne-Ardenne (espèce rare ou quasiment nulle en plaine française, localisé ici dans quelques petites stations sur plateau ou en bas de pente à Aprey, Aujeurres et Auberive), la renoncule à feuilles de platane dans le Bois de Baissey (une des deux stations connues en Champagne-Ardenne, représentée ici par une trentaine de pieds lors de la floraison en mai 1999). Ils sont accompagnés par le lierre, le brachypode des bois, l'ornithogale des Pyrénées, le lamier jaune, la fétuque hétérophylle, la violette des bois, l'euphorbe faux-amandier... Sur les versants bien exposés se développe la hêtraie-chênaie xérophile. Les essences principales sont, outre le hêtre et le chêne sessile qui dominant, le tilleul à grandes feuilles, l'alisier blanc, l'alisier torminal et le chêne pubescent. Le taillis est composé par l'érable champêtre, le noisetier, le cornouiller mâle, le fusain d'Europe et la viorne mancienne. Dans la strate herbacée, on rencontre de nombreuses laïches (laïche blanche, laïche glauque, laïche de Haller, laïche des montagnes), des graminées (seslérie bleue, brachypode des bois) et plusieurs espèces protégées en Champagne-Ardenne ou inscrites sur la liste rouge régionale : l'anémone hépatique (rare en plaine), la potentille à petites fleurs (d'origine subméditerranéenne, en limite d'aire en Haute-Marne) et quatre orchidées (céphalanthère rouge, céphalanthère à longues feuilles, l'épipactis à labelle étroit et limodore abortif). Les groupements de lisière de ces forêts thermophiles sont bien caractéristiques et présentent une espèce protégée en France, l'aster amelle, deux espèces protégées en Champagne-Ardenne, la gentiane jaune (dont les stations champardennaises et bourguignonnes sont les seules de la plaine française) et la coronille couronnée (très rare en France où elle se localise à l'Est du pays), inscrite sur la liste rouge régionale, de même que la violette blanche située à sa limite d'aire de répartition vers le nord. On y rencontre également la phalangère rameuse, le fraisier vert, le brachypode penné, le sceau

de Salomon odorant, le dompte-venin officinal, le petit pigamon... Sur les versants nord se rencontre localement la hêtraie-chênaie froide à dentaire, actée en épis et orge d'Europe. Les fonds des vallons sont le domaine de l'aulnaie-frênaie. Les bas-marais alcalins sont bien représentés au niveau des sources de la Vingeanne à Aprey, de "Chamony" à Aujeurres, des "Vaux de Boeufs" à Auberive et de "sous Mont Saule" à Vaillant et ont fait l'objet de Znieff I détaillées. Ils sont généralement constitués par une cariçaie-schoenaie (à laîche de Davall, choin ferrugineux, choin noirâtre, choin intermédiaire, swertie pérenne et jonc obtusiflore pour les espèces les plus caractéristiques) avec dans les zones plus mouillées, un faciès à laîche écailleuse et linaigrette à larges feuilles, accompagnées par la gentiane pulmonaire, l'épipactis des marais, la parnassie des marais... Dans les zones les plus sèches se différencie la moliniaie (dont certaines sont pâturées) avec la renoncule à segments étroits, la succise des prés, le gaillet boréal, la gentiane pulmonaire, la laîche faux-panic, la molinie bleue, la sanguisorbe officinale pour les espèces les plus représentées. Les cariçaias à grandes laîches, les roselières et les groupements à hautes herbes (notamment à aconit napel) sont plus diversement représentés. La végétation présente plus d'une dizaine d'espèces protégées : le choin ferrugineux (très rare et protégé en France), le thélypéris des marais, la swertie pérenne (très localisée en plaine), la linaigrette à larges feuilles, l'herminie clandestine ou orchis musc (qui possède ici son unique station de Champagne-Ardenne, protégée par un A.P.B.), l'orchis de Traunsteiner (espèce nord-préalpine qui se trouve surtout dans les montagnes et dans l'est du pays), la gymnadénie odorante, l'aconit napel (il s'agit ici de l'une des populations principales de la sous-espèce néomontanum pour la plaine française), la renoncule à segments étroits, le saule rampant, etc. La plupart est également inscrite sur la liste rouge régionale de même que la canche moyenne (ici à sa limite nord de répartition), l'orchis grenouille (en voie de disparition rapide), la parnassie des marais, l'orchis incarnat, la laîche puce (en forte régression en Champagne-Ardenne), le scirpe comprimé (dans la moliniaie pâturée), le ményanthe trèfle d'eau et une petite fougère, l'ophioglosse. Certaines sources alimentant ces marais, très carbonatées, sont de type pétifiant et peuvent conduire à la formation d'entablement de tufs comme par exemple au niveau du marais de la Salle à Auberive

Les pelouses, typiques mais peu nombreuses, se localisent en lisière de massif (Champ Montot, escarpements de la Fontaine Magny...). Elles sont représentées par des groupements pionniers à orpins, par des pelouses ouvertes à sésuvie et violette des rochers et par des pelouses à brome et à fétuque. On peut y observer quatre espèces protégées en Champagne-Ardenne, la laîche pied d'oiseau, la gymnadénie odorante, l'hélianthème blanchâtre et la violette des rochers. Ces deux derniers sont figurés aussi dans la liste rouge régionale de même que l'hélianthème des Apennins, L'euphrase de Salzbouurg, l'aspérule faux-gaillet, le trèfle strié, le trèfle jaunâtre et le trèfle scabre. Certaines orchidées s'y remarquent (épipactis brun rougeâtre, orchis moucheron, platanthère à deux feuilles), accompagnées par la pulsatile vulgaire, la globulaire, l'hélianthème nummulaire, la gentiane germanique, la gentiane ciliée, le polygala du calcaire, le peucedan herbe-aux-cerfs, le genêt des teinturiers, etc. Des groupements de d'éboulis se remarquent çà et là au niveau d'escarpements rocheux avec le polystic en lance, d'origine artico-alpine,



très rare en dessous de 800 mètres d'altitude Certaines prairies marécageuses pâturées (vers Servin) recèlent une orchidée rare inscrite sur la liste rouge, le coeloglosse vert. La population entomologique est importante et variée, liée à la diversité des milieux (marécageux, thermophiles, forestiers...). Les Odonates présentent une vingtaine d'espèces différentes avec une libellule protégée en France, l'agrion de Mercure. Inscrit aux annexes II de la convention de Berne et de la directive Habitats, il figure dans le livre rouge de la faune menacée en France (catégorie vulnérable). Il fait aussi partie de la liste rouge régionale, de même que sept autres espèces rencontrées sur le site : cordulégastre annelé, cordulégastre bidenté (d'origine montagnarde, rare dans toute la France), agrion gracieux, orthétrum brun, orthétrum bleuisant, sympétrum noir et cordulie à taches jaunes. Les Lépidoptères, et plus particulièrement les papillons de jour, sont également bien représentés avec trois papillons protégés en France et en Europe (Convention de Berne, directive Habitats), le fadet des tourbières, le damier de la succise et la bacchante également inscrits sur la liste rouge, de même que dix autres espèces. Il s'agit de l'hermite (très rare en plaine), le nacré de la sanguisorbe (qui affectionne les prairies marécageuses et les bois clairs et humides), le petit collier argenté, le fadet de la mélisque, le flambé, le grand damier, le mélitée des digitales, l'hespérie faux-buis, l'hespérie de l'alchémille et l'hespérie roussâtre. Onze criquets sont inscrits sur la liste rouge des Orthoptères, avec par exemple des sauterelles (conocéphale des roseaux, dectique verrucivore la decticelle à petites ailes), des criquets chanteurs (criquet vagabond, criquet des montagnes et criquet à petites ailes...), des criquets colorés (oedipode bleu), des criquets migrants (criquet italien), etc. Ils sont accompagnés par des espèces plus communes, comme par exemple le caloptéryx éclatant, le caloptéryx vierge, le leste verdoyant, l'agrion à larges pattes, la petite nymphe au corps de feu, l'agrion élégant, l'agrion jovencelle, l'agrion porte-coupe pour les demoiselles, la libellule déprimée, la cordulie bronzée, le gomphe joli, l'anax empereur et l'orthétrum réticulé pour les libellules, le demi-deuil, le tabac d'Espagne, le petit nacré, le moiré sylvicole (espèce plus commune en altitude), le procris, le céphale, l'argus bleu, l'argus bleu céleste, l'argus bleu nacré pour les papillons, la grande sauterelle verte, la sauterelle ponctuée, la decticelle bicolore, la decticelle cendrée, le phanéroptère porte-queue, le sténobothre linéaire pour les sauterelles, le criquet duettiste, le criquet des clairières, le criquet des pâtures, le grillon des bois... La mante religieuse et la petite cigale des montagnes fréquentent aussi la ZNIEFF. La salamandre, le crapaud accoucheur et le lézard vivipare se rencontrent au niveau des marais qui parsèment la ZNIEFF. Les deux premiers sont inscrits sur la liste rouge des amphibiens de Champagne-Ardenne. La faune ornithologique est variée, avec 65 espèces recensées. Trois espèces appartiennent à la liste rouge des oiseaux nicheurs menacés de Champagne-Ardenne : il s'agit du pic cendré (bien représenté ici), du busard Saint-Martin et de l'alouette lullu. Le pic mar, beaucoup moins rare au niveau régional que les précédents, niche également sur le site. D'autres pics (pic vert, pic noir, pic épeiche, pic épeichette) fréquentent la forêt. On peut également y observer des rapaces (buse, milan noir, milan royal, autour des palombes, épervier d'Europe), la tourterelle des bois, le pinson des arbres, la sittelle torchepot, le bec-croisé des sapins, le grosbec casse-noyaux, des grives (musicienne, draine) ainsi que divers pouillots (véloce, fitis) et mésanges (charbonnière, bleue, boréale, huppée), etc. Au



niveau des mammifères, la genette a été intégrée à la liste car elle a fréquenté le site jusqu'à la fin des années soixante-dix et quelques données font encore état de sa présence dans les bois limitrophes à la ZNIEFF. Les principaux mammifères répertoriés sont par ailleurs la musaraigne aquatique (protégée en France et inscrite sur la liste rouge régionale, le chevreuil, le cerf élaphe et de nombreux carnivores (renard, hermine, belette, martre, chat sauvage...). Certaines chauves-souris fréquentent la ZNIEFF : les grand et petit rhinolophes (cavité au nord de Lamargelle-au-Bois), le murin à moustaches, le murin de Daubenton et la barbastelle.

3.4.4. Massif forestier et ses abords au sud d'Auberive

Le massif forestier d'Auberive est l'un des plus prestigieux du département. Par son caractère typique et sa richesse écologique, cette ZNIEFF de type II, d'une superficie de plus de 4 000 hectares, se range parmi les sites majeurs de Haute-Marne. Etabli sur les plateaux calcaires durs et sur les marnes du sud du département, le massif d'Auberive comprend à la fois des secteurs secs et des zones humides. Il regroupe huit ZNIEFF de type I. Les types forestiers dominants sont très typiques : hêtraie-chênaie-charmaie calcicole sur plateau ou sur faible pente, hêtraie calcicole xérophile (sur pente oolithique), érablaie-chênaie-frênaie de fond de vallon, hêtraie froide calcicole (sur pente exposée nord), érablaie-tiliaie sur éboulis et lapiaz, etc.

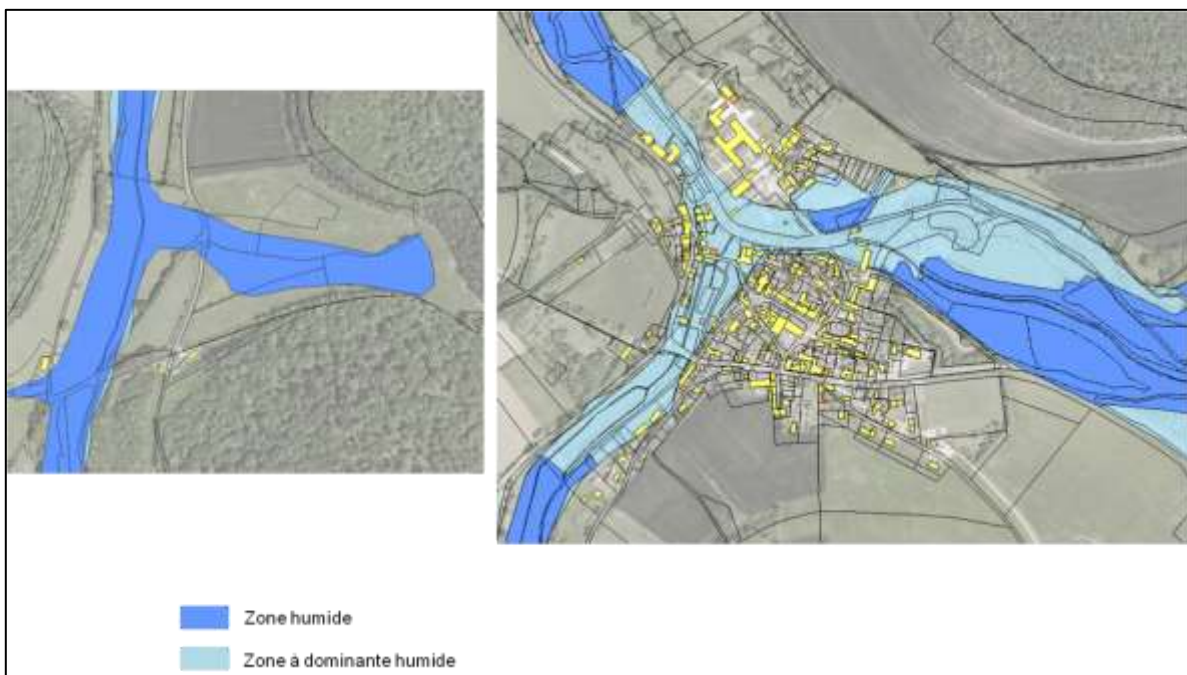
L'originalité de ce massif est également constituée par ses clairières et vallons marécageux (qui font l'objet de ZNIEFF de type I), avec de nombreux groupements caractéristiques de ce type de milieu : schoenaies à choin noirâtre, à choin ferrugineux ou à jonc obtusiflore, magnocariçaias, roselières et filipendulaies dans les zones très mouillées des fonds de vallons, moliniaies et mésobromaies (très localement) dans les zones les moins humides. Un ourlet herbacé discontinu borde souvent les marais et côtoie selon les endroits la saulaie ou la forêt marécageuse riveraine. Les espèces végétales protégées et/ou en régression dans la région sont nombreuses en liaison avec la diversité des milieux représentés ici. Au total, 29 espèces sont concernées : les hêtraies sèches avec trois orchidées (les céphalanthères rouges, à feuilles longues (protégées), l'épipactis leptochile) et l'hépatique à trois lobes, rarissime en Haute-Marne ; les bois marécageux avec le thélyptéris des marais ; les bois de fond de combe avec la nivéole (protégée) ; pour les moliniaies, la renoncule à segments étroits (protection régionale) et l'ophioglosse vulgaire (liste rouge des végétaux) ; les pelouses avec l'hélianthème blanchâtre, d'origine subméditerranéenne, la laïche pied d'oiseau, d'origine préalpine, la violette rupestre, d'origine nord-asiatique, l'orobanche de la germandrée (toutes étant protégées), l'orobanche du thym et l'orchis brûlé ; pour les lisières thermophiles, la grande gentiane, l'aster amelle et la filipendule vulgaire ; pour les lisières plus mésophiles, le cynoglosse des montagnes ; pour les marais, deux orchidées (l'orchis incarnat et l'orchis de Traunsteiner), le choin ferrugineux (protégé en France et dont les populations champardennaises constituent un îlot très excentré à l'ouest par rapport à l'aire de répartition de l'espèce),

la linaigrette à feuilles larges, en très forte régression en plaine, la parnassie des marais et la swertie pérenne, rare ou très rare dans les montagnes calcaires et très localisée en plaine ; pour les formations marécageuses à grandes herbes, l'aconit napel et le saule rampant ; pour les cariçaies, le ményanthe trèfle d'eau ; pour les rochers, la potentille à petites fleurs. Celles-ci sont toutes inscrites sur la liste rouge des végétaux de Champagne-Ardenne, beaucoup sont également protégées dans la région. L'entomofaune (Odonates, Orthoptères et Lépidoptères) est bien représentée et sur les 92 espèces inventoriées, une vingtaine font partie des listes rouges (nationale ou régionale). On peut notamment citer des libellules telles que l'agrion de Mercure, protégé en France et en Europe (convention de Berne) et inscrit sur les listes rouges française et régionale en tant qu'espèce rare menacée de disparition dans le quart nord-est de la France, le cordulégastre annelé et le cordulégastre bidenté, rares et d'origine montagnarde, la grande aeschne, la cordulie métallique, le gomphe vulgaire, l'agrion gracieux, etc. Les criquets chanteurs (avec le criquet des montagnes, le criquet ensanglanté, le criquet à petites ailes...), les sauterelles (conocéphale des roseaux, decticelle à petites ailes) et les papillons (avec le nacré de la sanguisorbe, le petit collier argenté, la bacchante, protégée en Europe par la convention de Berne, inscrite sur la liste rouge nationale de la faune menacée, dans la catégorie en danger de disparition) sont abondants. Le lucane cerf-volant et la petite cigale des montagnes s'y rencontrent également. Plus de vingt mollusques différents se rencontrent sur la zone, dont une espèce rare en France et localisée aux massifs montagneux des Pyrénées, des Causses et du Jura : *Acicula dupuyi*. On peut aussi y observer de nombreux reptiles et certains batraciens et amphibiens : parmi eux, le lézard des souches, le lézard des murailles, la coronelle lisse et la couleuvre verte et jaune (pour les reptiles), la salamandre tachetée et le crapaud accoucheur (pour les batraciens) font partie des listes rouges. L'avifaune est riche et diversifiée, avec une centaine d'espèces recensées. Elle est caractérisée par de nombreux passereaux (alouette lullu, alouette des champs, gobe mouche gris, bruant proyer, fauvette babillarde, locustelle tachetée, etc.), différents pics et pie-grièches (pic vert, pic mar, pic noir, pic épeiche, pic épeichette, pie-grièche écorcheur, pie-grièche grise), des rapaces diurnes qui fréquentent le site à la recherche de nourriture (milans noir et royal, busard Saint-Martin, faucons hobereau et crécerelle, bondrée apivore et épervier d'Europe) et des rapaces nocturnes qui nichent dans le secteur (chouette chevêche, chouette effraie, chouette hulotte, hibou moyen-duc), le rougequeue à front blanc (en très forte régression dans toute la région), le pipit farlouse, ainsi que certaines espèces à intérêt cynégétique (tourterelle des bois et tourterelle turque, caille des blés, diverses grives, bécasse des bois, pigeons ramier et colombin). On peut noter ici la présence de 9 espèces de la liste rouge régionale des oiseaux menacés de Champagne-Ardenne : la chouette chevêche, la rousserolle turdoïde, le cincle plongeur (rare nicheur régional) au niveau des ruisseaux, la gélinotte des bois (proche de sa limite d'aire (très rare et en nette régression), la chouette de Tengmalm, le pigeon colombin et, dans les milieux ouverts et broussailleux, la pie-grièche grise, la pie-grièche écorcheur et l'alouette lulu. La cigogne noire a été également contactée sur le site. Les chauves-souris sont une des grandes richesses du Val Clavin (qui fait partie de cette ZNIEFF II) et renferment notamment la noctule commune, le grand murin, le murin de Daubenton, le murin à moustaches, la sérotine commune, la



pipistrelle et l'oreillard roux. L'ensemble de la zone est plutôt un secteur de chasse pour ces chiroptères qui y trouvent de nombreux insectes. Le massif présente également un intérêt géomorphologique (lapiaz, vallées sèches, falaises, tufières, etc.), paysager, pédagogique (présence à Auberive du Centre d'Initiation à la Nature) et cynégétique (chevreuil, cerf et sanglier). Il est concerné par trois arrêtés de protection de biotope (Val Clavin et station à Leucojum vernum du Vallon de l'Etang en 1991 et marais d'Amorey en 1992). Le Bois de Roncées (plateau et versants) fait l'objet d'une Réserve Forestière Intégrale. La ZNIEFF est en bon état malgré certaines dégradations.

3.5. Zones humides



Les zones humides, selon la définition donnée par l'institut français de l'environnement (IFEN), sont « des zones de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique : prairies inondables, tourbières... Elles se caractérisent par la présence d'eau douce, en surface ou à très faible profondeur dans le sol. Cette position d'interface explique que les zones humides figurent parmi les milieux naturels les plus riches au plan écologique (grande variété d'espèces végétales et animales spécifiques). Elles assurent aussi un rôle dans la gestion de l'eau, avec la régulation des débits des cours d'eau et l'épuration des eaux. » D'après l'article L.211-1 du code de l'environnement, « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ».

Les zones humides sont des lieux où s'exercent diverses activités humaines : élevage, pêche, pisciculture, chasse, loisirs... Cependant ces milieux fragiles sont menacés, notamment sous la pression du drainage, de l'urbanisation, de l'aménagement de voies de communication terrestres ou fluviales. Les zones

humides sont reconnues d'intérêt général par la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (LDTR). La définition de ces zones est précisée, la reconnaissance de leur intérêt et la nécessité d'une cohérence des politiques publiques dans ces zones sont réaffirmées. De plus, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévoit de mettre fin à la disparition, la dégradation des zones humides et de préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité ; ces zones humides doivent à ce titre être protégées par les documents d'urbanisme.

Aussi, les éléments suivants doivent être pris en compte :

- intégrer dans le rapport de présentation, l'inventaire des zones humides dans la description des milieux naturels présents sur le territoire,
- incorporer dans les orientations générales de la commune, la préservation des zones humides,
- classer les zones identifiées comme humides à préserver en zone naturelle à protéger Np, interdisant toute constructibilité et tout aménagement du sol non adapté à la gestion de ces milieux (exhaussements, affouillements, remblaiements, drainage...),
- intégrer sur les documents graphiques, les secteurs protégeant les zones humides. La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Champagne-Ardenne a fait mener une étude globale par Biotope, afin de recenser les zones à dominante humide de la région. Le rapport complet de cette étude est consultable sur le site de la DREAL : <http://www.champagne-ardenne.developpementdurable.gouv.fr/delimitation-des-zones-a-dominante-a2884.html>. Cette cartographie est présentée page suivante.

Les quatre enjeux principaux identifiés par l'Agence de l'Eau pour le bassin Seine Normandie sont :

- Protéger la santé et l'environnement : améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques
- Anticiper les situations de crise, inondations et sécheresses
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locales.

La commune d'Auberive est concernée sur le secteur du village par des zones à dominante humide en majeure partie (les zones humides n'étant pas à proximité immédiate des constructions).

4. RISQUES TECHNOLOGIQUES

En sus des risques naturels déjà exposés , un certain nombre de risques technologique sont à prendre en considération dans le cadre de l'élaboration de la carte communale.

4.1. Installations classées pour la protection de l'environnement

En référence au code de l'environnement, les installations classées pour la protection de l'environnement correspondent à des structures dont l'activité peut s'avérer nocive pour le voisinage proche ou menaçante dans le cadre du maintien de la sécurité publique et de la préservation de l'environnement.

Plusieurs types d'ICPE sont ainsi déterminés en fonction de la nature de l'activité exercée et du volume d'éléments stockés. :

- Les installations soumises à déclaration (D)
- Les installations soumises à déclaration avec contrôle périodique (DC)
- Les installations soumises à autorisation préfectorale d'exploiter (A)
- Les installations soumises à autorisation préfectorale d'exploiter avec servitudes d'utilité publique (AS)

Une ICPE est identifiée sur le territoire communal, dans le cadre d'une exploitation agricole, générant de fait des distances définies d'implantation :

Raison sociale	Nom	Activités	Rubrique	Distance 1	Distance 2
GAEC d'Amorey	M.THIERRY	Elevage de vaches allaitantes et bovins à l'engraissement	D	100m	35m

La distance n°1 correspond à la distance par rapport à toutes habitations occupées par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'exploitation de l'installation et de gites ruraux dont l'exploitation à la jouissance) ou locaux habituellement occupés par des tiers, stades ou terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

La distance n°2 correspond à la distance par rapport aux puits et forages, sources, aqueducs en écoulement libre, toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraichères, rivages, berges des cours d'eau.

Pour les élevages, les distances d'implantation citées ci-dessus s'appliquent aux bâtiments hébergeant des animaux et à leurs annexes.

On entend par :

- Habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hotel, etc.) ;
- Local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;
- Bâtiment d'élevage : les locaux d'élevage, les aires d'exercice, de repos, d'attente, les couloirs de circulation des animaux ;
- Annexes : les bâtiments de stockage de fourrages, les silos, les installations de stockage des aliments, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, la salle de traite, la fromagerie ;

4.2. Les sites Seveso

Issues de la directive européenne Seveso I de 1982 modifiée, reprise par l'arrêté du 10 mai 2000, les installations classées Seveso sont des ICPE utilisant des substances ou des préparations dangereuses en quantité telles qu'elles présentent un potentiel de danger important..

Cette directive distingue deux catégories d'établissements :

- Les sites « Seveso seuil bas » qui présentent des risques forts
- Les sites « Seveso seuil haut » qui présentent des risques majeurs

Dans la réglementation française, un site Seveso seuil haut est classé AS au titre des installations ICPE. Les sites « Seveso seuil haut » doivent obligatoirement faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

Il n'existe pas de site SEVESO sur la commune d'Auberive.

4.3. Les sites pollués

Les sites pollués relèvent d'anciennes structures industrielles et génèrent une pollution des sols et parfois des eaux souterraines, susceptibles d'induire un risque pour la santé humaine suivant l'usage ultérieur du terrain.

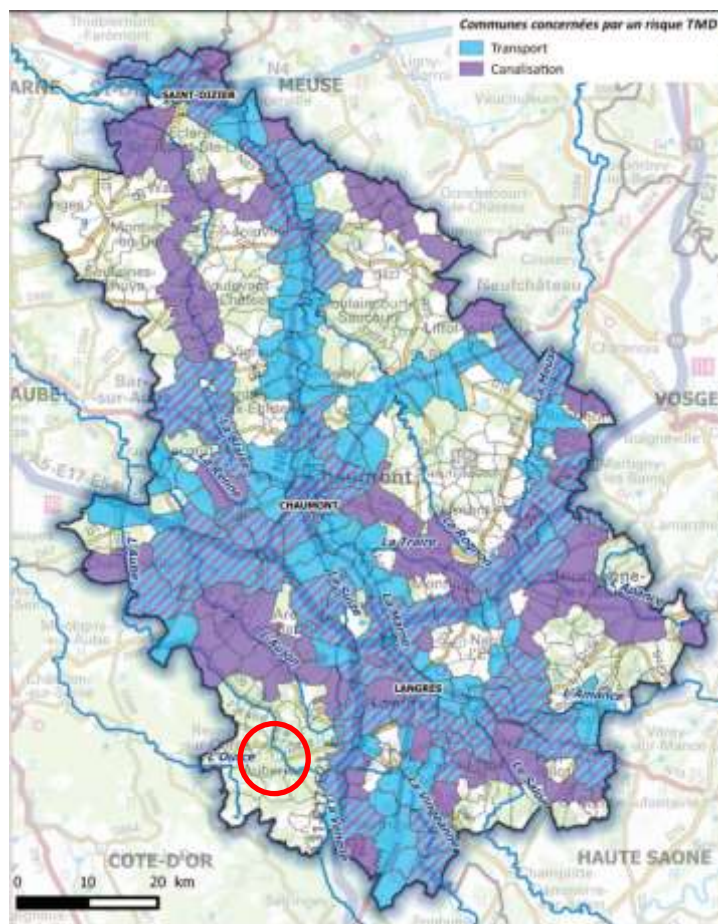
Il n'y a pas de site pollué répertorié sur la base de données BASOL au niveau du territoire de la commune d'Auberive.

4.4. Le risque lié au transport de matières dangereuses

Le risque lié au transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces marchandises, que ce soit par voie routière, ferroviaire, fluviale ou par canalisation. Différents effets peuvent résulter de ces accidents (explosion, incendie, dégagement de nuage toxique) qui sont susceptibles d'entraîner des conséquences à la fois humaines, économiques et environnementales.

Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) répertorie les infrastructures, situées à moins de 250 mètres des zones bâties des communes, sur lesquelles un transport de matières dangereuses est susceptible de circuler.

D'après le DDRM 2017, la commune d'Auberive n'est affectée par aucun des risques liés au transport de matières dangereuses (canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures ou d'éthylène)



5. APPROCHE PAYSAGERE

5.1. Le territoire au cœur d'un ensemble¹

Le Langrois Forestier est situé au Sud-Ouest du département de la Haute-Marne. Ce vaste plateau d'une altitude de 400 à 500 m est crevassé et entaillé par de nombreux petits cours d'eau et deux rivières : l'Aube et l'Aujon. Essentiellement forestier, ce territoire repose sur des calcaires durs et présente des sols d'une grande variabilité. Ils sont de type rendzines et de faible épaisseur sur les sommets de plateau, de type sols bruns et plus profonds sur le bas des versants et les fonds de vallées.

Ce paysage est dominé par une très forte présence de la forêt. Celle-ci est ponctuée par de nombreuses petites clairières culturelles principalement destinées à l'élevage.

- **La forêt** s'étend sur plus de 70 % de la surface de l'entité paysagère. Auberive ne fait pas exception, avec de larges massifs boisés encadrant des espaces aux pentes plus douces et dominant la vallée de l'Aube. Elle est constituée essentiellement d'essences feuillues : chênes pédonculés et rouvres, hêtres, charmes et frênes. Elle couvre plateaux et coteaux pour s'interrompre là où le sol est un peu plus épais, c'est-à-dire dans les fonds de vallées. L'horizon est donc largement fermé.

Certaines vallées étroites ont même tendance à se refermer du fait de l'extension de la forêt sur des parcelles agricoles abandonnées. Ce phénomène renforce l'impression de paysage fermé et l'idée de pays "rude" qui qualifie souvent le plateau de Langres.



- **Les clairières et les fonds de vallées** comportent les seuls espaces ouverts du Langrois forestier. Ils sont, pour l'essentiel, destinés à l'élevage et donc couverts de prairies.

¹ Source : Atlas des paysages de Champagne-Ardenne.

En effet le fond de la vallée de l'Aube est ici très humide et les sols lourds ne peuvent guère être cultivés facilement. Il faut remonter sensiblement sur les coteaux pour commencer à voir quelques cultures.



Les fonds de vallées étroites présentent des prairies installées dans de véritables couloirs forestiers larges de quelques centaines de mètres.

- **Des fermes isolées** sont réparties dans chacune des clairières forestières.



- **Les villages** sont situés en général dans les fonds les plus plats des vallées. Ils sont regroupés autour de l'église, située sur un point haut.

Le bâti est constitué de pierres de calcaire blanc dont l'appareillage propose des lits horizontaux d'une grande régularité. Le bâti souvent accolé, laisse peu d'espace libre et propose des villages d'une grande densité.

Seules les bâtisses plus bourgeoises se détachent de l'ensemble sous forme de maisons individuelles, de châteaux,... L'abbaye occupe un espace plus vaste encore en fond de vallée.

LES ENJEUX DU PAYSAGE :

- Maintenir l'exploitation agricole des petites clairières culturelles et des vallées étroites. L'ouverture de ces espaces propose une certaine diversité dans cette région à tendance forestière. Sans ces ouvertures, il ne serait plus possible d'apprécier les variations de relief ou les petits cours d'eau qui traversent ce territoire.
- Faciliter et encourager la réhabilitation du bâti des centres de villages.

Les axes routiers sont relativement absents du paysage, camouflé tantôt par les ondulations du relief tantôt par les formations végétales.

Le territoire communal présente un grand nombre de composantes lui permettant de créer un cadre de vie agréable. La nature des sols et la topographie du territoire doivent être intégrées dans les réflexions à mener sur l'évolution et le développement de la commune

B. TRAME URBAINE ET ARCHITECTURALE

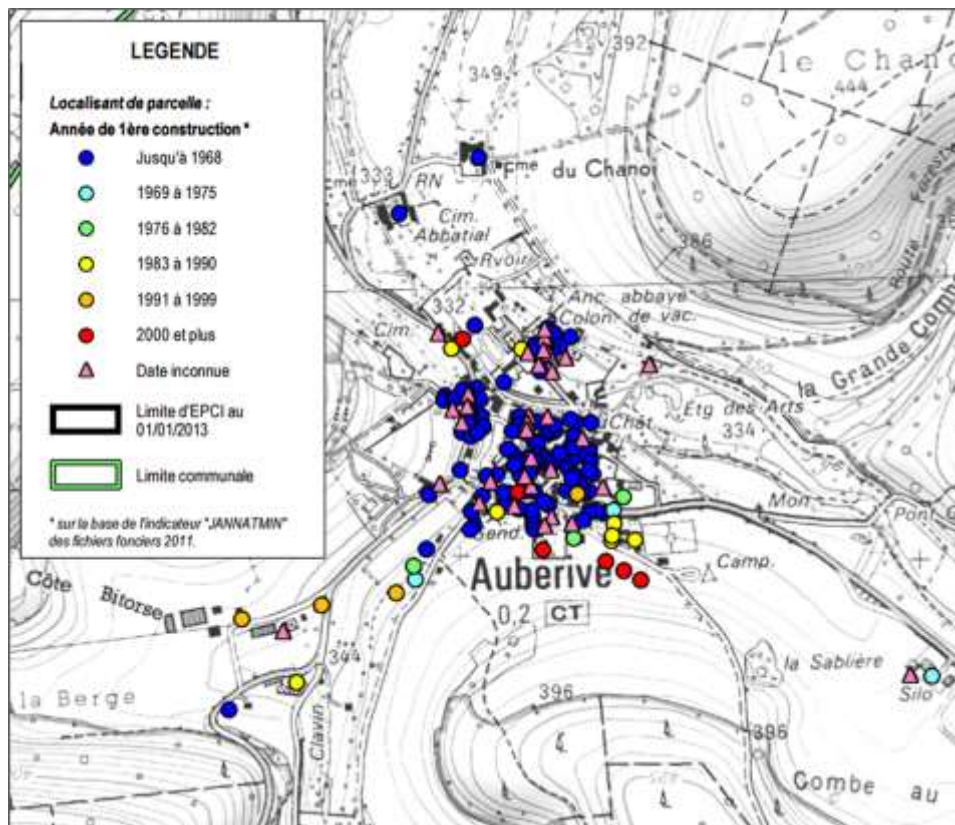
1. EVOLUTION DE L'URBANISATION

1.1. Regard sur l'évolution passée²

L'évolution du tissu bâti s'est faite sur les parties S-E et S-O du bourg, à l'opposé des zones humides et en s'adaptant au relief du site. Cela a imposé un certain étalement de la trame et la baisse de la densité sur les nouveaux secteurs (parfois même en habitat diffus).

Les dernières extensions partent vers l'Est, sous forme de pavillons individuels mêlant accession à la propriété et location. De plus un permis d'aménagé a été accordé sur un terrain bordant le camping municipal et permettant l'accueil de quelques maison ainsi que le projet de déplacement de la gendarmerie.

Aucune autre consommation d'espace n'a été enregistrée.



² L'outil principal utilisé dans le traitement de cette partie est nommé OMAR (Outil de Mesure de l'Artificialisation Résidentielle), mis en place par la DREAL Champagne-Ardenne. Lien possible :

http://www.donnees.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr/donnees/donnees_communales/_theme.php?nouv=1

2. REGARD SUR L'ÉVOLUTION A VENIR : QUELLES CAPACITÉS DE RENOUVELLEMENT?

Comme nous venons de le constater, le village est relativement dense et les possibilités de bâtir réduites à quelques jardins. Les constructions des dernières années se développent en effet sur les pourtours immédiats, le long des axes de circulation.

Les espaces libres sont peu nombreux et sont composés par des jardins, des espaces de respiration visuelle, parfois même impactés par le problème des inondations (risque) ainsi que la question des zones humides (intérêt écologique).

❖ Espaces libres

Le tissu urbain compte plusieurs espaces non bâtis peu favorables à la densification du fait de leur statut : ce sont des jardins et des vergers de taille parfois réduite.

Les dents creuses comptent parmi elles les terrains de la gendarmerie qui ne sont pas comptés dans le potentiel.

En ce qui concerne les terrains privés, un coefficient de rétention de 50% est appliqué du fait de l'impossibilité pour la mairie de garantir leur aménagement. L'évolution urbaine passée permet de constater que la rétention est certaine au vu de l'implantation des dernières constructions hors du village. Ces terrains sont séparés et leur superficie ne permet pour aucun d'entre eux de réaliser plus de 2 logements (nous utilisons une base de 12 logements par hectare). Ils permettent d'accueillir l'équivalent de 4 à 5 logements.

Enfin, la commune est propriétaire d'un vaste terrain sur lequel le permis d'aménager est accepté. Il permet l'accueil de plus de 20 logements. Cependant ce chiffre est à relativiser puisque la partie Sud pourrait accueillir les futurs locaux de la Gendarmerie.

Sur sa gauche on distingue le terrain de foot et le camping municipal.

Type	Statut	surface	Nombre	Rétention	Equivalent_logement_disponible
Extension	Terrain communal	20 070,23	0,00	0,00	25,1
Dent creuse	Jardin	926,12	0,00	0,50	0,6
Gendarmerie	Gendarmerie	1 681,98	0,00	1,00	0,0
Dent creuse	Jardin	1 081,22	0,00	0,50	0,7
Dent creuse	Jardin	1 442,59	0,00	0,50	0,9
Dent creuse	Jardin	808,36	0,00	0,50	0,5
Dent creuse	Jardin	461,13	0,00	0,50	0,3
Dent creuse	Jardin	896,30	0,00	0,50	0,6
Dent creuse	Jardin	663,94	0,00	0,50	0,4
Dent creuse	Jardin	617,41	0,00	0,50	0,4

❖ Logements vacants

Les logements vacants sont peu nombreux.

Le village compte une ruine, deux logements n'étant pas à vendre ainsi que 7 logements anciennement vacants et repris depuis le dernier recensement.

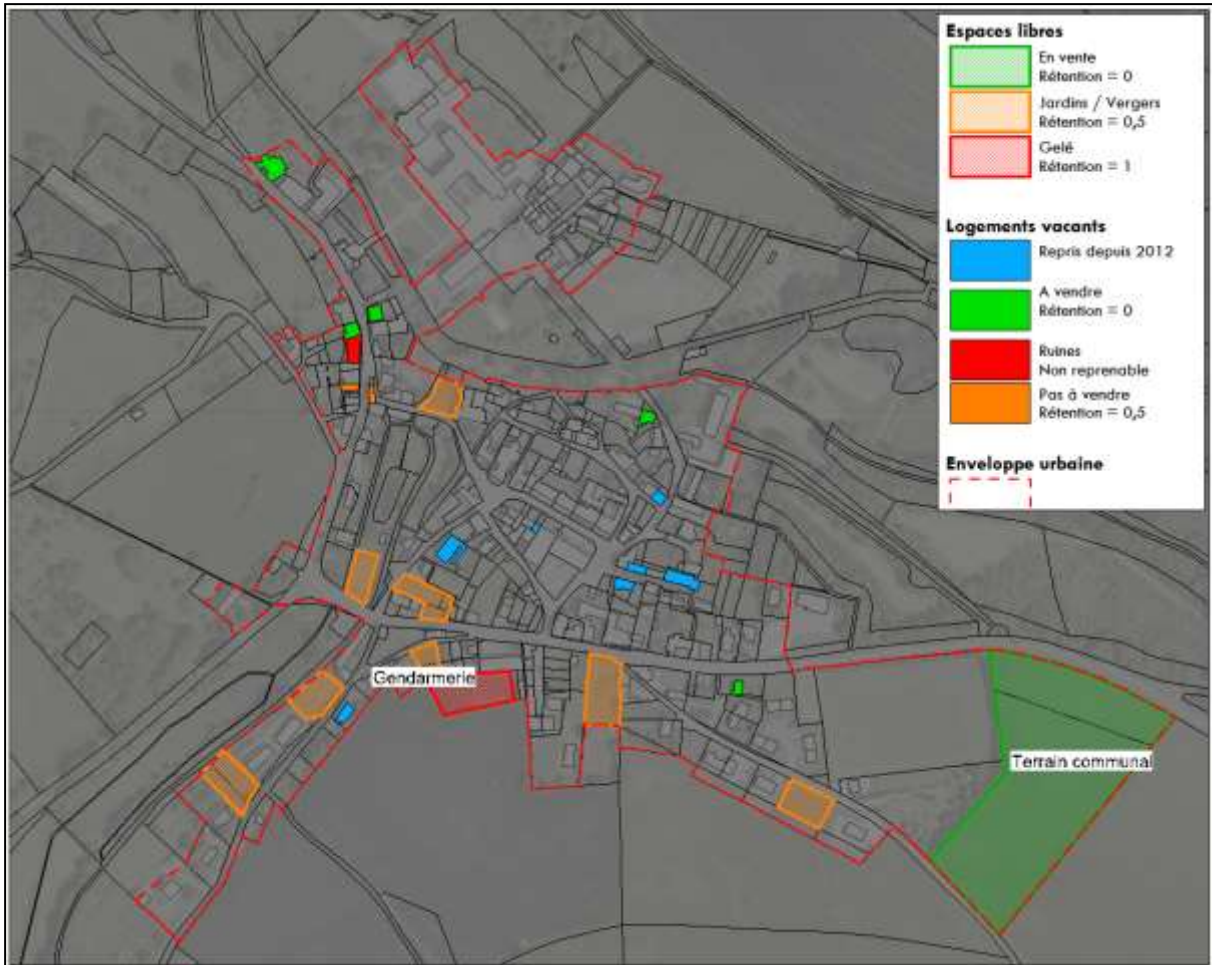
Le potentiel est donc de 7 logements, à caractère globalement ancien.

Type	Statut	surface	Nombre	Rétention	Equivalent_logement_disponible
logement	Ruine	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	A vendre	0,00	1,00	0,00	1,0
logement	A vendre	0,00	2,00	0,00	2,0
logement	Pas à vendre	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	Pas à vendre	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	A vendre	0,00	1,00	0,00	1,0
logement	Repris depuis 2012	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	A vendre	0,00	1,00	0,00	1,0
logement	Repris depuis 2012	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	Repris depuis 2012	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	Repris depuis 2012	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	Repris depuis 2012	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	Repris depuis 2012	0,00	1,00	1,00	0,0
logement	A vendre	0,00	2,00	0,00	2,0

Le potentiel total d'accueil est donc de 30 logements environ.

La municipalité, à travers sa carte communale, souhaite officialiser ce périmètre des zones d'habitat pour limiter la consommation éparse de parcelles. Aucune extension nouvelle d'habitat n'est prévue.

En parallèle, et pour permettre le développement de l'activité et de l'enseignement dans la filière bois forêt la Communauté de communes et la commune souhaitent ouvrir une zone constructible à vocation d'activité.



3. TYPOLOGIE ARCHITECTURALE

Le village est largement dominé par une architecture ancienne, réhabilitée ou non. Le parcellaire est déstructuré et les constructions semblent imbriquées, mélangées. Cependant on observe un certain alignement du front bâti.

Une harmonie très claire se dégage en termes de couleurs, de volumes et de hauteurs.

Quelques bâtiments plus récents hors du village viennent rompre avec ce modèle.

❖ Le bâti traditionnel

Le bâti traditionnel est composé de maisons accolées et de maisons individuelles, le plus souvent de type bourgeois.

Les premières sont dans le cœur du bourg mais aussi en bord de la RD428 pour quelques unités.

Ces maisons sont relativement variées en gabarit et notamment en hauteur, avec certaines à 1 étage et d'autres en RDC uniquement. Le dernier niveau est éclairé par des fenêtres d'attiques.

Le bâti agricole traditionnel est présent sous forme de longères avec grenier et parties agricoles spécifiques, différenciées de l'habitation.



Quelques maisons de maîtres ou « château » existent avec toutes les caractéristiques habituelles : toit à quatre pans, ouvertures alignées, symétrie verticale, volets persiennés ou encore chainages en pierre de taille dessinant les arrêtes de la bâtisse.



Ce qu'il faut noter dans le cadre de la carte communale reste le caractère global du village et son intégration dans le relief, grâce aux hauteurs et aux couleurs entre autre mais aussi à son caractère groupé.

❖ Le bâti contemporain

Le bâti contemporain respecte relativement bien le milieu dans lequel il s'inscrit. En cœur de bourg les réhabilitations ont respecté les hauteurs, la continuité avec l'existant, les teintes,...

Pour les pavillons isolés il convient de noter l'implantation différente en cœur de parcelle. Les matériaux sont nouveaux mais les teintes et les gabarits sont encore une fois respectés, point important vu les secteurs d'implantation (en bordure du village).



3.1.Archéologie

Les services de la DRAC notent que le territoire communal est occupé au moins depuis la fin de la préhistoire : un tumulus du premier âge du fer a été fouillé près du creux d'Aujon.

Les vestiges d'une voie romaine, dessinée sur les cartes anciennes sous le nom de « Chemin de Dijon », sont encore visibles en forêt d'Auberive.

Au moyen-âge les moines de l'abbaye ont fondé des établissements liés en partie à l'exploitation du minerai de fer, dont il reste quelques rares traces, comme à la ferme d'Amorey où des éléments du XIIIème siècle subsistent dans le bâti.

Ils rappellent que l'archéologie et la découverte d'objets par des tiers sont encadrées par les textes suivants :

- Livre 5 du code du patrimoine, relatif à l'archéologie,
- Loi du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (dont la destruction, détérioration de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques),
- Loi 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation de détecteurs de métaux et son décret d'application n°91-787 du 19 août 1991,
- Article R111-4 du code de l'urbanisme (permis de construire et prescriptions d'ordres archéologiques).

C. EQUIPEMENTS ET RESEAUX

1. EQUIPEMENTS ET SERVICES

1.1. *Scolaire et périscolaire*

La commune fait partie du regroupement pédagogique « Auberive ». L'ensemble des classes et des services périscolaires sont à Auberive. Des assistantes maternelles sont également installées sur la commune. Un ramassage scolaire est effectué sur la commune matin et soir.

NIVEAU	STRUCTURE
Périscolaire / Crèche	AUBERIVE
Maternelle / Elémentaire	AUBERIVE
Collèges	LANGRES
Lycées	LANGRES

1.2. *Sport, loisirs et culture*

En termes de sport, les habitants se rendent à Langres (piscine, salle multisports,...) pour les grosses activités. Notons que Dijon permet la pratique du patin à glace. Chaumont est équipée d'un boulodrome et Langres de musées. Un centre équestre est présent sur les communes de Villars-Santenoge et d'Arc-en-Barrois. Cette dernière possède également un terrain de golf.

La commune d'Auberive compte un terrain de foot ainsi qu'un terrain de tennis. On y trouve enfin une médiathèque et une salle des fêtes.

Plusieurs associations existent sur le territoire comme par exemple « Le foyer rural », « l'US Auberive » (club de football). Autant d'équipements, de capacités d'accueil et d'activités qui participent à l'attractivité de la commune.

En effet, ces structures drainent de nombreuses personnes des environs.

1.3. *La santé*

La plupart des services courants liés à la santé se trouvent à Langres (pharmacie, dentiste,...) La commune est équipée d'une ADMR dont le siège social est à Auberive. Un cabinet d'infirmiers et un médecin généraliste sont également installés sur la commune.

1.4. *Transport collectifs*

Il n'existe pas de transport collectif sur le territoire.

2. RESEAUX DIVERS ET DECHETS

2.1.Eau potable et captage

Le captage d'eau potable se situe à Auberive. La gestion est de type communal.

Aucun problème liés à l'eau potable n'a été répertorié (quantité trop faible, pollution, sous-pression...).

En effet l'eau potable du village vient directement de sources qui coulent en continu. Il n'y a jamais eu de problème d'alimentation.

2.2.Assainissement et eaux pluviales

L'assainissement est autonome. La commune ne dispose pas d'un schéma d'assainissement.

Gestion : SPANC Communauté de communes d'Auberive, Vingeanne et Montsaigeonnais.

Le réseau des eaux pluviales n'est pas séparatif et vient se jeter dans le réseau des eaux usées. De plus, la commune rencontre des problèmes d'inondation liés à l'écoulement des eaux pluviales, principalement sur la place de l'abbaye).

2.3.Elimination des déchets

Seules les ordures ménagères sont collectées par le SMICTOM Sud Haute-Marne.

Un ramassage au porte à porte est assuré pour les papiers et les emballages (plastiques, métalliques, ...).

Des points d'apport volontaire pour le verre, les plastiques, les emballages papiers/cartons sont également présents sur la commune

De plus, la commune possède une déchèterie.

2.4.Déplacements et stationnement

Le stationnement ne pose pas de problème particulier, les équipements publics sont équipés de parkings.

Dans le village les maisons sont équipées de terrains avec possibilité de stationnement.

Le territoire offre des possibilités de déplacements pédestres. De plus, un projet de mise aux normes PMR (personnes à mobilité réduite) est en cours de réalisation.

D. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

1. DEMOGRAPHIE

1.1. Evolution démographique

La commune enregistre une baisse progressive de sa population depuis 1968. Cependant, l'évolution démographique s'est stabilisée depuis 2009.

La Communauté de communes d'Auberive, Vingeanne et Montsaigeonnais a connu également une période de déprise démographique entre 1968 et 1999 mais de nouveaux habitants arrivent sur le territoire depuis 1999.

L'évolution démographique à Auberive dépend majoritairement du solde migratoire. Or, ce dernier est négatif et ne parvient pas à compenser le solde naturel positif.

POP T1 - Population							
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	302	270	219	233	205	195	193
Densité moyenne (hab/km ²)	4,3	3,8	3,1	3,3	2,9	2,8	2,7

POP T2M - Indicateurs démographiques						
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-1,6	-2,9	0,8	-1,4	-0,5	-0,2
<i>due au solde naturel en %</i>	0,5	-0,2	0,6	0,8	-0,3	-0,4
<i>due au solde apparent des entrées sorties en %</i>	-2,1	-2,7	0,2	-2,2	-0,2	0,2
Taux de natalité (‰)	17,4	12,1	13,3	16,1	12,5	9,3
Taux de mortalité (‰)	12,4	14,4	7,2	8,6	15,5	13,4

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

1.2. Profil générationnel de la population

La population présente un profil relativement bien équilibré, mais aux variations importantes. En effet la répartition des habitants par classes d'âges est très irrégulière entre 1999, 2009 et 2012. Les jeunes actifs (15-29 ans) sont de moins en moins nombreux sur la commune, passant de 33 à 25 personnes. A l'inverse, les « jeunes retraités » (60-74 ans) passent de 30 à 38 personnes.

Un point intéressant en terme de démographie est l'augmentation du nombre de « 0-14 ans ».

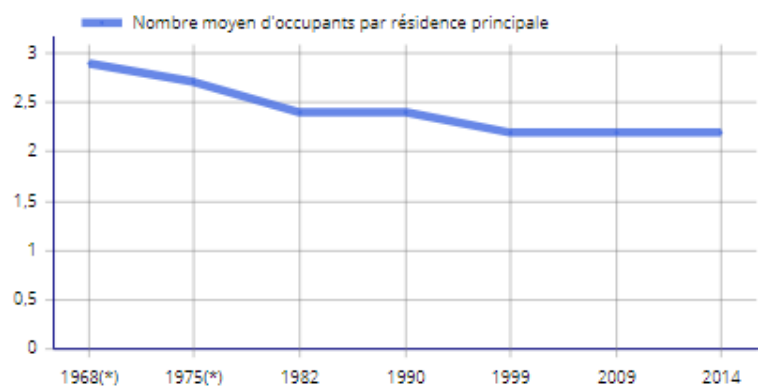
POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
Ensemble	193	100,0	195	100,0
0 à 14 ans	40	20,6	34	17,2
15 à 29 ans	25	12,7	33	16,7
30 à 44 ans	28	14,3	33	16,7
45 à 59 ans	44	22,8	44	22,4
60 à 74 ans	38	19,6	30	15,6
75 ans ou plus	19	10,1	22	11,5

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

Ce vieillissement s'accompagne logiquement d'une diminution du nombre de personnes par ménage depuis 1968, avec stabilisation depuis 1999. (2,2 aujourd'hui contre 2,8 en 1968).

2. LE LOGEMENT

2.1. Structure et évolution du parc de logements

Un programme d'intérêt général (PIG) « Habiter mieux » orienté vers la réduction de la précarité énergétique a été mis en œuvre sur le territoire du Pays de Langres pour la période 2014-2017.

Le nombre de logements est en légère diminution passant de 143 logements en 2009 à 135 en 2014.

La part des logements vacants et celle des résidences secondaires est relativement importante puisqu'elle représente près de 19% du parc total en 2012. Cependant, le taux de vacance augmente depuis 2009 alors que la part des résidences secondaires diminue.

Cependant : en 2018, les élus recensent seulement 5 logements vacants, expliquant que le reste a été repris et que des ruines ont été réhabilitées (10 logements réhabilités au cours des 10 dernières années).

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Ensemble	142	132	128	124	139	143	135
<i>Résidences principales</i>	104	99	93	98	93	90	86
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>	19	27	22	18	27	35	24
<i>Logements vacants</i>	19	6	13	8	19	18	25

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

2.2. Caractéristiques des résidences principales

La commune compte quatre appartements mais la grande majorité du parc de logements est composée de maisons.

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2014				2009	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	86	100,0	193	19,6	90	100,0
<i>Propriétaire</i>	50	58,3	102	25,5	54	59,6
<i>Locataire</i>	28	32,1	75	10,0	27	30,3
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	11	13,1	26	16,6	9	10,1
<i>Logé gratuitement</i>	8	9,5	16	15,6	9	10,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

La plupart des habitations ont plus de 4 pièces.

Il est important de noter que la diversification de l'offre permet de diversifier la population. Ainsi, un petit logement, moins onéreux, peut permettre à un jeune couple de s'installer, mais aussi à une personne âgée de rester dans le village alors que sa maison devient trop grande et inadaptée aux conditions de santé.

2.3. Les logements communaux et sociaux

La commune est propriétaire d'un logement (80m²).

Quatre logements sociaux sont présents sur le territoire. Le bailleur social de ces logements est l'Office Public de l'Habitat (OPH) HAMARIS. Le parc social de la commune est à 100% occupé. Aucun logement social n'a été construit depuis 10 ans sur la commune.

2.4. Le stationnement des gens du voyage

Aucune aire de stationnement dédiée aux gens du voyage n'existe sur la commune et aucun projet n'est prévu. La plus proche se situe à Langres.

3. L'ECONOMIE

3.1. Taux d'activité³ et de chômage⁴

Le tableau ci-joint permet de constater que la part des actifs diminue sur le territoire. De plus, le taux de chômage passe de 4,2% à 8,4%. Cependant, les pourcentages varient fortement du fait du nombre peu élevé d'habitants. Par conséquent, le départ de seulement quelques personnes peut impacter fortement les chiffres.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
Ensemble	109	122
<i>Actifs en %</i>	74,8	76,7
<i>actifs ayant un emploi en %</i>	66,4	72,5
<i>chômeurs en %</i>	8,4	4,2
<i>Inactifs en %</i>	25,2	23,3
<i>élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %</i>	9,3	7,5
<i>retraités ou préretraités en %</i>	8,4	9,2
<i>autres inactifs en %</i>	7,5	6,7

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

³ Définition INSEE : **Le taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante (15-64 ans).

⁴ Définition INSEE : **Le taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

3.2.Zone d'emploi

Les actifs habitant à Auberive travaillent très majoritairement dans le département (89% en 2012) dont près de la moitié travaille dans la commune.

De plus la commune présente un réel atout en terme d'attractivité : elle est dotée de nombreux équipements, artisans ou encore commerces, créant des emplois directs sur le territoire.

A plus grande échelle, la filière bois ainsi que le projet de Parc national sont deux exemples de potentialités fortes en termes de développement. Elles sont toutes les deux en capacité de créer un certain nombre d'emplois.

La filière forêt-bois occupe une des premières places dans le paysage économique local. Au travers des pépinières forestières, des gestionnaires, des entreprises d'exploitation, des scieurs et autres industriels, des menuisiers, charpentiers, producteurs de charbon de bois et de bois de chauffage, ce sont plus de 400 personnes qui sont employées sur le territoire.

Le territoire compte plusieurs leaders dans leur secteur d'activité, des entreprises présentes depuis des dizaines d'années qui rappellent la place que prend l'économie du bois dans la région : entre autres, les pépinières Naudet, la société Brugère pour le déroulage de hêtre, les établissements Bordet qui produisent du charbon de bois...⁵

L'installation de nouveaux actifs peut profiter à la Communauté de communes en général et à Auberive.

3.3.Les principaux équipements économiques et commerciaux

3.3.1. Tourisme et commerces

La commune compte une agence postale, une boulangerie, une boucherie, un buraliste, une épicerie, deux restaurants et un antiquaire.

Les services complets sont accessibles à Langres et à Arc en Barrois.

La commune d'Auberive dispose également d'équipements touristiques avec l'implantation d'un camping traditionnel et d'un éco-camping.

La création du Parc National et le cadre naturel de grande qualité sont deux atouts touristiques pour le secteur.

⁵ Sourec : Site du GIP du futur PNFCB. <http://www.forets-champagne-bourgogne.fr/fr/des-connaissances/les-activites/la-filiere-foret-bois>

3.4. Le projet BIOTOPE

En 2017, quatre agriculteurs cumulant plusieurs savoir-faire et productions complémentaires, (blé, seigle, épeautre, triticale, colza, lentille, pois, cameline, chanvre, quinoa, sarrasin, pomme de terre, ... ainsi que des prairies et de l'élevage), décident de se regrouper afin de transformer et commercialiser l'ensemble leurs produits et de valoriser les coproduits dans leurs élevages.

Il s'agit de collecter, nettoyer, stocker, transformer, conditionner et vendre des produits agricoles issus des fermes bio situées sur le territoire du futur parc national afin l'objectif final de valoriser leurs produits de façon collective et territoriale.

L'ensemble de ces taches sera effectué sur un site et assuré par 2 salariés qualifiés à temps plein, eux-mêmes secondés par 1 saisonnier pendant la moisson.

Les produits bruts (blé épeautre, seigle, triticale, colza, cameline, chanvre,...) et coproduits de transformations (issus de céréales et tourteaux) seront transportés par une entreprise locale sur le site ou dans les fermes.

Dans un second temps, d'un point de vente collectif sera créé, où les farines et huiles seront vendues au côté des autres produits alimentaires (pomme de terre, lentille, quinoa, ...) issus des 4 fermes.

Ce point de vente collectif permettra de distribuer d'autres produits issus du territoire du futur parc national (fruits et légumes frais, produits laitiers, œufs, etc.). La vente et la gestion du magasin, ainsi que les tâches administratives, seront assurées par 2 salariés à temps plein au minimum.

Dans un troisième temps, au côté du point de vente collectif viendra se greffer une boulangerie pâtisserie, en partenariat avec un artisan boulanger qui travaillera les farines bio produites sur site.

Cette boulangerie créera 2 à 3 emplois locaux et permettra aux habitants de consommer bio et local tout au long de l'année.

Dans un quatrième temps, un point de restauration bio et locale verra le jour afin de répondre à une demande touristique et locative croissante. Cela permettra de mettre en valeur les produits et savoir-faire gastronomique du territoire du futur parc national.

Les acteurs de ce projet sont :

- Guillaume CATHELAT, exploitant agricole à Colmier le Haut. Exploitation en agriculture biologique depuis 1999. Eleveur de 70 bêtes Charolaises en bio.
- Johann HOFER et David SOENEN, associés, exploitants agricoles à Rouvres et Aulnoy sur Aube, en agriculture biologique, éleveurs bio de 60 bêtes Aubrac.
- Alexandre DORMOY, exploitant agricole à Dancevoir. Membre fondateur d'un magasin de producteurs (Brin De Campagne), en conversion en agriculture biologique.

Ils sont maintenant associés en SARL et sont en cours d'acquisition de l'ancien silo d'Auberive afin d'y installer cellules, chaînes de tri, équipements de séchage et de conditionnement.

Le compromis de vente a d'ores et déjà été signé, l'acquisition sera donc conclue au cours de cet été.

Trois des quatre exploitations associées de BIOTOPE exploitent dans la vallée de l'Aube. Toutes sont dans le périmètre d'étude du projet de Parc National de Forêts feuillues de Plaine "Entre Champagne et Bourgogne".

L'agriculture de conservation, les pratiques économes en intrants s'y développent avec l'implantation de mélanges cultureux dans les systèmes de polyculture-élevage. Ceci implique d'avoir des possibilités de trier leurs mélanges. De plus, le projet de Parc National impliquera des évolutions de pratiques agricoles pour les exploitations localisées dans le périmètre du parc.

Le projet a été rédigé avec l'étroite collaboration de la chambre d'Agriculture de la Haute-Marne dans le cadre de sa contribution au Plan Ambition Bio et de sa Mission Agronomique de Protection de l'Eau.

Au fil de la constitution de cet ambitieux projet, des rencontres avec d'autres porteurs de projet de la filière bio ont eu lieu et aujourd'hui des initiatives viennent s'agréger sur le site d'Auberive. Ils sont présentés ci-après.

Saveur de Mets

Pour la collecte et la transformation des produits oléagineux, l'entreprise exploite tout d'abord les possibilités de s'installer dans le département de l'Aube. Puis le projet BIOTOPE attire particulièrement leur attention :

- ambition partagée,
- complémentarité des projets,
- positionnement géographique attractif, proche de l'axe autoroutier,
- périmètre d'approvisionnement particulièrement intéressant au regard des exploitations agriculteurs dans les départements voisins,
- territoire d'un futur parc national,
- terrain disponible à Auberive avec possibilité d'extension

Le projet est alors très favorablement accueilli par la Chambre d'Agriculture de la Haute Marne et la CCI – Haute-Marne Expansion, qui les accompagne aujourd'hui

La démarche est basée sur le « circuit court » : pas d'intermédiaires et approvisionnement le plus proche possible, moins de 250 kms. Avec une approche « Carbone Zéro », basé sur un bilan carbone volontaire (non réglementaire) un plan de diminution de la production de gaz à effet de serre.

Les agriculteurs partenaires : Départements de la Haute-Marne, Aube, Côte d'Or

L'Entreprise entretient une relation privilégiée avec ses agriculteurs partenaires et propose leurs produits à la vente dans les boutiques Saveur de Mets.

Ces produits sont 100% français, d'origine biologique et grâce à un fort partenariat sont distribués en circuit court du producteur au consommateur.

4. L'AGRICULTURE⁶

4.1. Les exploitations agricoles : localisation et fonction

Deux exploitations ont leur siège social sur le territoire d'Auberive.

La commune compte 6 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elles sont dispersées sur l'ensemble du territoire communal avec l'élevage pour activité principale. De plus, ces ICPE étant assez éloignées du village, il n'y a donc aucun conflit d'usage avec une possible urbanisation. Trois fermes à vocation d'habitation sont également implantées sur la commune dont deux au nord du village.

Deux périmètres RSD sont également présents au sud et au Nord du village.

Il n'y a aujourd'hui pas de projet identifié.

4.2. INAO : aire d'appellation

SIQO	AIRES D'APPELATION
IGP Produits laitiers	EMMENTAL FRANÇAIS EST-CENTRAL
IGP Vins	HAUTE-MARNE
IGP Volailles	VOLAILLES DE BOURGOGNE
IGP Volailles	VOLAILLES DU PLATEAU DE LANGRES
AOC-AOP Produits laitiers	LANGRES
AOC-AOP Produits laitiers	EPOISSES

4.3. Autres caractéristiques

La circulation agricole ne pose pas de problème particulier.

L'irrigation ne pose pas de problème non plus.

⁶ Les données sur l'agriculture proviennent en partie de la base de données AGREST, de l'INSEE, mais aussi d'une réunion avec les exploitants agricoles portant sur leurs structures, leurs projets et les problèmes qu'ils peuvent rencontrer.

La révolution de l'agriculture biologique est en marche

HAUTE-MARNE Même si seulement 5 % des terres sont aujourd'hui cultivées en bio, la Haute-Marne ne manque pas de projets. Deux d'entre eux ont été récemment présentés par la chambre d'agriculture.

La Haute-Marne compte 6 500 ha de superficie agricole biologique soit environ 5 % de ses terres. On peut toujours dire que c'est peu, cependant, il semble que les mentalités évoluent à toute vitesse et que l'on se dirige vers une extension de l'agriculture biologique. Dans le département, il y a 105 agrobiologistes dont 51 producteurs de céréales et graines. Un chiffre encourageant puisque les demandes de conversion en bio se multiplient à la chambre d'agriculture. « C'est un tournant, le bio est porteur en ce moment », confirme le président de la chambre, Christophe Fisher. Suite aux nombreuses actions de promotion, 30 à 60 porteurs de projet de conversion sont accueillis chaque année. Seulement 5 à 10 candidats à l'agrobiologie concrétisent leur projet en raison de l'absence d'outils de stockage et de traitement des graines sur le département obligeant les candidats à la conversion à investir sur leur exploitation. « Les attentes sont fortes, la société attend de l'agriculture des changements de pratiques », poursuit Christophe Fisher. La chambre consulairale multiplie ainsi les rencontres entre paysans afin de partager les expériences, les attentes et les projets.

UN PROJET COLLECTIF

En 2017, quatre agrobiologistes de la vallée de l'Aube ont l'opportunité d'acquiescer un ancien silo à Auberive et ont créé une société civile immobilière, la « SCI de la Combe au Pré Vert ». Aujourd'hui, ils se sont associés en SARL pour exploiter le site et l'équiper en cellules chaîne de tri, séchage et conditionnement afin de traiter l'ensemble de leurs récoltes et de proposer des prestations de services à d'autres agrobiologistes. « C'est une approche différente et il faut y croire », souligne l'un des porteurs du projet, Guillaume



Quatre agriculteurs d'Auberive prêts à se lancer dans une unité de tri, séchage, stockage et conditionnement des céréales et graines biologiques.

DES FERMES DE RÉFÉRENCE

Un réseau de fermes de références se met en place. Il en existe trois en grandes cultures. Vincent Déchaux de Fays en fait partie depuis trois ans. L'évolution est notable sur son exploitation avec une utilisation à base de phytothérapie afin de « remplacer les antibiotiques plus dangereux pour la santé ».

Cathelat exploitant à Colmier-le-Haut. Il vient avec ses trois associés de présenter son projet qui est situé dans le périmètre du projet de parc National. « C'est à proximité de territoires à forts enjeux », il est donc au cœur de terres agricoles soumis à de fortes pressions environnementales et pourrait dès lors favoriser les conversions », explique Blandine Daniel, coordinatrice agriculture biologique à la chambre. Les quatre hommes espèrent créer un large mouvement et sont persuadés qu'on est plus fort à plusieurs que tout seul. « Un collectif d'agriculteurs peut fournir du pain bio », cite en exemple Alexandre Dormoy de Dancevoir qui participe également à ce projet dont l'investissement pourrait se porter à hauteur de deux millions d'euros.

DES HUILES HAUT DE GAMME

Avec des tarifs intéressants, les exploitants pourraient réaliser des plus-values sur leurs produits triés, séchés et conditionnés. Une capacité de stockage de 560 tonnes et un objectif de 1 800 tonnes traitées, permettront d'accueillir jusqu'à 30 cultures et variétés différentes. La diversification des débouchés et des revenus est un aspect non négligeable. Ce projet prévoit par ailleurs à moyen terme (2019 à 2021) le développement progressif d'activités de transformation (meunerie, presse, biscuiterie, boulangerie...) et l'installation d'un point de vente sur le même site afin de profiter des atouts d'Auberive comme l'auto-route et le parc national. L'autre projet, « Saveur de mets », est porté par Philippe Aubert qui souhaite développer des huiles



La chambre d'agriculture a déjà reçu une dizaine de projets de conversion depuis un mois.

végétales bio de grande qualité. Des produits haut de gamme qui auront une saveur particulière. Selon lui, « les huiles se travaillent comme le vin » et il s'est attaché les services d'un oenologue pour mener à bien ce projet à destination des grands restaurants. Les graines seront issues de Haute-Marne et de l'Aube et le recherche un site d'implantation dans ce secteur.

Bertrand Poytégur

À noter

La Chambre d'agriculture envisage une dizaine de rencontres en 2018 autour de l'agriculture biologique. « Tour d'étable », démonstrations de matériel... sont programmés. Un forum des opportunités est également à l'ordre du jour.

Ils s'organisent



David Soenne (Aulnoy-sur-Aube), Guillaume Cathelat (Colmier-le-Haut) et Alexandre Dormoy (Dancevoir) forment avec Johanne Hofer (absent), le groupe d'agriculteurs qui ont créé BioTope.

L'agriculture bio a beaucoup souffert d'un manque d'organisation de ses filières. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Ainsi l'exemple de BioTope est assez exemplaire. Il s'agit d'un regroupement de trois exploitations sur le secteur d'Auberive qui sont en bio et qui ont la volonté d'être présentes de la production à la commercialisation. BioTope se positionne sur le marché des céréales mais pas seulement. Leur société va s'installer à Auberive et proposera le triage, nettoyage, séchage et stockage de céréales. « Les filières sont inexistantes, il faut des gros volumes pour vendre à des sociétés », rappelle Alexandre Dormoy, agriculteur de Dancevoir. BioTope va proposer ce service à tous les céréaliers. « Nous aurons une capacité de séchage qui pourra permettre de faire du raisin sec », illustre Alexandre Dormoy. Leur activité va entraîner la venue d'une seconde société, Saveurs des mets, qui produit et commercialise des huiles bio 100 % françaises. Le lien entre les deux activités est tout trouvé.

La création de BioTope a été suscitée par l'absence de transformateur sur place et aussi avec la volonté de générer de l'activité économique endogène. « On est dans le parc, on veut y croire. Jusqu'à présent on était obligé d'envoyer nos lentilles en Auvergne pour être triées. A partir de juin 2019, tout se fera à Auberive », se réjouit Alexandre.

PARTIE 2. ANALYSE DES DISPOSITIONS DE LA CARTE COMMUNALE

A. PARTI D'AMENAGEMENT

1. CONTEXTE PRECEDANT L'ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE

La commune n'est actuellement dotée d'aucun document d'urbanisme et est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme. Le parc de logement a été largement réhabilité et ne compte aujourd'hui plus que quelques logements vacants. En compléments, des habitations neuves ont été construites et un terrain a reçu un permis d'aménager il y a quelques années.

1.1.Objectifs communaux

Au regard du diagnostic, les principes retenus sont notamment :

- Permettre l'accueil de nouveaux habitants, afin de maintenir la dynamique démographique,
- Réussir en parallèle à maîtriser l'urbanisation afin d'éviter les éléments diffus et de garantir un aménagement global et cohérent,
- Préserver la qualité du site urbain et de ses abords en mettant en place un réel projet de territoire,
- Préserver les paysages, à forte valeur attractive et constituant une richesse majeure du cadre de vie local.
- Gérer la question de l'économie et du tourisme, liée notamment à la filière bois.

2. PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

Les prévisions sont peu importantes du fait de l'évolution de la population durant les dernières décennies. Il s'agit donc pour la commune d'entériner le périmètre actuel de son agglomération, en incluant les zones non aménagées ayant d'ores et déjà reçu des permis.

3. PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La commune et la communauté de communes font de l'économie un levier majeur du développement local et de l'attractivité du territoire.

La filière bois est bien entendu un axe privilégié par ce territoire, sur lequel les forêts constituent une part non négligeable du patrimoine naturel et économique.

Le territoire communal est un symbole de cette thématique par sa taille et sa couverture boisée.

A ce titre la communauté de communes projette l'installation d'un site de mise en valeur du bois (valorisation / transformation) sur un terrain lui appartenant. Son projet intègre totalement les principes de l'école « futaie irrégulière ».

3.1. Consommation d'espaces et prévisions d'extension

La consommation de terres agricoles a été limitée sur les 10 dernières années. Cela a provoqué une extension de la trame bâtie notamment vers le S-E et le S-O. Un des objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de l'élaboration de sa carte communale est de mieux maîtriser le développement urbain à venir par rapport au profil historique.

En parallèle, de nombreuses réhabilitations ont été réalisées au cœur du village.

En termes de consommation d'espaces naturels et agricoles à venir, le projet communal et intercommunal se concentre sur le développement de la filière bois/forêt et celui du tourisme.

En effet, concernant la zone U traditionnelle, seule la trame urbaine actuelle (habitat, équipements sportifs et touristiques) ainsi que le lotissement en cours d'aménagement sont intégrés.

D'ici à 2030, Auberive limite donc par son zonage et son projet urbain la possibilité d'accueil à 70 personnes environ, permettant de prolonger la présence de familles avec enfants tout en maîtrisant la consommation d'espace.

L'activité :

Le territoire, intégré au projet de Parc National notamment, porte la valorisation de la filière bois/forêt. Cette filière est une force en termes d'attractivité, économique et touristique, que l'intercommunalité souhaite mettre à profit en mettant en place à Auberive sur un terrain de 6ha lui appartenant une structure de valorisation du bois, tournée vers l'école de la futaie irrégulière.

3.2. Zonage et règlement

Article R*161-4

Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

a) A des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

b) A l'exploitation agricole ou forestière ;

c) A la mise en valeur des ressources naturelles.

La DRAC rappelle les points suivants :

- « En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au maire de la commune, lequel prévient la DRAC de Champagne Ardenne (3 faubourg Saint-Antoine - CS 60449 51037 Châlons-en-Champagne cedex_Tél : 03.26.70.36.50 / Fax : 03.26.70.43.71)
- Le décret n°2004-490 prévoit que : « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrage ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations »(art. 1).
- Conformément à l'article 7 du même décret, « ...les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux... peuvent décider de saisir le Préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance ».

3.2.1. Règlement National d'Urbanisme (RNU)

Partie législative

Sous-section 1 : Localisation et implantation

Article L111-3

En l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune.

Article L111-4

Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune :

1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;

2° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;

3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;

4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application.

Article L111-5

La construction de bâtiments nouveaux mentionnée au 1° de l'article L. 111-4 et les projets de constructions, aménagements, installations et travaux mentionnés aux 2° et 3° du même article ayant pour conséquence une réduction des surfaces situées dans les espaces autres qu'urbanisés et sur lesquelles est exercée une activité agricole ou qui sont à vocation agricole doivent être préalablement soumis pour avis par l'autorité administrative compétente de l'Etat à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

La délibération mentionnée au 4° de l'article L. 111-4 est soumise pour avis conforme à cette même commission départementale. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai d'un mois à compter de la saisine de la commission.

Section 2 : Densité et reconstruction des constructions

Article L111-14

Sous réserve des dispositions de l'article L. 331-10, la surface de plancher de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment.

Un décret en Conseil d'Etat précise notamment les conditions dans lesquelles peuvent être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation.

Article L111-15

Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

Section 3 : Performances environnementales et énergétiques

Article L111-16

Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. Le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable peut néanmoins comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par décret.

Article L111-17

Les dispositions de l'article L. 111-16 ne sont pas applicables :

1° Dans un secteur sauvegardé, dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble protégé en application de l'article L. 151-19 ;

2° Dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

Article L111-18

Toute règle nouvelle qui, à l'intérieur d'un des périmètres visés aux 1° et 2° de l'article L. 111-17, interdit ou limite l'installation des dispositifs énumérés à l'article L. 111-16 fait l'objet d'une motivation particulière.

Section 4 : Réalisation d'aires de stationnement

Article L111-19

Nonobstant toute disposition contraire du plan local d'urbanisme, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes d'un commerce soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale prévue aux 1° et 4° du I de l'article L. 752-1 du code de commerce et à l'autorisation prévue au 1° de l'article L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée, ne peut excéder un plafond correspondant aux trois quarts de la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce. Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement destinées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface.

Article L111-20

Lorsqu'un établissement de spectacles cinématographiques soumis à l'autorisation prévue aux articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée n'est pas installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale prévues à l'article L. 752-1 du code de commerce, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes de cet établissement de spectacles cinématographiques ne doit pas excéder une place de stationnement pour trois places de spectateur.

Article L111-21

Les dispositions des articles L. 111-19 et L. 111-20 ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

Section 5 : Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique

Article L111-22

Sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, le conseil municipal peut, par délibération prise après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, identifier et localiser un ou plusieurs éléments présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique et définir, si nécessaire, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

Article L111-23

La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs peut être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L. 111-11, lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Section 6 : Mixité sociale et fonctionnelle

Article L111-24

Conformément à l'article L. 302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation, dans les communes faisant l'objet d'un arrêté au titre de l'article L. 302-9-1 du même code, dans toute opération de construction d'immeubles collectifs de plus de douze logements ou de plus de 800 mètres carrés de surface de plancher, au moins 30 % des logements familiaux sont des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 dudit code, hors logements financés avec un prêt locatif social. L'autorité administrative compétente de l'Etat, sur demande motivée de la commune, peut déroger à cette obligation pour tenir compte de la typologie des logements situés à proximité de l'opération.

Section 7 : Camping, aménagement des parcs résidentiels de loisirs, implantation des habitations légères de loisirs et installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes

Article L111-25

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles peuvent être installées ou implantées des caravanes, résidences mobiles de loisirs et habitations légères de loisirs.

Ce décret détermine les catégories de terrains aménagés sur lesquels les résidences mobiles de loisirs et les habitations légères de loisirs peuvent être installées ou implantées ainsi que les dérogations aux règles qu'il fixe en vue de permettre le relogement provisoire des personnes victimes de catastrophes.

Partie réglementaire

Section 1 : Localisation, implantation et desserte des constructions et aménagements

Article R111-2

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R111-3

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est susceptible, en raison de sa localisation, d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit.

Article R111-4

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R111-5

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article R111-6

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 111-5.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article R111-7

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer le maintien ou la création d'espaces verts correspondant à l'importance du projet.

Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3 peut exiger la réalisation, par le constructeur, d'aires de jeux et de loisirs situées à proximité de ces logements et correspondant à leur importance.

Article R111-8

L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur.

Article R111-9

Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, ceux-ci doivent être desservis par un réseau de distribution d'eau potable sous pression raccordé aux réseaux publics.

Article R111-10

En l'absence de réseau public de distribution d'eau potable et sous réserve que l'hygiène générale et la protection sanitaire soient assurées, l'alimentation est assurée par un seul point d'eau ou, en cas d'impossibilité, par le plus petit nombre possible de points d'eau.

En l'absence de système de collecte des eaux usées, l'assainissement non collectif doit respecter les prescriptions techniques fixées en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales.

En outre, les installations collectives sont établies de manière à pouvoir se raccorder ultérieurement aux réseaux publics.

Article R111-11

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives de distribution d'eau potable peuvent être accordées à titre exceptionnel, lorsque la grande superficie des parcelles ou la faible densité de construction ainsi que la facilité d'alimentation individuelle font apparaître celle-ci comme nettement plus économique, mais à la condition que la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution puissent être considérées comme assurées.

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives peuvent être accordées pour l'assainissement lorsque, en raison de la grande superficie des parcelles ou de la faible densité de construction, ainsi que de la nature géologique du sol et du régime hydraulique des eaux superficielles et souterraines, l'assainissement individuel ne peut présenter aucun inconvénient d'ordre hygiénique.

Article R111-12

Les eaux résiduaires industrielles et autres eaux usées de toute nature qui doivent être épurées ne doivent pas être mélangées aux eaux pluviales et aux eaux résiduaires industrielles qui peuvent être rejetées en milieu naturel sans traitement. Cependant, ce mélange est autorisé si la dilution qui en résulte n'entraîne aucune difficulté d'épuration.

L'évacuation des eaux résiduaires industrielles dans le système de collecte des eaux usées, si elle est autorisée, peut être subordonnée notamment à un prétraitement approprié.

Lorsque le projet porte sur la création d'une zone industrielle ou la construction d'établissements industriels groupés, l'autorité compétente peut imposer la desserte par un réseau recueillant les eaux résiduaires industrielles les conduisant, éventuellement après un prétraitement approprié, soit au système de collecte des eaux usées, si ce mode d'évacuation peut être autorisé compte tenu notamment des prétraitements, soit à un dispositif commun d'épuration et de rejet en milieu naturel.

Article R111-13

Le projet peut être refusé si, par sa situation ou son importance, il impose soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics.

Article R111-14

En dehors des parties urbanisées des communes, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation ou sa destination :

1° A favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés ;

2° A compromettre les activités agricoles ou forestières, notamment en raison de la valeur agronomique des sols, des structures agricoles, de l'existence de terrains faisant l'objet d'une délimitation au titre d'une appellation d'origine contrôlée ou d'une indication géographique protégée ou comportant des équipements spéciaux importants, ainsi que de périmètres d'aménagements fonciers et hydrauliques ;

3° A compromettre la mise en valeur des substances mentionnées à l'article L. 111-1 du code minier ou des matériaux de carrières inclus dans les zones définies à l'article L. 321-1 du même code.

Article R111-15

Une distance d'au moins trois mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus situés sur un terrain appartenant au même propriétaire.

Article R111-16

Lorsque le bâtiment est édifié en bordure d'une voie publique, la distance comptée horizontalement de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points. Lorsqu'il existe une obligation de construire au retrait de l'alignement, la limite de ce retrait se substitue à l'alignement. Il en sera de même pour les constructions élevées en bordure des voies privées, la largeur effective de la voie privée étant assimilée à la largeur réglementaire des voies publiques.

Toutefois une implantation de la construction à l'alignement ou dans le prolongement des constructions existantes peut être imposée.

Article R111-17

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au

moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Article R111-18

Lorsque, par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions de l'article R. 111-17, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble.

Article R111-19

Des dérogations aux règles édictées aux articles R. 111-15 à R. 111-18 peuvent être accordées par décision motivée de l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, après avis du maire de la commune lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente.

En outre, le préfet peut, après avis du maire, apporter des aménagements aux règles prescrites aux articles R. 111-15 à R. 111-18, sur les territoires où l'établissement de plans locaux d'urbanisme a été prescrit, mais où ces plans n'ont pas encore été approuvés.

Article R111-20

Les avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévus à l'article L. 111-5 sont réputés favorables s'il ne sont pas intervenus dans un délai d'un mois à compter de sa saisine par le préfet de département.

Section 2 : Densité et reconstruction des constructions

Article R111-21

La densité de construction est définie par le rapport entre la surface de plancher de cette construction et la surface de terrain sur laquelle elle est ou doit être implantée.

La superficie des terrains cédés gratuitement en application de l'article R. 332-16 est prise en compte pour la définition de la densité de construction.

Article R111-22

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;

- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Section 3 : Performances environnementales et énergétiques

Article R111-23

Pour l'application de l'article L. 111-16, les dispositifs, matériaux ou procédés sont :

- 1° Les bois, végétaux et matériaux biosourcés utilisés en façade ou en toiture ;
- 2° Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée. Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme précise les critères d'appréciation des besoins de consommation précités ;
- 3° Les équipements de récupération des eaux de pluie, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée ;
- 4° Les pompes à chaleur ;
- 5° Les brise-soleils.

Article R111-24

La délibération par laquelle, en application du 2° de l'article L. 111-17, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent délimite un périmètre dans lequel les dispositions de l'article L. 111-16 ne s'appliquent pas fait l'objet des procédures d'association du public et de publicité prévues aux articles L. 153-47 et R. 153-20.

L'avis de l'architecte des Bâtiments de France mentionné au 2° de l'article L. 111-17 est réputé favorable s'il n'est pas rendu par écrit dans un délai de deux mois après la transmission du projet de périmètre par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent matière de plan local d'urbanisme.

Section 4 : Réalisation d'aires de stationnement

Article R111-25

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux caractéristiques du projet.

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher existant avant le commencement des travaux.

Section 5 : Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique

Article R111-26

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R111-27

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Article R111-28

Dans les secteurs déjà partiellement bâtis, présentant une unité d'aspect et non compris dans des programmes de rénovation, l'autorisation de construire à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes peut être refusée ou subordonnée à des prescriptions particulières.

Article R111-29

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparentés d'un bâtiment doivent, lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales, avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

Article R111-30

La création ou l'extension d'installations ou de bâtiments à caractère industriel ainsi que de constructions légères ou provisoires peut être subordonnée à des prescriptions particulières, notamment à l'aménagement d'écrans de verdure ou à l'observation d'une marge de reculement.

Section 6 : Camping, aménagement des parcs résidentiels de loisirs, implantation des habitations légères de loisirs et installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes

Sous-section 1 : Camping

Article R111-32

Le camping est librement pratiqué, hors de l'emprise des routes et voies publiques, dans les conditions fixées par la présente sous-section, avec l'accord de celui qui a la jouissance du sol, sous réserve, le cas échéant, de l'opposition du propriétaire.

Article R111-33

Le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping sont interdits :

1° Sauf dérogation accordée, après avis de l'architecte des Bâtiments de France et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, par l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, sur les rivages de la mer et dans les sites inscrits en application de l'article L. 341-1 du code de l'environnement ;

2° Sauf dérogation accordée par l'autorité administrative après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans les sites classés ou en instance de classement en application de l'article L. 341-2 du code de l'environnement ;

3° Sauf dérogation accordée dans les mêmes conditions que celles définies au 1°, dans les secteurs sauvegardés créés en application de l'article L. 313-1, dans le champ de visibilité des édifices classés au titre des monuments historiques et des parcs et jardins classés ou inscrits et ayant fait l'objet d'un périmètre de protection délimité dans les conditions prévues à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ainsi que dans les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou, lorsqu'elles subsistent, dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager et dans les zones de protection mentionnées à l'article L. 642-9 du code du patrimoine, établies sur le fondement des articles 17 à 20 de la loi du 2 mai 1930 ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;

4° Sauf dérogation accordée, après avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, par l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, dans un rayon de 200 mètres autour des points d'eau captée pour la consommation, sans préjudice des

dispositions relatives aux périmètres de protection délimités en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique.

Article R111-34

La pratique du camping en dehors des terrains aménagés à cet effet peut en outre être interdite dans certaines zones par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu. Lorsque cette pratique est de nature à porter atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques, aux paysages naturels ou urbains, à la conservation des perspectives monumentales, à la conservation des milieux naturels ou à l'exercice des activités agricoles et forestières, l'interdiction peut également être prononcée par arrêté du maire.

Ces interdictions ne sont opposables que si elles ont été portées à la connaissance du public par affichage en mairie et par apposition de panneaux aux points d'accès habituels aux zones visées par ces interdictions. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'urbanisme et du tourisme fixe les conditions dans lesquelles est établie cette signalisation.

Article R111-35

Les terrains de camping sont soumis à des normes d'urbanisme, d'insertion dans les paysages, d'aménagement, d'équipement et de fonctionnement fixées par des arrêtés conjoints des ministres chargés de l'urbanisme, de l'environnement, de la santé publique et du tourisme. Ces arrêtés peuvent prévoir des règles particulières pour les terrains aménagés pour une exploitation saisonnière en application de l'article R. 443-7.

Sous-section 2 : Parcs résidentiels de loisirs

Article R111-36

Les parcs résidentiels de loisirs sont soumis à des normes d'urbanisme, d'insertion dans les paysages, d'aménagement, d'équipement et de fonctionnement définies par des arrêtés conjoints des ministres chargés de l'urbanisme, de la santé publique et du tourisme.

Sous-section 3 : Habitations légères de loisirs

Article R111-37

Sont regardées comme des habitations légères de loisirs les constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs.

Article R111-38

Les habitations légères de loisirs peuvent être implantées :

- 1° Dans les parcs résidentiels de loisirs spécialement aménagés à cet effet ;
- 2° Dans les villages de vacances classés en hébergement léger en application du code du tourisme ;

3° Dans les dépendances des maisons familiales de vacances agréées en application du code du tourisme ;

4° Dans les terrains de camping régulièrement créés, à l'exception de ceux créés par une déclaration préalable ou créés sans autorisation d'aménager, par une déclaration en mairie, sur le fondement des dispositions du code de l'urbanisme dans leur rédaction antérieure au 1er octobre 2007 ou constituant des aires naturelles de camping. Dans ce cas, le nombre d'habitations légères de loisirs doit demeurer inférieur soit à trente-cinq lorsque le terrain comprend moins de 175 emplacements, soit à 20 % du nombre total d'emplacements dans les autres cas.

Article R111-39

Les auvents, rampes d'accès et terrasses amovibles peuvent être accolés aux habitations légères de loisirs situées dans l'enceinte des lieux définis à l'article R. 111-38.

Ces installations accessoires, qui ne doivent pas être tenues au sol par scellement ou toute autre fixation définitive, doivent pouvoir être, à tout moment, facilement et rapidement démontables.

Article R111-40

En dehors des emplacements prévus à l'article R. 111-38, l'implantation des habitations légères de loisirs est soumise au droit commun des constructions.

Il en est de même en cas d'implantation d'une habitation légère de loisirs sur un emplacement situé à l'intérieur du périmètre d'un terrain de camping, village de vacances ou dépendance de maison familiale mentionné aux 2° à 4° de l'article R. 111-38 qui a fait l'objet d'une cession en pleine propriété, de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance ou d'une location pour une durée supérieure à deux ans.

Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables :

1° Dans les terrains de camping constitués en société dont les parts ou les droits sociaux donnent vocation à l'attribution d'un emplacement en propriété ou en jouissance, enregistrée avant le 1er octobre 2011 ;

2° Dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ou de dépendances de maisons familiales de vacances agréées au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une cession en pleine propriété ou de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance avant le 1er octobre 2011 ;

3° Jusqu'au terme du contrat, dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ou de dépendances de maisons familiales de vacances agréées au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une location d'une durée supérieure à deux ans avant le 1er octobre 2011.

Sous-section 4 : Résidences mobiles de loisirs

Article R111-41

Sont regardés comme des résidences mobiles de loisirs les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent des moyens de mobilité leur permettant d'être déplacés par traction mais que le code de la route interdit de faire circuler.

Article R111-42

Les résidences mobiles de loisirs ne peuvent être installées que :

- 1° Dans les parcs résidentiels de loisirs spécialement aménagés à cet effet, autres que ceux créés après le 1er octobre 2007 et exploités par cession d'emplacements ou par location d'emplacements d'une durée supérieure à un an ;
- 2° Dans les villages de vacances classés en hébergement léger en application du code du tourisme ;
- 3° Dans les terrains de camping régulièrement créés, à l'exception de ceux créés par une déclaration préalable ou créés sans autorisation d'aménager, par une déclaration en mairie, sur le fondement des dispositions du code de l'urbanisme dans leur rédaction antérieure au 1er octobre 2007 ou constituant des aires naturelles de camping.

Article R111-43

Les auvents, rampes d'accès et terrasses amovibles peuvent être accolés aux résidences mobiles de loisirs situées dans l'enceinte des lieux définis à l'article R. 111-42.

Ces installations accessoires, qui ne doivent pas être tenues au sol par scellement ou toute autre fixation définitive, doivent pouvoir être, à tout moment, facilement et rapidement démontables.

Article R111-44

Les résidences mobiles de loisirs ne peuvent être installées sur un emplacement situé à l'intérieur du périmètre d'un terrain de camping ou d'un village de vacances mentionné à l'article R. 111-42 ayant fait l'objet d'une cession en pleine propriété, de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance ou d'une location pour une durée supérieure à deux ans.

Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables :

- 1° Dans les terrains de camping constitués en société dont les parts ou les droits sociaux donnent vocation à l'attribution d'un emplacement en propriété ou en jouissance, enregistrée avant le 1er octobre 2011 ;
- 2° Dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une cession en pleine propriété ou de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance avant le 1er octobre 2011 ;

3° Jusqu'au terme du contrat, dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une location d'une durée supérieure à deux ans avant le 1er octobre 2011.

Article R111-45

Les résidences mobiles de loisirs peuvent être entreposées, en vue de leur prochaine utilisation, sur les terrains affectés au garage collectif des caravanes et résidences mobiles de loisirs, les aires de stationnement ouvertes au public et les dépôts de véhicules mentionnés au j de l'article R. 421-19 et au e de l'article R. 421-23.

Article R111-46

Sur décision préfectorale, et par dérogation aux articles précédents, les résidences mobiles de loisirs peuvent, à titre temporaire, être installées dans tout autre terrain afin de permettre le relogement provisoire des personnes victimes d'une catastrophe naturelle ou technologique.

Sous-section 5 : Caravanes

Article R111-47

Sont regardés comme des caravanes les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent en permanence des moyens de mobilité leur permettant de se déplacer par eux-mêmes ou d'être déplacés par traction et que le code de la route n'interdit pas de faire circuler.

Article R111-48

L'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée, est interdite :

1° Dans les secteurs où le camping pratiqué isolément et la création de terrains de camping sont interdits en vertu de l'article R. 111-33 ;

2° Dans les bois, forêts et parcs classés par un plan local d'urbanisme comme espaces boisés à conserver, sous réserve de l'application éventuelle des articles L. 113-1 à L. 113-5, ainsi que dans les forêts de protection classées en application de l'article L. 141-1 du code forestier.

Article R111-49

L'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée, est interdite dans les secteurs où la pratique du camping a été interdite dans les conditions prévues à l'article R. 111-34. L'interdiction n'est opposable que si elle a été portée à la connaissance du public par affichage en mairie et par apposition de panneaux aux points d'accès habituels aux zones visées par ces interdictions. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'urbanisme et du tourisme fixe les conditions dans lesquelles est établie cette signalisation. Sauf circonstance exceptionnelle, cette interdiction ne s'applique pas aux caravanes à usage

professionnel lorsqu'il n'existe pas, sur le territoire de la commune, de terrain aménagé. Un arrêté du maire peut néanmoins autoriser l'installation des caravanes dans ces zones pour une durée qui peut varier selon les périodes de l'année et qui ne peut être supérieure à quinze jours. Il précise les emplacements affectés à cet usage.

Article R111-50

Nonobstant les dispositions des articles R. 111-48 et R. 111-49, les caravanes peuvent être entreposées, en vue de leur prochaine utilisation :

1° Sur les terrains affectés au garage collectif des caravanes et résidences mobiles de loisirs, les aires de stationnement ouvertes au public et les dépôts de véhicules mentionnés au j de l'article R. 421-19 et au e de l'article R. 421-23 ;

2° Dans les bâtiments et remises et sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur.

Section 7 : Dispositions relatives aux résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs

Article R111-51

Sont regardées comme des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs les installations sans fondation disposant d'équipements intérieurs ou extérieurs et pouvant être autonomes vis-à-vis des réseaux publics. Elles sont destinées à l'habitation et occupées à titre de résidence principale au moins huit mois par an. Ces résidences ainsi que leurs équipements extérieurs sont, à tout moment, facilement et rapidement démontables.

3.2.2. Zonage

La partie traitant des capacités d'accueil a mis en évidence quelques dents creuses.

Le zonage se limite à l'existant. Ainsi, considérant l'évolution démographique récente, la municipalité ne souhaite pas ouvrir d'avantage à l'urbanisation et garantie par la même occasion une évolution progressive de la densité bâtie au sein du village.

Seule une zone d'activité est ouverte à l'Est du village le long de la route RD428. La communauté de communes projette le développement d'un établissement de valorisation de la filière bois/forêt. Afin de garantir un caractère qualitatif et d'intérêt général au projet, l'intégralité des terrains appartient à l'intercommunalité.

Le choix de zonage s'appuie uniquement sur des projets identifiés et qui pourront voir le jour grâce à cette ouverture à l'urbanisme. Il ne s'agit nullement de projections fantaisistes

En premier lieu, force est de reconnaître que les projections statistiques qui découleraient d'une continuité dans ce secteur rendraient effectivement absurde cette proposition de zonage, car démesurée au regard des dynamiques constatées sur les décennies précédentes.

Cela rappelé, il convient aussi de rappeler que le choix de la Commune d'Auberive d'écrire un document d'urbanisme est le résultat d'un changement de contexte qui tend à rendre urgent l'ouverture à l'urbanisme de créer les conditions d'accueil de nouveaux projets créateurs de richesses et d'emplois. C'est sa vocation de bourg centre et de pôle pour un territoire hyper-rural qui est en jeu à travers le projet proposé.

1 – Projets économiques : création d'un Pôle de valorisation des ressources locales (Biotope + Moulins FORICHER 2 ha + Huilerie (saveurs de mets))

Plusieurs implantations sont à l'étude sur la sortie d'Auberive en direction de Langres, le long de la départementale : le projet « Biotope », le projet « Saveurs de Mets » et celui des Moulins Foricher.

Ils ont deux points communs : ce sont des projets de transformation de ressources agricoles locales et les porteurs ont choisi cet emplacement parce qu'Auberive va devenir une entrée importante du Parc national en création. A ce double titre, ils s'inscrivent pleinement dans la dynamique du projet de charte tel qu'écrit par le territoire avec les services de l'État et le GIP du futur Parc national. La zone Uy est donc pleinement justifiée par des projets déjà identifiés.

Par ailleurs, la maîtrise d'une ressource majeure dans ce secteur, le bois, incite à explorer des pistes de transformation et de valorisation locale. Une installation sera facilitée par la perspective de mise en place de contrats d'approvisionnement, simples à mettre en place au vu de l'importance des forêts publiques organisée (cf SIGFRA). Quelques contacts ont été pris en ce sens et une charte est en cours de finalisation

2 – Projets économiques : création d'un éco-camping

Les élus ont intégrés à la carte communale le projet d'éco-camping des Chemins de Traverse mené sur un terrain et un bâtiment de la CCAVM d'une superficie de 989 m². Porté par le Centre d'Initiation à la Nature d'Auberive et soutenu par la Communauté de Communes, ce projet engendrera une activité intéressante et importante permettant à la commune de traduire son objectif en matière de développement économique et touristique (cf paragraphe 1.1 page 70).

3 – Construction d'une nouvelle gendarmerie

L'autorisation officielle de construction de la future gendarmerie a été transmise à la Communauté de Communes. Par conséquent, le travail technique et opérationnel va pouvoir être lancé. L'emprise est prévue pour 3 logements en sus du bâtiment administratif et d'un parking adapté. L'emplacement a déjà été choisi à l'entrée du village.

4 – Parc national et infrastructures nécessaires Entrée de cœur de Parc national

Le projet de Parc national est à présent avancé et le GIP a communiqué le souhait de définir une stratégie foncière pour le futur établissement public Parc national. Un siège administratif de 1500 m³ avec un parking de 50 places, des pôles sur les différentes compétences de l'établissement seront répartis dans le territoire du futur Parc national. La volonté politique de positionner Auberive a été affichée par un courrier du Président de l'intercommunalité (Auberive Vingeanne et Montsaugonnais), cosigné par le Maire d'Auberive, et un travail préparatoire est en cours en vue de la construction d'un bâtiment emblématique à ossature bois (local).

5 – Forêt exemplaire et Forêt irrégulière école – Perspectives en termes d'accueil

Le secteur d'Auberive est très majoritairement forestier, et composé essentiellement de forêts publiques. Un syndicat, le SIGFRA – plus ancien et plus grand syndicat forestier en France- assure, en partenariat avec l'Office national des Forêts, la gestion d'un domaine de plus de 8 000 hectares. La qualité et l'originalité du mode de gestion qui y est pratiqué a permis à ce secteur d'être retenu dans le cadre d'un appel à projet du Ministère de l'agriculture « Forêt Irrégulière Ecole » qui a pour enjeu de synthétiser les données récoltées pendant plus de vingt ans de travail en futaie irrégulière. La réputation est déjà largement acquise dans le milieu spécialisé des gestionnaires, experts et propriétaires et l'Unité Territoriale de l'ONF d'Auberive est très régulièrement sollicitée pour l'accueil de groupes intéressés par ce laboratoire à ciel ouvert. A moyen terme, la création de locaux dédiés pourra s'avérer indispensable.



	Zone U	Dont extension	Zone Uy	Dont extension	Zone N	Total
En ha	19	0	6.6	5.1	7015	7040
En %	0,26	0	0,1		99,64	100

B. MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE

1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE SEINE NORMANDIE

Le territoire est inclus dans le périmètre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie entré en vigueur le 20 décembre 2015. Ce document définit pour une période de six ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et quantité des eaux à atteindre dans le bassin Seine-Normandie. Les grands objectifs de ce document-cadre correspondent à :

- Un bon état écologique et chimique pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines,
- Un bon potentiel écologique et un bon état chimique pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines,
- Un bon état chimique et un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement pour les masses d'eau souterraines,
- La prévention de la détérioration de la qualité des eaux,
- Des exigences particulières pour les zones protégées (baignade, conchyliculture et alimentation en eau potable), notamment afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Il définit 8 grands défis, 2 leviers, 45 orientations et 195 dispositions. La liste ci-dessous présente les 8 défis du SDAGE 2016-2021 :

Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,

1. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
2. Diminuer les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants,
3. Protéger et restaurer la mer et le littoral,
4. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
5. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
6. Gestion de la rareté de la ressource en eau,
7. Limiter et prévenir le risque d'inondation.

Il apparaît que la carte communale est compatible avec les orientations du SDAGE, en évitant notamment, de construire en périmètre de protection de captage, en permettant la mise en place de système d'assainissement aux normes, en prenant en compte la ressource d'un point de vue quantitatif (ouverture limitée de la zone urbanisable, classement des zones humides hors zones urbaines,...

Cependant il convient de noter que la collectivité à travers la carte communale, soumise au règlement national d'urbanisme, ne peut pas affiner et développer les mesures de protection et de compatibilité avec les documents de rang supérieur. Le RNU est le seul moyen garantissant cela.

2. PRISE EN COMPTE

2.1.PCAER Champagne Ardennes

Le Plan Climat Air Energie de Champagne Ardenne a été défini avec un objectif principal : diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre (GES). Ce plan se décline en 15 sections pour 6 grandes finalités qui sont les suivantes :

Réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020

Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique

Réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air

Réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air

Réduire de 20 % les consommations énergétiques d'ici à 2020

Porter la production d'énergies renouvelables à 45% de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2020

Selon le document, en Haute-Marne, le transport est le plus polluant, suivi du résidentiel, puis de l'industrie, du tertiaire, de l'énergie et de l'agriculture.

Les 15 sections du PCAER portent sur des thématiques différentes, souvent prises en compte dans la carte communale.

Concernant les orientations touchant l'aménagement du territoire et l'urbanisme, la carte communale est compatible avec les objectifs définis, notamment en limitant la mobilité automobile intramuros et l'urbanisation dans les zones à risques et sensibles en développant un principe de liaison entre les villages plutôt qu'un étalement de chacun par à-coups dispersés.

Concernant le transport de marchandises, la commune d'Auberive n'est pas spécifiquement concernée. Concernant l'agriculture, la carte communale n'a pas pour finalité de modifier les usages agricoles. En outre, elle ne freine pas l'utilisation de techniques d'économie d'énergie ou d'éco-conception de bâtiments agricoles.

Concernant la forêt et la valorisation du bois, la carte communale ne remet nullement en cause la vocation forestière et sylvicole des boisements. La mise en place d'une zone d'accueil d'activités doit permettre le développement de la filière bois et forêt.

Concernant le bâtiment, la carte communale est compatible avec les orientations en ne limitant en aucun cas les techniques d'éco construction et d'économie d'énergie.

A travers son projet, la carte communale apparaît comme compatible avec le PCE Champagne Ardennes.

2.2. Le schéma régional de cohérence écologique

Le SRCE est présenté en première partie du présent rapport. La commune est concernée par les 3 sous-trames du SRCE. Elles ont toutes été prises en compte. Les éléments constitutifs de la TVB telle que définie dans le SRCE sont préservés dans le cadre de la carte communale par un classement le plus important possible en zone naturelle.

C. ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES DE LA CC SUR L'ENVIRONNEMENT

1. INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES SECTEURS NATURA 2000

L'intégralité des zones N2000 est classée en zone N. L'impact de la carte communale est neutre, voire positive, par rapport à l'absence de document. Si la commune dispose de plusieurs secteurs N2000 sur le territoire, nombre d'entre eux affichent une certaine dispersion vis-à-vis du corps villageois : il en est par exemple ainsi de la zone située au nord-est de la commune, à la jonction du Bois de Gratte-Pel et de la Forêt de Montavoir, suivant les rives de l'Aujon ou de la zone traversant la commune de part en part sur la rive Est de la Forêt domaniale d'Auberive, le long de la Germainelle. Toutefois, le cœur urbanisé d'Auberive s'affiche effectivement au contact d'un site Natura 2000 de type Habitat liant l'Etang des Arts au Pont de Flavigny, en limite de Praslay. Cette ZSC porte le nom de vallée de l'Aube et entre potentiellement en conflit avec les possibilités de développement communal compte tenu de l'implantation en creux de vallée d'Auberive. L'élaboration de la carte communale doit être particulièrement attentive à ce secteur concomitant à la D428 qui pourrait être impacté par des projets d'urbanisation. Conscient de cette présence, le projet est ainsi particulièrement vigilant à limiter l'ouverture de l'urbanisation au versant Sud de la route départementale, au sein de l'espace intermédiaire situé à l'interface de la route forestière de la Sablière et de la D428. Aucune possibilité d'artificialisation de cette zone Natura 2000 n'est ici permise, en dépit de sa proximité avec le cœur urbain d'Auberive.



2. INCIDENCES GENERALES ET CONTRE-MESURES

Si les zones Natura 2000 sont les plus importantes pour l'environnement, il est nécessaire de définir l'impact de la carte communale à l'échelle de l'ensemble du territoire. Les incidences sur l'environnement peuvent être divisées en 4 thématiques :

2.1. Biodiversité et milieux naturels

Cette thématique est très importante à Auberive qui admet aujourd'hui une part importante d'espaces naturels au cœur d'un finage forestier. Il est donc important d'analyser l'incidence de la carte communale sur les milieux naturels notamment protégés au niveau international, européen, national et régional.

2.1.1. Les ZNIEFF

Les ZNIEFF sont présentées dans l'état initial de l'environnement. La zone N couvre ces ZNIEFF permettant ainsi un maintien des milieux, sans artificialisation possible. Si la carte communale ne permet pas de classer les boisements en EBC, ces derniers sont aujourd'hui gérés par des plans de gestion précis garantissant leur entretien et sont intégrés dans un ensemble très qualitatif faisant l'objet du projet de Parc National. **La carte communale a une incidence positive sur ces milieux naturels d'intérêt par rapport à l'absence de document puisqu'elle classe la totalité en zone N.**

2.1.2. Les zones humides et à dominante humide

Le document a peu d'impact sur les zones à dominante humide. Il a un impact positif du fait du classement de la vallée de l'Aube en zone N.

Les zones de développement sont localisées en dehors de toute zones humides ou à dominante humide.

2.2. Gestion des ressources naturelles

Les ressources naturelles de la commune ont été clairement prises en compte. Concernant la ressource en eau, la carte communale a un impact positif sur cette ressource. En effet, le cours d'eau et ses abords hors zone agglomérée sont classés en zone naturelle.

Enfin, la gestion des eaux pluviales et usées est règlementée selon le respect des normes en vigueur.

De fait, la carte communale n'a pas d'incidences négatives sur la ressource en eau par rapport à l'absence de document.

La commune a également défini un souhait de préservation des ressources terriennes et agricoles. Plus largement que la valeur agronomique des terres, c'est la ressource des terres qui est préservée. En évitant une urbanisation forte, la commune limite l'artificialisation irrémédiable des sols. Le développement cohérent et modéré de la commune s'appuie sur une extension limitée et sur la prise en compte des espaces disponibles à l'intérieur du village. **La carte communale a tout de même un impact négatif sur la ressource terrienne par rapport à l'absence de document. En effet la zone d'activité ouverte sera à terme urbanisée.**

Concernant la ressource en air, les déplacements piétons ou vélo dans la commune sont sécurisés. En outre, le développement modéré de l'économie va automatiquement engendrer une très légère augmentation de la pollution de l'air liée aux flux pendulaires individuels.

Concernant la gestion des déchets, la production va automatiquement augmenter proportionnellement à l'arrivée de nouveaux habitants. Cela aurait aussi été le cas sans carte communale, qui n'ouvre pas à l'urbanisation d'espace nouveau. Elle sera prise en compte par le syndicat de gestion des déchets.

De fait, le document a une incidence neutre.

2.3. Consommation de surfaces

Trois secteurs sont concernés par des extensions significatives, représentées ici par des encadrés noirs. Le projet communal porté par le document d'urbanisme en cours de réalisation s'articule au niveau de ces espaces, qui vont conditionner l'évolution d'Auberive. En dépit de sa superficie étendue, la commune a fait le choix d'un développement contenu, situé en périphérie immédiate de l'enveloppe communale (secteur 1 et 3) ou dans des secteurs proches, à proximité d'infrastructures existantes. Le mitage du territoire tend ainsi à être évité autant que possible. La zone Uy présente l'avantage de

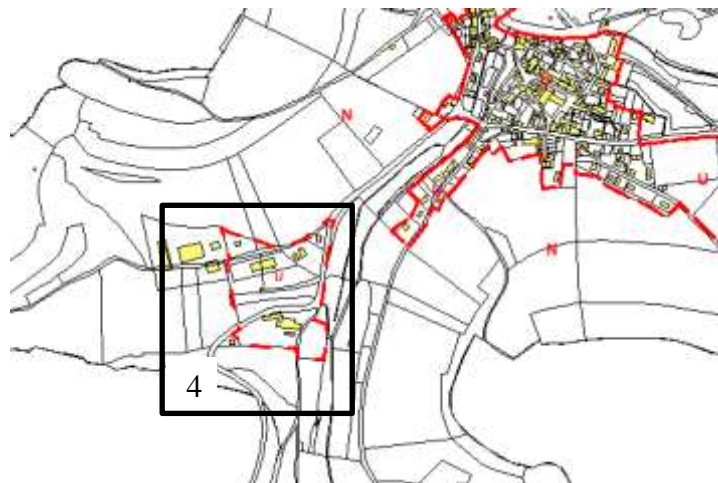
s'inscrire à l'alignement de l'équipement routier et d'afficher une distance suffisante avec les habitations du village afin d'éviter d'éventuelles nuisances à même de gêner les habitants.

Le type de sols sur lequel ces zones se déploient est :

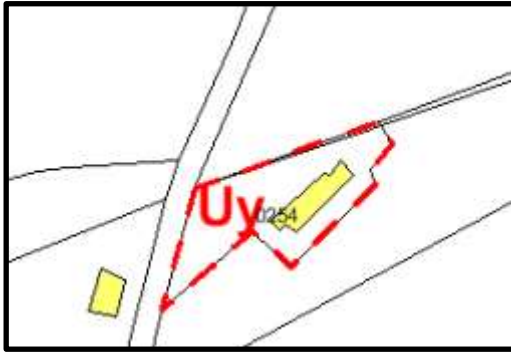
- Zone 1 : Cultures annuelles associées à des cultures permanentes
- Zone 2 : Cultures annuelles associées à des cultures permanentes
- Zone 3 : Tissu urbain discontinu



A ces 3 zones comportant actuellement peu d'implantations bâties vient s'ajouter une 4^{ème} localisée dans la partie Ouest de la commune, aux abords Sud-Ouest du corps villageois, en contrebas de la Cote Bitorse.



D'une superficie totale de 4,6 ha, cette zone se singularise des autres espaces ouverts à l'urbanisation en raison d'une présence bâtie déjà bien développée et d'une activité agricole en vigueur. Le sol est composé de cultures annuelles associées à des cultures permanentes. Ce secteur n'est pas destiné à accueillir de développements bâtis à l'avenir et ne porte pas atteinte aux espaces concomitants.



Enfin une 5^{ème} zone urbaine a été définie pour accueillir le projet d'éco-camping. D'une superficie de 989 m², les possibilités d'extension sont extrêmement réduites et ne visent à permettre que les installations nécessaires à la vie de ce projet porté par la CCAVM. Ce projet, de par sa nature et sa faible importance ne portera donc pas atteinte aux espaces naturels et/ou sensibles.

La consommation d'espaces peut être résumée ainsi :

DESTINATIONS	ZONES	SURFACES (ha)	VENTILATION CONSOMMATION (ha)			COMMENTAIRES
			NATUREL	AGRICOLE(1)	FORESTIER	
HABITAT	U dents creuses	0,68	0	0,68	0	0,68 ha potentiellement consommables en dent creuses en cœur de bourg. Vergers et surfaces en herbe = agricole
	U extension	1,5	0	1,5	0	
SOUS-TOTAL HABITAT		2,18	0	2,18	0	
ACTIVITES	U extension	1,5	0	1,5	0	La zone Uy, destinée à l'activité économique, d'une dimension de 1,5ha
SOUS-TOTAL ACTIVITES		0	0	0	0	
AUTRES (à préciser)	U extension	0,5		0,5		0,5 destinés à l'implantation de la nouvelle gendarmerie
SOUS-TOTAL AUTRES		0	0	0	0	
TOTAL		4,18	0	4,18	0	

2.4.Cadre de vie

Le projet de carte communale s'est également attaché à conforter la qualité du cadre de vie de la commune, qui est un atout indéniable pour les habitants comme pour l'activité touristique qui se développe à Auberive.

Cette protection du cadre de vie passe par la préservation de l'ensemble des milieux naturels en présence sur le finage de la commune.

Dans l'ensemble, le document aura donc une incidence limitée sur le cadre de vie communal par rapport à l'absence de carte communale.

Pour réduire ces incidences l'ouverture de la zone d'activité concerne un espace acquis par l'intercommunalité qui s'engage dans une démarche globale de mise en valeur de son patrimoine touristique, naturel et paysager. Elle n'a aucun intérêt à dégrader cet espace par un aménagement peu qualitatif. La zone Uy, à vocation économique, se situe à plus d'1 km des habitations en cœur de bourg, limitant d'éventuelles nuisances possibles pour les habitants.

2.5. Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement

2.5.1. Eviter

Le projet de carte communale s'est montré attentif dans la préservation de ses espaces les plus sensibles : la grande majorité du territoire est classé en zone N et les espaces classés sont maintenus en l'état, sans interventions prévues. De plus, la commune a revu ses ambitions initiales à la baisse en évitant l'artificialisation initialement envisagée de la zone Uy à hauteur de 5 ha.

2.5.2. Réduire

Le projet de développement urbain d'Auberive est réaliste et adapté à l'évolution observée sur les décennies passées. En ce sens, la commune est pragmatique en reconnaissant le déclin démographique à l'œuvre qui n'autorise pas l'ouverture à la construction de surfaces excessives.

2.5.3. Compenser

La commune a affiché une politique vertueuse de réhabilitation de logements anciens. Les dents creuses identifiées sont envisagées en tant qu'opportunités dans le cadre de la politique d'habitat souhaitée par la commune.

3. INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR LE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Actions	Indicateurs de suivi	Sources
Analyse et compréhension de l'évolution de l'urbanisation à vocation d'habitat par rapport aux besoins estimés	Suivi du taux d'évolution démographique	INSEE Données communales
	Soldes migratoire et naturel	INSEE
	Evolution de la densité de population sur les zones nouvellement ouvertes	Géoportail INSEE Cadastre
	Inventaire tous les 3 ans des permis de construire déposés dans la commune afin d'analyser si l'objectif de comblement des dents creuses et de limite de l'étalement urbain a porté ses fruits	INSEE SITADEL
	Suivi de la surface agricole utile et du nombre d'exploitations	AGRESTE INSEE DDT PAC
	Ratio entre le nombre de logements créés par hectare consommé et le nombre d'habitants accueillis	OMARE
Analyse et compréhension de l'évolution urbaine à vocation d'activité par rapport aux besoins estimés	Nombre d'habitants « actifs » ayant leur emploi sur le territoire communal	INSEE
	Artificialisation des zones d'activité par rapport aux emplois développés	Géoportail INSEE

Analyse et compréhension de l'évolution urbaine à vocation d'activité par rapport aux besoins estimés	Nombre d'habitants « actifs » ayant leur emploi sur le territoire communal	INSEE
	Artificialisation des zones d'activité par rapport aux emplois développés Evolution du remplissage des zones prévues	Géoportail INSEE
Etat des lieux des pollutions particulières liées à la carte communale (augmentation de rejets imprévus,...)	Comparaison des analyses de la qualité des eaux à des dates clefs autour de l'urbanisation créée	ARS SDAGE
Préservation des corridors écologiques	Analyse des photographies aériennes Evolution de l'occupation des sols et notamment de la place des terres agricoles, de l'état de la trame verte (petit linéaire et formations boisées),...	Géoportail notamment
	Données du schéma régional de cohérence écologique.	Bilan SRCE disponible
Etat des lieux de l'évolution des espèces animales local par	Nombre d'espèces sensibles présentes sur le territoire communal	DREAL LPO

<p>rapport à leur évolution actuelle.</p>	<p>Etat des lieux des conditions d'accueil de ces espèces (habitats potentiels, ...)</p>	<p>DREAL LPO Terrain</p>
<p>Analyse de l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments.</p>	<p>Intégration paysagère des nouvelles constructions</p>	<p>Mairie</p>
	<p>Etat des lieux de l'aménagement des entrées de ville</p>	<p>Bureau d'études Mairie</p>
<p>De manière générale</p>	<p>Evaluation du travail de police du Maire quant à la mise en application des règles de la carte communale : respect des EBC, des prescriptions établies au titre de la loi paysage ou encore la surveillance des zones naturelles et agricoles quant aux constructions nouvelles.</p>	

4. RESUME NON TECHNIQUE ET METHODOLOGIE

La carte communale d'Auberive est un document de planification urbaine composé de 1 pièce écrite, 1 pièce graphique et des annexes. La première pièce est le présent rapport de présentation, qui analyse l'état initial de l'environnement et le fonctionnement urbain de la commune mais surtout, qui justifie l'ensemble des choix retenus.

La seconde pièce est le règlement graphique, qui définit des zones urbaines et naturelles sur un plan. Pour chacune de ces zones, le règlement national d'urbanisme s'applique. Il réglemente les utilisations et occupations du sol autorisées, les principes d'implantation, les aspects architecturaux et techniques des constructions.

La municipalité souhaite pouvoir assurer l'accueil de nouveaux habitants tout en maintenant les éléments forts de son cadre de vie et de son environnement naturel.

La zone urbaine correspond au village et à ses équipements. Il s'agit d'espaces déjà urbanisés ou en continuité immédiate des zones urbanisées où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Principalement affectée à l'habitation, cette zone peut accueillir des constructions ayant cette destination, leurs annexes, ainsi que destinations compatibles avec l'habitation, et qui en sont le complément naturel et concourent à l'équipement de la commune.

La zone urbaine comprend :

- Une zone U correspondant au village, avec une densité architecturale plus élevée au centre.
- Une zone Uy correspondant à la zone d'activité le long de la RD428

La zone agricole/naturelle correspond à une zone équipée ou non, peu ou pas construite, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Ce document a pris en compte l'environnement communal. Celui-ci est protégé une zone Natura 2000 (protégées à l'échelle européenne), des zones d'intérêt à l'échelle nationale (ZNIEFF) et locale (zones à dominante humide). Ces protections ont été en compte à travers le zonage. En effet, ces zones sont classées en zone naturelle.

Le développement urbain est mieux maîtrisé. Les zones de développement urbain sont calibrées en fonction des besoins réels de la commune et les zones d'intérêt environnemental ne sont pas impactées par le développement communal.

La réalisation de l'évaluation environnementale s'est faite en plusieurs étapes. Avant l'élaboration du zonage, l'analyse de l'état initial de l'environnement a permis de prendre connaissance de l'environnement communal, notamment par des sorties terrain du bureau d'études, des réunions de travail et une analyse des données de l'Etat, au travers des fiches de ZNIEFF et du DOCOB.

Cela a permis de définir des espaces à enjeux d'un point de vue environnemental.

L'évaluation environnementale a donc été un outil qui a permis à la commune de faire des choix minimisant l'impact négatif de la carte communale sur l'environnement.